

En gage de jeunesses :
Pratiques d'engagement des jeunes en
dehors des cadres institués

JUIN 2020



29 juin 2020

BT CONSEIL SOCIOLOGIE
ETUDE REALISEE PAR

ZOE VANDENBERG
BORIS TERUEL



*Retrouvez l'ensemble des supports de
restitution de l'étude en flashant le QR code*



www.etude-engagement-jeunes-44.fr

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
INTRODUCTION	3
I. SYNTHÈSE DES TRAVAUX EXISTANTS ET CADRE SCIENTIFIQUE DE LA RECHERCHE	6
A. L'ENGAGEMENT, RÉALITÉ PLURIELLE	6
B. REDONDANCES ET DISSONANCES DES RÉSULTATS PRODUITS	9
C. LE NUMÉRIQUE RÉVOLUTIONNE-T-IL L'ENGAGEMENT ?	22
II. DÉFINITIONS, MÉTHODES ET CHAMPS D'INVESTIGATION	26
A. PERTINENCE D'UNE ÉTUDE QUALITATIVE AVEC POUR OBJET LES PRATIQUES D'ENGAGEMENT NON INSTITUÉES	26
B. COMMENT MESURER L'ENGAGEMENT HORS DES CADRES INSTITUÉS ?	27
C. LE PANEL	36
III. RESULTATS ET ANALYSE	41
A. L'ENGAGEMENT À LA PÉRIPHÉRIE DE SOI	43
1. <i>De l'engagement dans une société de l'individu</i>	43
2. <i>Le socle de pratiques d'engagement n'évolue pas vraiment, la nouveauté vient de soi</i>	45
3. <i>Un faible volume d'engagement si l'on se fie aux seuls modèles traditionnels</i>	47
4. <i>Des engagements éclatés, une constante émotionnelle et affective</i>	56
5. <i>Transformation sociale et radicalité</i>	60
6. <i>Le numérique, relais et démultiplicateur</i>	66
7. <i>L'engagement, pratique bourgeoise</i>	69
B. LES MOTEURS DE L'ENGAGEMENT ET LES DÉCLENCHEURS DE L'ACTION	71
1. <i>Analyse des moteurs qui portent les actions</i>	71
2. <i>Analyse des conditions de déclenchement d'une pratique d'engagement</i>	77
3. <i>Les amplificateurs après les déclencheurs</i>	79
4. <i>Construction idéal-typique des trajectoires d'engagement</i>	79
5. <i>Essai de catégorisation</i>	99
C. SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS	108
CONCLUSION	111
A. UNE PROBLÉMATIQUE DE LÉGITIMITÉ DES INSTITUTIONS ET DES ACTEURS DE TERRAIN : POUR LES JEUNES L'INSTITUTION N'EST NI CRÉDIBLE NI LÉGITIME EN MATIÈRE D'ENGAGEMENT	111
B. UNE PROBLÉMATIQUE DE CLARIFICATION DES INTENTIONS PUBLIQUES : L'INSTITUTION NE SAIT PAS CHOISIR ENTRE SOUTENIR L'ÉMANCIPATION COLLECTIVE ET ACCOMPAGNER L'INSERTION INDIVIDUELLE	113

C. UNE PROBLÉMATIQUE DE POSITIONNEMENT STRUCTUREL RELATIVE À L'ENGAGEMENT : L'INSTITUTION EST COINCÉE ENTRE L'INDIVIDUALISATION ET LA RADICALITÉ.....	115
D. UNE PROBLÉMATIQUE DE MIXITÉ SOCIALE LIÉE À INDIVIDUALISATION DES PROBLÉMATIQUES SOCIALES : À FORCE DE PSYCHOLOGISER, L'INSTITUTION NE SOCIALISE PLUS.....	116
E. UNE PROBLÉMATIQUE DE PARTAGE DE LA CONNAISSANCE : LES REPRÉSENTATIONS DEMEURENT.....	118

INTRODUCTION

La jeunesse est l'objet de multiples études, rapports, consultations desquels ont découlé de multiples plans, plus innovants les uns que les autres pour témoigner de la manière dont les politiques publiques se penchent vers une jeunesse souvent ciblée par ses fragilités. Cette volonté perpétuée par les gouvernements de mieux accompagner sans parvenir complètement à déployer des réponses opérantes génère un contraste entre la multiplication des écrits et la frustration des acteurs de terrain quels que soit les domaines : prévention, insertion, citoyenneté etc. Parallèlement, on entend en écho, ces acteurs de terrain, croisés en réunion ou en comité de pilotage qui se désolent de ne plus pouvoir compter sur une jeunesse qui « est passé à autre chose », qui « zappe », qui ne s'engage plus sur la durée, vacant d'un engagement à l'autre, d'une activité à l'autre, au fond, sans s'investir pleinement. Légitimement, du point de vue d'acteurs de terrain¹, « on s'inquiète de la relève ». Cet écho percute d'autres échos. La voix de Greta Thunberg, les marches pour le climat, les collectifs éclos ici et là portent la voix d'une jeunesse bien présente sur l'espace public. En 2010, le Service civique s'ouvrait à tous sur la base du volontariat. À ce jour, plus d'un jeune sur dix s'engage dans ces missions, pour au moins 6 mois, en y consacrant au moins 24 heures par semaine. La recherche analyse la transition, l'arrivée de la question individuelle, la fin des grands mouvements collectifs, l'engagement autrement plutôt que la fin de l'engagement, plus fragmenté, plus multiple, plus mobile, plus numérisé. Cette première étape est franchie et appropriée aujourd'hui par nombre d'acteurs qui font les politiques jeunesse de 2020. Les jeunes montrent une défiance vis-à-vis des États et des institutions afférentes, ils revendiquent, dans le même temps, de nouvelles formes d'actions moins contraignantes, plus horizontales et interrogent en cela les politiques publiques sur leur positionnement et sur leur rôle. S'appuyant plus particulièrement sur des résultats qualitatifs les études conduites plus récemment se sont orientées vers deux interrogations principales :

- Quels sont les résultats et les raisons de l'adhésion à ce qui semble fonctionner ?
- Quelles sont les caractéristiques des nouvelles formes d'engagement et comment doivent s'adapter les cadres existants ?

La première interrogation a conduit à des études sur les dispositifs existants pour les évaluer et les faire évoluer voire les essaimer. Si l'on garde l'exemple du service civique qui constitue le principal « atout » dans les mains des politiques publiques concernant l'engagement des jeunes, cette approche a permis des évolutions et l'adaptation à la mise en place dudit dispositif. La deuxième interrogation est plus complexe car elle réinterroge en profondeur l'adaptation de cadre historiquement ancré dans le déploiement des politiques jeunesse à l'aune de grands résultats maintes fois partagés et difficiles à réinvestir en matière d'évolution des pratiques professionnelles.

¹ Acteurs qui peuvent être des bénévoles associatifs, des élus locaux, des membres de la société civile mais aussi des professionnels

Sorti des grands constats, peu d'études s'intéressent en profondeur à ce qui se joue en dehors des cadres institués concernant des manières de faire, de penser et d'agir multiples et dont les mécaniques complexes doivent être appréhendées plus finement en lien étroit avec la question des pratiques numériques. Outre l'enjeu des nouvelles pratiques d'engagement des jeunes, en raison de l'évolution des usages et de la culture numériques, il semble également intéressant de mesurer si ou en quoi le numérique joue un rôle levier dans les pratiques d'engagement. Les grandes tendances (individualisation, mutation, révolution numérique) ne suffisent pas et l'horizon qualitatif de recherches complémentaires se dessine. C'est toute l'ambition de cette étude qui souhaite proposer un angle différent à partir de quatre partis-pris méthodologiques :

- S'appuyer exclusivement sur le point de vue des jeunes pour définir ce qui constitue l'engagement ;
- Déployer une méthodologie qualitative d'ampleur ;
- Se décentrer des cadres institués entendus au sens large dans cette étude comme l'ensemble des actions à destination des jeunes conduites par des acteurs publics ou privés liés par des dispositifs et/ou des financements ² ;
- Analyser la place et le rôle du numérique dans les nouvelles pratiques d'engagement ;

Bien entendu, certains résultats proposés à partir de ce travail épousent des données déjà observées. Mais l'objectif, plus que de conforter est d'apporter des éléments nouveaux de compréhension de phénomènes complexes liés à l'engagement des jeunes.

L'initiative de cette étude fait suite aux travaux menés dans le cadre de la mise en place du plan départemental d'action pour la jeunesse en 2014 en Loire-Atlantique. 3 groupes de travail ont été constitués dont l'un sur le thème « rendre les jeunes acteurs et citoyens ». Ces travaux du groupe ont mis en évidence deux enjeux fondamentaux.

- Les cadres institutionnels existants ne correspondent pas toujours aux attentes et aux pratiques des jeunes en matière d'expression, de participation et d'engagement. Notamment, ils ne leur donnent pas suffisamment de place et de pouvoir et génèrent parfois des formes de distance voire de défiance.
- Il existe des pratiques d'engagement des jeunes qui échappent concrètement aux institutions et se développent dans de nouveaux espaces et/ou de nouvelles formes.

À partir de ces enjeux, deux axes de travail avaient été définis :

- Faire évoluer les cadres institués proposés et les pratiques des professionnels pour favoriser la mobilisation, la participation et l'engagement effectif des jeunes grâce à une formation sur les méthodes et outils du community organising (2 sessions mises en œuvre en 2016 et 2017 réunissant des professionnels des associations, des collectivités et des établissements scolaires) ;

² La définition de cadre institué est approfondie p.25, notion qui se voudra large et englobant l'ensemble des acteurs du système d'organisation institutionnelle de la réponse publique.

-
- Mieux connaître les pratiques d'engagement des jeunes hors des cadres institués et en comprendre les leviers grâce à une étude de type recherche-action, axe dans lequel s'inscrit le projet de recherche présenté ci-après.

I. SYNTHÈSE DES TRAVAUX EXISTANTS ET CADRE SCIENTIFIQUE DE LA RECHERCHE

A. L'engagement, réalité plurielle

L'engagement ouvre immédiatement plusieurs champs d'interprétation. Ainsi, « je » m'engage en étant enrôlé dans l'armée, je m'engage dans une association, je m'engage dans ma pratique sportive, je m'engage en me mariant, je suis engagé par mon employeur, je m'engage à tenir une promesse... La notion d'engagement recouvre des identités politiques, professionnelles, personnelles qui elles-mêmes sont questionnées dans leur positionnement social³. En cela, ce terme peut être qualifié sur le plan sociologique de concept « mou »⁴ à partir duquel se greffent des définitions mais également des représentations multiples. Car même si l'on s'en tient à la seule dimension « militante » de l'engagement, les périmètres et les seuils sont de la même manière soumis à une pluralité d'interprétations possibles. Il est donc nécessaire de proposer un angle de définition de façon arbitraire mais qui permette de qualifier le point de vue de la recherche engagée. La première difficulté de cette étude fut en cela de faire se tenir les deux enjeux dissonants de la vulgarisation d'une réalité diffuse, complexe, en mutation sans omettre de la désigner et de la définir complètement. D'autant que l'analyse du croisement de la « jeunesse », catégorie scientifique si imparfaite et de l'engagement implique donc de cadrer la démarche durant la première phase de travail par une rigueur sémantique permettant la désignation suffisamment claire des concepts pour déployer une démarche scientifique.

Ce cadrage s'attache plus à définir l'engagement qu'à revenir sur les sempiternels débats concernant les balises de la jeunesse accompagné de l'indémodable citation de Bourdieu⁵ et qui finissent par fatiguer le lecteur avant même que l'analyse à venir ne soit proposée. Cette étude assume pour cela la balise imposée dont l'arbitraire de la catégorie 18-30 ans ne revendique pas l'universalité de ce qui compose la jeunesse mais pose des frontières définies facilitant l'analyse du rapport entre une catégorie de facto mieux située et un concept complexe.

S'il existe quantité d'ouvrages traitant des formes « classiques » d'engagement (militantisme politique, associatif, syndical), plus encore traitant de la rupture entre les anciennes et les nouvelles formes, des études produites depuis moins de cinq ans analysent l'évolution très récente des mouvements sociaux. La production scientifique de la sociologie américaine des années 1990 a permis d'opposer

³ P. Mazeau 2010- Participer pour quoi faire ? Esquisse d'une sociologie de l'engagement dans les budgets participatifs, 2010

⁴ Voir P. Pharo, Sociologie de l'esprit, conceptualisation et vie sociale, 1998.

⁵ « La jeunesse n'est qu'un mot », P. Bourdieu, Entretien avec Anne-Marie Métaillé, paru dans Les jeunes et le premier emploi, Paris association des âges, 1978. Repris dans Questions de Sociologie, Éditions de Minuit, 1984.

les modèles « traditionnels » ou « anciens » aux modèles nouveaux. Pourtant, depuis un passé beaucoup plus proche, l'accélération de la transgression des formes usuelles de l'engagement, induit de devoir produire de nouvelles catégorisations sans réel cadre de référence. Or l'opposition entre « ancien » et « nouveau » est à la fois très intégrée, réelle sur nombre de points et très contestable sur d'autres. Cette perception d'une mutation complète combinée à une confusion sémantique sur la notion même d'engagement conduit à des résultats efficaces sur le plan de la vulgarisation mais contestables, nous allons le voir, sur le plan de l'objectivité scientifique. Savoir « de quoi l'on parle » impose donc un certain nombre de retours historiques, de déconstructions et de partis-pris sémantiques que les chapitres à venir proposent d'exposer.

Pour définir l'engagement, il est intéressant de faire un détour par les travaux de Max Weber qui montrent qu'après les traductions en allemand de la bible au 16ème siècle par Luther s'impose dans les pays protestants l'idée que le devoir religieux consiste à l'accomplissement d'une tâche dans la société. Cet accomplissement au sein du métier représente la plus haute forme que puisse revêtir l'activité morale de l'homme. Le concept de Beruf, à la traduction littérale impossible⁶, marque l'origine de la signification religieuse attribuée au travail quotidien dans lequel un dépassement de soi est nécessaire. Le travail est « une mission donnée par Dieu » (calling). Le protestant ascétique va chercher dans l'accomplissement de tâches les preuves manifestes de son élection divine. Le travail doit alors s'accomplir comme s'il était un but en soi, un engagement divin. L'action pour l'autre (et pour la société) représente alors une voie fondamentale de Salut. Chacun tire ainsi de la bible des engagements pris pour les autres afin de suivre un chemin personnel tourné vers l'autre et donc vers le divin. Raymond Boudon montre comment le mot Beruf a conduit une partie de la sociologie américaine à étudier la dimension de l'engagement à travers les professions. Les sociologues américains ont en effet privilégié dans leurs études des professions « aux traits bien identifiés ». Les professions libérales par exemple, les infirmières ou les professeurs sont concernés. (Boudon montre que cette approche se différencie des études françaises largement concentrées sur le travail ouvrier, parcellisé et peu qualifié). C'est Alain Touraine qui montrera ensuite comment les nouveaux mouvements sociaux se sont désolidarisés de la question religieuse d'abord puis de la sphère professionnelle.

Des origines historiques et religieuses de l'engagement, deux dimensions restent d'actualité et permettent de redéfinir l'engagement en référence à l'actualité rationnelle du monde occidental moderne. La première dimension est temporelle. L'engagement, par l'idée de mission à accomplir toute sa vie, a longtemps rejoint la notion de carrière, pour le moins une certaine continuité d'action épousant une ligne de cohérence. On peut citer l'engagement ouvrier ou l'engagement politique qui illustrent le mieux l'idée que l'engagement fut aussi l'expression d'une continuité. Parmi les évolutions

⁶ Voir A. Disselkamp, l'éthique protestante de Max Weber, 1996

mesurées, les travaux conduits depuis 20 ans observent une réduction de la centralité de l'engagement dans les destins sociaux et en déduisent une remise en cause fondamentale des principes d'adhésion.

La deuxième dimension est celle des valeurs sous-jacentes à l'engagement. L'origine religieuse de l'engagement demeure la source de la notion d'accomplissement de soi à travers l'action sur autrui. Ce qui définit l'engagement tient dans le caractère transcendant d'une action qui dépasse la satisfaction de l'intérêt particulier pour revêtir une dimension d'amélioration de la condition sociale globale. Si l'engagement s'est laïcisé⁷ et ne représente plus véritablement l'adhésion, moins encore le sacrifice à des valeurs supérieures, cette étude confortera les résultats existants selon lesquels l'engagement moderne trouve beaucoup plus son sens dans l'adéquation entre l'affirmation de soi et la redéfinition de valeurs partagées, les deux aspects n'étant pas forcément excluant l'un envers l'autre.

Cette étude va nécessairement rejoindre les grands résultats existants en mettant en perspective comment les « piliers » qui fondaient l'engagement dans sa définition la plus culturelle et historique, encore attachés à l'inconscient collectif du dépassement de soi et de la continuité ne correspondent plus à l'expression moderne d'un terme dont l'utilisation s'est maintenue malgré la mutation profonde de son identité propre. Néanmoins, elle prendra garde d'éviter quelques « pièges » et tiendra compte de la minorité d'études⁸ qui nuance la dichotomie sociohistorique évoquée plus haut, fondée sur des représentations partiellement fausses mais suffisamment fortes pour venir biaiser le discours des sciences humaines. Ces dernières ont opposé trop systématiquement les anciens (les militants ouvriers) des nouveaux engagés. Les premiers correspondraient à l'expression d'un rapport de classe au travail, le second à un militantisme moral : les engagements humanitaires, féministes, de protection de l'environnement. Les premiers seraient aujourd'hui sclérosants, les second innovants, les premiers hiérarchisés et verticaux, les second souples et horizontaux, les premiers fidèles et cohérents, les seconds instables et disséminés. Cette thèse présente l'avantage de la simplicité et rassemble la majorité des constats sur les études concernant l'engagement des jeunes, qui opposent un militantisme plus central, plus intense, plus régulier et un attachement identitaire fort du passé à un militantisme « distancié » du temps présent, plus dépendant du contexte, duquel on peut se retirer à tout moment et mettant en perspective la fameuse adhésion « post-it », « adhésion facilement détachable qui n'implique pas un lien durable et solide pour la cause à défendre »⁹. Ces grands traits répondent bien entendu aux éléments d'évolutions réelles sur le plan général mais qui méritent toutefois d'être nuancées et mises en perspective avec d'autres travaux menés sur la question. La réalité de la durée de l'engagement est par exemple nuancée dans plusieurs études sur le

⁷ D. Schnapper, l'engagement dans Valeurs partagées, 2012.

⁸ Voir notamment M. Lilian, les ressorts sociaux de l'indignation militante. L'engagement au sein d'un collectif départemental su réseau éducation sans frontière.

⁹ L. Lardeux, les évolutions contemporaines de l'engagement des jeunes : fossilisation et fertilisation, 2016

militantisme des années 1950¹⁰ en même temps que l'engagement total concerne une part minoritaire (mais qui ne l'est peut-être pas plus qu'il y a 20 ans) mais non négligeable de l'engagement contemporain. De la même manière, nous étudierons dans quelle mesure des carrières militantes se dessinent encore, moins instituées et donc moins visibles. Si bien que le registre de la « nouveauté » peut faire oublier que les causes contemporaines ne rendent pas ipso facto l'engagement plus libre mais peut-être plus stratifié et que les « nouvelles causes » n'entraînent pas toujours une organisation innovante de la manière d'agir. Le regard nostalgique plus que scientifique porté par certains textes a contribué d'une certaine manière à alimenter la croyance de la disparition des engagements classiques au profit d'un nouveau monde de l'engagement plus dénigré car perçu comme moins légitime. À l'inverse, les études issues des mouvements d'éducation populaire notamment exagèrent volontiers le trait d'un militantisme nouveau, porté par les jeunes, qui compenserait l'ancien par le jeu rhétorique du « les jeunes s'engagent autrement » sans comparaison approfondie au-delà des statistiques générales. Nous allons également analyser dans que mesure les pratiques des jeunes diffèrent de celles des adultes et si ces dernières diffèrent réellement. Cela permettra d'éviter de confondre des évolutions sociétales globales avec des évolutions inhérentes aux publics jeunes.

B. Redondances et dissonances des résultats produits

Au sein d'une littérature foisonnante en matière de sociologie de la jeunesse les questions d'engagement, de citoyenneté et/ou de participation, souvent mêlées et associées, ont permis de mettre en perspective plusieurs résultats de recherche. Cette partie vise à en proposer une synthèse forcément partielle en soulignant les traits communs et les résultats plus récurrents quelles que soient les sources de production des résultats, mais également les dissonances voire les dichotomies à l'œuvre. Si certaines études sont référencées en note de bas de page, l'exhaustivité des contenus de recherche traités est renseignée en note bibliographique en fin de document, certains résultats s'avérant redondants d'une étude à l'autre.

Toutes les études s'accordent concernant l'évolution des formes d'engagement et sur la manière dont les pratiques des jeunes semblent en être l'incarnation. L'érosion des formes traditionnelles, syndicales en premier lieu mais aussi des partis politiques et dans une moindre mesure des formes associatives classiques¹¹ font consensus. L'étude France Stratégie¹² explique qu'à partir des « marqueurs traditionnels » de l'engagement, la moindre représentation des jeunes nourrit les représentations négatives de jeunes désengagés, égoïstes et paresseux en citant un sondage du monde publié le 24 novembre 2011 selon lequel 63% des français voient les jeunes comme

¹⁰ Ibid.

¹¹ Si la représentation des jeunes est très faible dans les 2 premiers cas, elle se maintient dans les associations fédérées d'éducation populaire bien qu'elles perdent en centralité.

¹² B. Nabli et Marie-Cécile Naves, étude pour France Stratégie : Reconnaître, valoriser, encourager l'engagement des jeunes.

« égoïstes » et 53% comme « paresseux ». Parce qu'ils sont moins visibles dans les schémas ancrés de l'engagement, un décalage se produit entre les représentations et la réalité de l'engagement des jeunes dont les statistiques, particulièrement en France indiquent le contraire. Ainsi l'enquête AFEV/CSA¹³ indiquent que parmi les jeunes citoyens européens, les jeunes français sont plus engagés (72% contre 58% au global), plus nombreux à avoir concrétisé leur engagement (95% contre 68% au total), plus portés par le sentiment d'une démarche « volontaire » que « bénévole » et rarement « militante »¹⁴. Toutes les études s'accordent ainsi pour inverser la mécanique en pointant le manque d'adaptation des formes traditionnelles et la réalité d'un engagement toujours présent mais sous d'autres formes. L'apparition de mouvements protéiformes, au caractère provisoire et pouvant rallier dans un même ensemble des causes multiples, apparaît ainsi comme un résultat admis scientifiquement. Les nouvelles formes d'engagement, plus diffuses, caractérisées par une plasticité importante à l'aide notamment des outils numériques¹⁵, rend de plus en plus complexe l'identification et la qualification de ce qu'est l'engagement dès lors qu'il ne conduit pas à la constitution d'une association¹⁶. Dans le même temps, les études en matière d'engagement des jeunes montrent que l'engagement revient à des formes d'expression collectives mais également individuelles. « J'aide ma voisine âgée à remplir ses papiers administratifs » par exemple est défini comme une forme d'engagement. La pénétration forte de la dimension individuelle dans un cadre collectif renvoie à une définition nouvelle de l'engagement sous la double-contrainte de l'évolution de la relation individuel/collectif et de la relation formel/non formel. L'engagement devient « pluriel » comme le rappelle l'étude Opinionway¹⁷ auprès des salariés français pour qui 40% des salariés retirent de leurs engagements d'abord une énergie positive, inspirante (40%) puis de la fierté (38%) et une forme d'épanouissement (27%) tout en améliorant ses compétences relationnelles (35%), ses connaissances et ses savoir-faire (29%). L'enquête rappelle au passage l'importance du « métier » dans l'engagement comme plateforme des possibilités d'agir constitutive de multiples formes d'identité d'engagement. 90% des salariés se disent engagés dans une initiative au moins au sein de l'entreprise, structure perçue comme légitime pour proposer des initiatives d'engagement¹⁸. Ainsi, le biais demeure très présent dans plusieurs études qui laissent à penser que les nouvelles formes d'engagement passent nécessairement par la jeunesse, pan catégoriel désigné comme créateur et porteur du déploiement de nouvelles initiatives. Or, comme nous l'avons décrit dans les paragraphes précédents, les évolutions structurelles (individualisation des pratiques, complexification des échanges par exemple) concernent toutes les strates du champ social et pas seulement la jeunesse. L'évolution de l'engagement ne peut pas complètement se lire par le prisme unique d'une caractéristique de la jeunesse d'aujourd'hui avec d'un côté les formes traditionnelles portées par les plus anciens et de

¹³ Observatoire des jeunes et de l'engagement, Les jeunes français et l'Europe de demain, AFEV et CSA research

¹⁴ Le sondage indique que 45% des jeunes s'estiment surtout « volontaires », 31% « bénévoles », 19% « engagés » et 5% seulement « militants ».

¹⁵ Résultat présent dans de nombreuses études, voir notamment, L'engagement des jeunes et le rôle des maisons d'associations pour favoriser cet engagement, décembre 2013.

¹⁶ Voir Patricia Loncle, Réseau Canopée.

¹⁷ Étude menée dans le cadre de la 4^{ème} édition du Forum de l'Engagement menée par Opinionway auprès d'un panel de managers pour l'Observatoire de l'engagement.

¹⁸ Notons que cette étude ne s'adresse pas spécifiquement aux jeunes et qu'elle démontre en creux comment l'évolution des formes d'engagement concerne toutes les générations.

l'autre les innovations portées par les jeunes. Cette étude étudiera finement si les engagements des jeunes s'éloignent (et dans quelles mesures) des formes traditionnelles d'organisation et de déploiement de l'action.

Pour ces mêmes raisons, ce travail s'attachera à garder ses distances avec des logiques de volumétries comparatives entre « l'avant » et le « maintenant », encore très présentes nous allons le voir, mais qui n'ont guère de sens car les formes d'engagement comparées ne sont pas les mêmes. À travers des collectifs renouvelés en dehors des formes classiques, il devient autrement plus complexe de s'atteler à la recombinaison scientifique d'une forme cohérente de l'activité d'engagement à partir d'un répertoire de valeurs, chaque tentative essayant rapidement des critiques¹⁹.

Les études menées s'accordent également sur la notion de « crise » ou encore de « défiance » à l'égard des institutions à travers « une chaîne de présomptions²⁰ » qui touche tous les âges mais plus particulièrement les jeunes générations. France Stratégie rappelle que l'enquête CREDOC « Conditions de vie et aspirations des français » en 2012, 15% des 18-29 ans affirmaient avoir confiance en l'institution gouvernementale contre 26% des adultes de plus de 30 ans. Cette idée de crise est renforcée par le positionnement objectif des 18-25 ans parmi les plus impactés par les effets de la précarisation économique et sociale qui laisse à penser que la jeunesse, parce qu'elle est mise au ban des dynamiques de l'insertion, serait « désengagée » ou porterait le sentiment d'être « sacrifiée ». Cette hypothèse ne se vérifie pas selon plusieurs études car les jeunes conservent une confiance importante dans leur capacité à agir politiquement. Ainsi, si 31% des jeunes seulement déclarent avoir confiance en leur gouvernement²¹, 60% développent une confiance modérée dans leur capacité à participer au système démocratique, bien que 13% déclarent avoir fortement confiance dans leur capacité de participation²². À l'opposé, un élève de terminale sur 4 ne se sent pas ou peu capable de participer au système démocratique²³.

En réaction à cette acception, plusieurs études insistent sur le fait que les jeunes demeurent engagés, certaines allant même jusqu'à affirmer qu'il s'agit d'une « majorité de jeunes ». Ainsi, dans un des numéros de « Jeunesse », un article de l'INJEP²⁴ pointe une progression de la participation à la vie publique des jeunes malgré le retrait des voies conventionnelles que sont l'adhésion à un syndicat ou à un parti politique. Elle pointe pour cela une évolution de 26% à 35% de jeunes qui « donne du temps bénévolement au moins ponctuellement dans l'année », données extrêmement contestables, qui rejoignent les travaux de la Commission européenne, qui s'appuient sur un nivellement peu signifiant

¹⁹ Stéphanie Vermeersch : entre individualisation et participation : l'engagement associatif bénévole, 2004.

²⁰ Expression empruntée à L. Luck, Sociologie de l'engagement libertaire dans la France contemporaine. 2010

²¹ Source OCDE

²² Enquête Cnesco « École et Citoyenneté, 2018

²³ Enquête Nationale réalisé par le Cnesco, 2019 qui montre par ailleurs une surreprésentation des filles dans les attitudes et engagements civiques des élèves.

²⁴ L'engagement des jeunes, une majorité impliquée, une minorité en retrait. Jeunesse Études et Synthèses, n°36, Novembre 2016

des échelles de participation avec notamment une place prépondérante de la pratique sportive dont il faudrait affiner les relations avec une dynamique d'engagement. Surtout il est contestable d'affirmer dans un même temps que l'engagement a évolué tout en continuant à mesurer son évolution à l'aune de critères classiques (ici l'engagement bénévole) sans prendre en compte de manière fine le changement des modalités de rapport entre les jeunes et l'engagement. Il s'entend que cela pose un problème méthodologique majeur. Très souvent, les résultats s'appuient sur des études quantitatives qui recensent « l'intention », « ceux qui seraient prêts », « ceux qui connaissent » pour qualifier un engagement « fourre-tout ». Cette tentation de survaloriser les résultats objectivables concernant l'engagement est le produit de la volonté louable de « casser les idées-reçues » qui font porter aux jeunes l'image négative de la responsabilité d'une forme de désengagement global de la société. Pour autant, les études ne s'accordent pas dans la définition de l'engagement. Elles remplacent, quelque part, des représentations négatives par des représentations positives qui demeurent toutes aussi contestables.

Une autre étude INJEP²⁵ défend l'idée d'une « démocratie revisitée » et réfute celle d'une « crise démocratique » en mettant en avant un militantisme actif bien présent, plus éloigné des institutions avec pour principale difficulté de « passer du 'simple bruit' à la parole ». À travers l'étude de la mobilisation dans les collectifs d'expérimentation démocratique, l'étude met en relief de manière assez aboutie trois cadres de l'action collective opérés par lesdits collectifs : le cadrage diagnostique (1), le cadrage pronostic (1) et le cadrage motivationnel (2). L'analyse permet ainsi de distinguer la source commune qui structure l'engagement des jeunes à savoir l'identification partagée de plusieurs dysfonctionnements démocratiques (1) eux-mêmes définis par des « cadres d'injustice » au caractère impersonnel. Les jeunes refusent en premier lieu un « système » complexe et technocratique qui les écarte des processus de décisions. C'est au cœur de ces dysfonctionnements qu'émerge une possibilité nouvelle de « vitalité citoyenne ». À partir de cette identification problématique partagée, l'étude s'intéresse aux propositions (2) faites par les jeunes en distinguant deux catégories par le prisme de leur proximité avec les institutions de la démocratie représentative. Ainsi, les « contestataires » s'appuient sur des stratégies de résonance médiatique en opposition directe au système institutionnel pour remettre en cause sa légitimité. « Les partenaires » expriment leur engagement dans des zones de coopération et cherchent à améliorer le système par des dynamiques d'innovation centrés notamment sur des gouvernances de l'action plus horizontales et plus transparentes. Le dernier cadre, le plus intéressant peut-être, analyse les motifs de recours à l'action identifiables (3). Il distingue ainsi 3 registres de mobilisation et en particulier le sentiment « d'urgence à agir » que l'on retrouve bien dans cette étude. Ils sont donc les « lanceurs d'alerte » d'un pouvoir en place qui au-delà d'être inopérant met en danger l'avenir des citoyens sur des sujets fondamentaux. Cela justifie, sous couvert d'une nécessaire « souveraineté populaire », le développement d'action de contestations et de blocage en lien avec le deuxième registre du cadrage motivationnel, celui de l'intérêt général. La « montée en généralité » s'avère déterminante pour construire un sens commun

²⁵ L'étude régionale en Pays de la Loire sur les volontaires en service civique et l'étude de l'INJEP sur "S'engager pour la démocratie - Parcours de jeunes dans des collectifs d'expérimentation démocratique".

partagé et générer les processus d'identification nécessaires et suffisants pour qu'une mobilisation collective prenne corps. Le troisième registre de mobilisation porte plus directement sur l'efficacité des actions engagées. Plus pragmatiques, les jeunes privilégient des actions aux impacts identifiables, mesurables et rapides dans un objectif visé de transformation sociale. Résultat essentiel, l'étude réfute l'idée de « vases communicants » entre formes instituées et actions spontanées, les unes dysfonctionnant au détriment des autres, ce qui crée une zone de tension essentielle à la compréhension des enjeux contemporains inhérents à l'engagement des jeunes. Cela confirme que la jeunesse existe bien sur le terrain des luttes sociales et que contrairement aux représentations bien ancrées, elle n'est ni dépolitisée, ni démobilisée, mais plus réaliste et centrée sur des aspects plus pratiques qui permettent l'action²⁶. L'étude infirme donc comme d'autres travaux l'idée d'une jeunesse qui ne s'engage pas bien qu'elle omette quelque peu de catégoriser finement cette jeunesse qui s'engage. Sur le plan de la surreprésentation des très diplômés au sein du panel²⁷, il faut aussi mesurer les rapports de distance de classe qui s'établissent et la manière dont une « horizontalité autoproclamée » masque souvent des organisations hiérarchiques verticales et déterminées socialement.

Le tableau 4 page 15 de cette étude apporte également des résultats de cadrage fort intéressants. Il montre que les jeunes sont 24% à penser « *qu'il faut changer radicalement toute l'organisation de notre société par une action révolutionnaire* » alors qu'ils n'étaient que 6% en 1990. Ces derniers sont à l'inverse moins conservateurs puisqu'ils ne sont plus que 10% à penser « *qu'il faut défendre courageusement notre société actuelle contre tous les changements* ». Au cœur de ces deux périphéries le pourcentage majoritaire de ceux qui pensent « *qu'il faut améliorer petit à petit notre société par des réformes* », se situe autour de 65%. Ces données font pressentir un des résultats fort de notre étude, à savoir un déplacement des modèles classiques d'engagement sur des modes radicaux à visée de transformation sociale et politique qui « mettent en gage », pour revenir à la définition originelle de l'engagement, des principes idéologiques forts associés à des ambitions pragmatiques.

Concernant l'engagement, il est d'abord question de perceptions et les résultats les plus intéressants sont peut-être ceux qui montrent les décalages qu'elles produisent. Par exemple, l'étude AFEV/CSA montre une perception différenciée entre « son » engagement et l'engagement des autres. Ainsi 71% des jeunes s'estiment engagés quand ils ne sont plus que 44% à penser que leur génération est engagée.

Didier Lapeyronnie²⁸ est un des rares à pointer une dissonance intéressante en expliquant comment l'engagement renvoie à un positionnement « d'adulte » à travers des notions comme la responsabilité ou l'autonomie quand la jeunesse « est tout le contraire, une période de flottement où l'engagement

²⁶ Becquet, 2014 ; Becquet & de Linarès, 2005.

²⁷ 56% des jeunes du panel ont un niveau égal ou supérieur à bac +3, 75% égal ou supérieur à bac +2, aucun jeune n'est sans diplôme, un seul a obtenu un bac professionnel.

²⁸ Quand les jeunes s'engagent, entre expérimentation et constructions identitaires sous la direction de V. Becquet et C. de Linarès. Chapitre II, L'engagement à venir. D. Lapeyronnie.

intègre une dimension aléatoire et changeante, une période structurelle composée d'erreurs qui permet l'affirmation de sa personnalité ». La construction se fait par la multiplicité et par essence, ne se fixe donc pas. D. Lapeyronnie ajoute que l'engagement concernant plus spécifiquement les jeunes bénéficie d'un environnement social favorable qui offre un espace particulier aux jeunes, paradoxalement plus indulgent (la jeunesse est le temps de l'expérimentation et du droit à l'erreur) mais également un espace de tension par l'incongruence statutaire chère à Bourdieu²⁹. L'article montre également comment les « selfs³⁰ » des jeunes sont peu reliés entre eux. Autrement dit, les jeunes peuvent s'engager sans mettre en jeu toute leur identité.

²⁹ Quand les jeunes s'engagent, op.cit. p.8, expression empruntée à Bourdieu pour expliquer que les jeunes occupent des statuts contradictoires ou incompatibles

³⁰ Op.cit. p11

SYNTHÈSE 1 : LES RÉSULTATS CONVERGEANT

Les études convergent concernant le repérage des caractéristiques d'un engagement qualifié de « moderne » en opposition à l'engagement « traditionnel » et peuvent être résumé en quelques points :

- La subordination de l'intérêt général à l'épanouissement personnel et plus généralement l'émergence de la question individuelle sont des traits saillants des nouvelles formes d'engagement. Plusieurs études montrent en effet que l'engagement contribue à la fois à la fois à la recherche de plaisir mais aussi de sens et d'utilité. Pour 63% des jeunes, l'engagement permet d'abord de s'épanouir personnellement tout en pouvant « être utile à la société et agir pour les autres »³¹. La défense d'une cause n'arrive qu'en 4ème position (50%). 74% des jeunes adhérents d'une association préfèrent « être dans le concret » en « participant à des actions concrètes sur le terrain » plutôt que dans le pilotage de projet (16%) ou la gestion administrative (10%). Ces derniers sont soucieux d'agir efficacement.
- Le lien étroit entre pratiques d'engagement et expériences personnelles. La même étude CSA³² montre par exemple que l'évènement personnel est de loin la principale raison qui peut amener les jeunes à s'engager personnellement (50%).
- La prégnance de « l'activité » au cœur du processus en lien avec la notion d'efficacité de l'action et de visibilité des résultats³³. Les jeunes « valorisent avant tout l'action, plus que le principe ou même le projet ». Toutefois, ces actions visent à donner du sens. L'étude CSA montre que la défense d'une vise à donner du sens d'abord « pour soi », puis pour les autres puis pour une cause³⁴.
- La centralité de la défense de la cause plutôt que la volonté de transformation sociale avec de nombreuses causes centrées sur la reconnaissance ou en réponse à une « menace ». La multiplication des causes entraîne une mobilité des causes défendues.
- La défiance à l'égard des élites et des systèmes. Les jeunes estiment que les institutions ne sont pas à la hauteur et le développement de logiques parallèles plus horizontales au sein desquelles la relation aux pairs est primordiale. Le corollaire de cette défiance est la non-affiliation idéologique.
- La pluralité d'engagements qui s'inscrivent dans des dynamiques ponctuelles et sont limités dans le temps. On parle alors de « mobilité de l'engagement ».

³¹ Étude CSA 2016, observatoire des Jeunes et de l'engagement.

³² Ibid.

³³ À nuancer, enquête AFEV On observe également un écart entre la note attribuée à l'impact de l'action (6,3/10) et la recommandation de l'expérience d'engagement (7,4/10)

³⁴ Op.cit. p.9

- Le lien avec l'insertion professionnelle³⁵. 90% des étudiants font ainsi mention de leurs activités bénévoles dans leur cv. Selon une étude de l'OVE, les étudiants investis dans un syndicat ou une association ont de meilleurs résultats et se sentent mieux intégrés dans la vie de leur université. Le bénévolat est donc perçu comme un instrument de valorisation qui connote positivement un parcours et peut avoir un effet « booster » : Le bénévolat est perçu positivement, connoté comme un militantisme, un « idéal noble et valorisée, un accomplissement vers la vie d'adulte »³⁶.

Certaines études posent également des facteurs limitant l'engagement avec par ordre d'occurrence, les points suivants :

- Le manque de disponibilité ou de temps³⁷
- Le manque d'information
- La peur du manque de compétence et de résultats concrets

En conclusion, cet extrait résume bien ce que l'on peut lire majoritairement sur l'ensemble des études :

« Au regard des différents éléments évoqués, l'engagement traditionnel (collectif et de masse) proposé sur le mode de nos aînés ne semble plus correspondre à l'investissement souhaité pour ou par le jeune. L'investissement souhaité par le jeune semble très partiel et en restant très exigeant sur le sens, l'utilité, l'efficacité et le plaisir souhaité³⁸. »

La suite est intéressante et permet de basculer sur la deuxième grande partie de la majorité des études qui consiste à réfléchir aux axes d'action :

« Pour s'adapter, un effort certain doit être réalisé par les associations instituées en forme tant sur la forme des engagements (le jeune est très susceptible face à l'éventualité d'une instrumentalité de sa personne) que dans la valorisation de son engagement.³⁹ »

³⁵ Voir notamment, Valerie Becquet, Le service civique : un choix d'engagement inscrit dans les pratiques juvéniles.

³⁶ Op.cit. p.9

³⁷ L'enquête BVA sur l'engagement citoyen international des jeunes montre par exemple que 64% de ceux qui connaissent le service volontaire européen ne s'engagent pas parce qu'ils ont « préféré poursuivre leurs études et chercher un travail ». Ce résultat illustre que le « manque de temps » doit plutôt être analysé dans un rapport temps prioritaires/temps secondaires.

³⁸ B. Guillaume. Étude de la perception du jeune vis-à-vis de son engagement et pistes de réflexion pour les associations, 2011. Résultats repris dans plusieurs études conduites par des fédérations d'éducation Populaire citées dans ce rapport.

³⁹ Ibid.

Nous allons voir dans cette partie comment les cadres institués évoluent malgré une forme d'étrangeté persistante vis-à-vis de ce qui leur échappe, comme si les évolutions étaient intégrées mais ne remettaient pas fondamentalement en cause leur légitimité. Avant d'approfondir cette question, il est intéressant de noter comment les politiques publiques ne sont pas restées sans réaction et ont proposé des réponses que Patricia Loncle⁴⁰ regroupe autour de 2 axes :

- « Les conseils » (de classe, de jeunes, citoyens, etc.) qui ont pour objectifs d'intégrer une sphère participative des jeunes au sein des processus démocratique des sphères de la décision publique.
- Le soutien aux initiatives de jeunes qui visent sur de multiples territoires à favoriser, à relayer l'engagement civique des jeunes. La sociologue cite pour exemple le Fond Rennais d'Initiatives Jeunes qui existe depuis plus de vingt ans et illustre comment localement, les pouvoirs publics peuvent s'emparer de la question de l'engagement. On pourrait également citer les Junior associations ou les ATEC qui visent à créer les conditions de la participation locale et de s'engager sur un territoire donné. À l'échelle nationale le renforcement perpétuel au fil des années du service civique créé en 2010 mais également le dispositif « La France s'engage » témoignent de l'importance du soutien public.

Pour autant P. Loncle défend l'idée selon laquelle l'importance de ces initiatives part du constat d'une forme de carence de l'engagement, de l'idée que les jeunes ne s'engageraient pas de manière suffisante, ce qui ne permet pas d'appréhender réellement la double évolution décrite plus haut. La lecture des différents travaux sur l'engagement des jeunes permet pour le moins de relever une forme d'ambivalence dans les travaux entre les résultats produits et les solutions déployées et ce, dans un même cercle institutionnel. Quelque part, il est admis que les jeunes s'engagent autrement mais les solutions déployées s'inscrivent dans la recherche plus ou moins consciente d'un rattachement à des formes traditionnelles, en tous les cas repérables et « transformables » dans les cadres connus et existants. Les jeunes sont décrits comme ayant une « vision partielle du monde associatif » avec des résultats différents selon les études. Mais le « monde associatif » demeure positionné au premier plan des relais d'engagement. Or, lorsqu'une action se concrétise, (7 fois sur 10), c'est une fois sur deux dans une association, beaucoup moins selon notre étude. Ce constat met en relief l'intérêt porté par ce travail dont le souci est de mettre en perspective quelles sont les formes d'engagement des jeunes qui se développent par-delà les cercles auxquels ils ont été jusqu'alors circonscrits.

Cette ambivalence se trouve au cœur du positionnement même des travaux menés par les différents acteurs de l'éducation populaire ou plus généralement des professionnels de terrain. Ces derniers s'intéressent plus souvent au « comment mieux faire ? ⁴¹ » avec les outils actuels qu'au « comment

⁴⁰ V. Becquet, P. Loncle, C. Van Velde Politique Jeunesse, le grand malentendu

⁴¹ Comme par exemple le renouvellement des instances de gouvernance. Voir étude Animafac-MRJC, Développement de l'engagement et de la participation des jeunes en Europe.

faire autrement ? ». L'étude proposée par le CNAJEP⁴² illustre bien cela en s'intéressant à deux axes de recherche : la place des jeunes dans les associations et la participation de ces mêmes jeunes aux instances de décisions. L'ambition de départ est d'analyser les parcours de la participation des jeunes « dans » et « par » les associations de jeunesse d'éducation populaire. Axée sur le postulat que l'expérience de l'inter-relation induit la participation future, l'étude engage à « mieux faire » à partir d'items précis : concerner, accompagner et instituer la place des jeunes. Elle montre comment les jeunes sont réellement impliqués mais que leur présence s'amenuise au fur et à mesure que l'on se rapproche des instances de décisions et propose des évolutions concrètes. Comme d'autres études menées ou impulsées, elle pose « de fait » la « citoyenneté active » comme un « vecteur de reconnaissance et d'émancipation pour l'individu en même temps qu'un levier essentiel de l'évolution et de la transformation de la société. ». La rhétorique se développe dans une même logique qui lie l'engagement à la pratique associative et la cantonne en cela dans « un cadre institué » dès lors qu'il reste maintenu dans des logiques de dispositifs et d'action préalablement existant aux nouvelles formes d'engagement. Dans le sillage des logiques de l'intervention publique, ces études ne questionnent pas le postulat de départ qui met en cause les cadres existants. Elle pose en principe la manière dont une expérience d'engagement se traduit par des formes d'essaimages par des « leaders » et qu'en ce sens la proposition d'une expérience collective se traduit par le déploiement de formes multiples de participation. Cette déclinaison logique s'avère contestable et contestée par d'autres études.

Concernant le « comment mieux faire », plusieurs études s'intéressent aux leviers de mobilisation des jeunes les plus en retrait. Ces derniers sont le plus souvent issus de catégories défavorisées mais des « décrochages » sont aussi observés chez les catégories les plus favorisées⁴³. Partant toujours du postulat contestable dans sa mesure de l'activité bénévole, Elodie Bellarbe et Laëtitia Drean interrogent pour l'Injep⁴⁴ la question des conditions sociales et culturelles de la participation. Les auteures montrent comment s'opposent deux représentations, celle d'une jeunesse « ressource » possédant une « vitalité citoyenne » et celle d'une jeunesse plus problématique. Elles s'appuient sur l'expérience du Fond d'Expérimentation pour la jeunesse (FEJ) pour mettre en relief les leviers de l'engagement dans l'objectif, par une meilleure compréhension des formes d'engagement, de réfléchir à de nouvelles modalités d'implication. Cinq leviers sont mis en avant :

- Mobiliser par l'exemplarité en développant notamment la méthode de pair-à-pair
- Renforcer la mixité au sein des groupes projets
- Combiner les registres d'incitation et les ressorts de l'engagement des jeunes
- Assouplir les modalités de gouvernance des associations
- Reconnaître les jeunes pour co-construire les politiques de demain.

⁴² CNAJEP, la participation des jeunes dans les associations de jeunesse et d'éducation Populaire

⁴³ Op.cit. p.11

⁴⁴ Engagement : Quels leviers pour mobiliser les jeunes en retrait ? N°3 analyses et synthèses, juin 2017

Là encore, la mécanique de réflexion demeure identique. Il s'agit de reformer l'engagement associatif qui « représente un lien de construction de soi alternatif et/ou en complément des autres sphères sociales ». L'objectif n'est pas dans cette retranscription de contester les apports en matière de recherche mais bien de souligner à quel point cette dernière se positionne plus volontiers à partir d'un seul prisme, celui de l'activité associative en questionnant les nouvelles formes d'engagement sous l'angle des ajustements qu'elles impliquent mais sans appréhender complètement la réalité d'évolutions pourtant bien repérées. Revenons sur la manière dont l'étude CNAJEP insiste sur les « bonnes pratiques » qui permettent de créer les conditions de la participation⁴⁵. L'étude propose une typologie qui vise à « concerner les jeunes » (sensibiliser, informer, impliquer), « accompagner les jeunes » (former, transmettre, valoriser) et « instituer » la place des jeunes. Cette typologie s'appuie sur le point de vue des associations elles-mêmes qui produisent une rhétorique à peine remaniée, incantatoire mais peu opérationnelle pour correspondre à des évolutions structurelles partagées dans les études sur la base du passage d'un engagement « traditionnel » à un engagement « qualifié de moderne ». En distinguant l'engagement des jeunes dans les missions et dans les résultats à partir de verbe d'action, l'étude propose :

Dans les missions :

- Obtenir une mission courte et concrète
- Rester maître de leur engagement
- Expérimenter sans craindre d'être jugé par les autres en cas d'échec
- Être respecté dans leurs rythmes de vie (scolaire, familial)
- Obtenir de l'aide en cas de difficultés et avoir de la légitimité dans les prises de décisions

Dans les résultats :

- La rapidité du résultat
- La reconnaissance personnelle
- La valeur ajoutée en matière de professionnalisation
- La possibilité de s'affirmer à travers des actions

⁴⁵ Op.cit. p 14

SYNTHÈSE 2 : LES RÉSULTATS DIVERGEANT

À la lecture des différents éléments relatifs à l'engagement des jeunes, les dissonances peuvent être regroupées autour des points suivants :

- Une confusion sémantique entre plusieurs concepts : engagement, militantisme, bénévolat, volontariat, citoyenneté, citoyenneté active, attitudes civiques sont autant de termes présents. En filigrane, la majorité des résultats s'appuient sur des enquêtes statistiques qui ne précisent pas les niveaux d'engagement. Par exemple, le manque de précision statistique concernant l'adhésion associative ne distingue pas toujours l'adhésion passive de la participation active, le bénévolat ponctuel de l'action militante, faisant fi d'écart potentiellement conséquents.
- Une confusion entre les moteurs de l'action, les causes ou les thématiques d'action. Très souvent, la thématique (environnement par exemple) est analysée comme le moteur de l'action ce qui est contestable au regard de la mobilité des actions d'engagement. Cette étude montrera que la thématique peut jouer un rôle de déclencheur, peut stimuler l'engagement mais qu'elle n'est pas la plupart du temps la composante déterminante de la trajectoire d'engagement.
- Une confusion générationnelle qui attribue des évolutions sociétales globales et des évolutions inhérentes à la jeunesse.
- Une globalisation de la question de l'engagement des jeunes qui ne permet de décliner des réalités très différentes selon les catégories sociales.
- Une dynamique de recherche prioritairement saisie par les acteurs de l'éducation Populaire qui porte sur l'adaptation des cadres existants plus que sur la refonte globale de la réponse publique.

Sur l'avant-dernier point cité, la question de stratification sociale est présente mais reste positionnée dans un second plan. L'INJEP montre par exemple que les plus diplômés et les ruraux sont plus propices à s'engager⁴⁶, d'autres montrent une surreprésentation des publics féminin et l'étude du centre nantais de sociologie montre comment le rapport au service civique n'échappe pas aux déterminismes sociaux⁴⁷. Mais la question n'est pas un axe central de la réflexion. La question globale de l'engagement des jeunes supplante de manière générale celle des déterminismes sociaux à l'œuvre dans les différentes formes et modalités d'engagement. Lorsqu'elle est abordée, c'est dans le cadre d'études plus spécifiques soit liées à la radicalité⁴⁸ de certains considérés comme à la marge, soit concernant le décrochage de franges « en difficultés » et dites « problématiques »⁴⁹. Les résultats déterminants de l'étude précitée sur les collectifs d'expérimentation démocratiques⁵⁰ doivent eux-aussi

⁴⁶ Op.cit. p 10

⁴⁷ Le service civique...Et après ? Une analyse des modes d'entrée dans la vie adulte au prisme du service civique. Par Gérald Houdeville, 2017.

⁴⁸ Voir face au terrorisme, la recherche en action, interview d'O. Galland et A. Muxel, 2017.

⁴⁹ Patricia Loncle op.cit. p 12

⁵⁰ Voir p.

être recontextualisés à l'aune d'une réalité plus larges des jeunes mais également en fonction des limites des mouvements alternatifs qui se distinguent peu des groupes sociaux militants analysés par Becker dans les années 1960, portés par une « ligne d'action cohérente » qui se fonde sur un ensemble d'intérêts, de valeurs ou de normes auxquels doit se soumettre celui qui s'engage ». Ces aspects rejoignent d'autres écueils présents dans les résultats qui valorisent l'engagement des jeunes « autrement ». Tout d'abord, le rejet institutionnel est plus ambivalent qu'il n'y paraît et, si le vote devient intermittent, il reste la première pratique d'engagement perçue par les jeunes⁵¹. L'étude sur les services civiques⁵² notamment montre bien cette ambivalence également à travers la notion « d'opportunités inégales » qui permettent selon les jeunes d'entrer dans un rapport plus ou moins distancié avec les cadres institués. Elle montre également, le rôle de l'expérience subjective et la manière dont elle renforce ou trouble le rapport aux cadres institués jusque dans l'expérience post-service civique.

Se greffent à ses analyses, les théories de l'empowerment qui ont en commun de placer les plus relégués au centre d'un processus « d'autonomisation » et de développement de l'estime de soi, que ce soit par le biais du numérique et de toute autre initiative visant à générer du lien social⁵³. Il s'agit de développer « l'implication citoyenne » des individus et « d'outiller l'ensemble des groupes sociaux à la participation citoyenne et de les accompagner pour leur donner les moyens d'agir dans l'espace public ». Le concept d'émancipation sociale, individuelle ou collective revêt alors un aspect central⁵⁴. Malgré l'intérêt de résultats non négligeables sur le pouvoir d'agir, beaucoup d'entre eux n'intègrent pas un certain nombre de limites que développera cette étude à travers l'analyse des moteurs et des déclencheurs de l'action. Dans le prolongement de ces aspects et à rebours de la littérature sur l'empowerment, Julien Talpin⁵⁵ souligne la volonté des associations de transformer des jeunes défavorisés en « citoyens autonomes, tolérants et maîtres de leurs destins » tout en montrant comment les stratégies de l'empowerment consistent parfois à une forme d'« atonie politique des associations » : « La fabrique de la citoyenneté se transforme en effet souvent en machine de dépolitisation et d'acceptation des inégalités ». Elle offre cependant une lueur d'espoir en soulignant « qu'exceptionnellement l'empowerment se produit mais rarement là où on l'attend. » Cet article est intéressant à plusieurs titres. D'abord, il montre en s'appuyant sur les travaux de la sociologie américaine que l'émancipation des individus passe par une relation plutôt classique, régulière, descendante et même « autoritaire » du savoir. Les conceptions plus souples et horizontales sont paradoxalement moins efficaces en matière d'émancipation. Ainsi, l'engagement, parcellaire, intermittent et irrégulier produit peu d'émancipation et peut structurellement relayer les inégalités potentielles de ressources entre les acteurs. L'efficacité de la transmission des formes militantes

⁵¹ L'étude Cnesco, op.cit. Comme l'étude INJEP sur les collectifs d'expérimentation démocratique indique que malgré une confiance faible dans les institutions, le sentiment que le vote permet de peser sur la vie de la cité demeure prégnant chez les lycéens.

⁵² Op.cit. p.

⁵³ Étude FTU, participation citoyenne et démocratie numérique

⁵⁴ Le numérique est alors perçue comme l'outil de concertation innovantes permettant de porter la parole des plus vulnérables.

⁵⁵ La vie des idées, Dossier : Le conflit impensé associatif. Article « L'essentiel n'est pas de participer, Engagement associatif et transformation personnelle ». 2011.

s'inscrit plutôt dans des formes classiques et sur la durée ce qui est un résultat peu étudié et peu présent dans les autres travaux.

C. Le numérique révolutionne-t-il l'engagement ?

Le dernier enjeu essentiel de cette étude est d'intégrer le rapport à l'outil numérique dans les pratiques d'engagement, de comprendre plus largement la manière dont la révolution numérique a influencé les « nouveaux » modes d'engagement de leur structuration à leur opérationnalisation.

Le postulat de nouvelles formes d'engagement induit d'observer comment les comportements des jeunes influent sur les capacités de survie ou d'évolution des organisations actuelles et comment le numérique structure à la fois de nouvelles organisations tout en modifiant le fonctionnement des structures actuelles. Il sera intéressant d'observer à quel niveau et à quelle intensité les pratiques numériques interviennent à un instant T et tout au long d'une trajectoire d'engagement, en tant que source, vecteur et/ou démultiplicateur des logiques d'action. D'autant que la révolution numérique s'inscrit dans un rapport encore normatif et clivant vis-à-vis des anciens cadres d'action. Le virtuel incarne une dimension personnelle, plus individualiste et plus éphémère de l'engagement moderne contre le caractère plus collectif et marqué dans le temps des formes classiques⁵⁶. Il ne peut donc y avoir d'engagement des jeunes sans renvoyer à un projet collectif, sans adéquation entre réalisation individuelle et cadre commun. La question sera de savoir comment le numérique catalyse des formes d'engagement de jeunes en même temps qu'il participe de la construction d'une « culture » numérique plus propre à l'affirmation d'une identité jeune à travers la construction de sens individuel et collectif.

L'engagement interroge la relation à soi dans une dimension collective qui prend de nouvelles formes tant elle se voit projetée dans de nouveaux espaces et de nouveaux cadres temporels. Le numérique offre ainsi un contexte nouveau de liberté au cœur d'une reconfiguration normative de l'espace et du temps de l'action sociale⁵⁷. Concrètement, il offre une existence immédiate dans l'espace public lui-même reconfiguré à travers la virtualisation des faisceaux d'expression. L'hyper-connectivité modifie en cela les comportements relatifs à l'engagement en fournissant des formes multiples d'immédiateté de l'existence politique⁵⁸. Le numérique participe ainsi d'un élargissement du périmètre d'information et d'action, réforme la logique des processus décisionnels, réinterroge la relation individuelle au projet collectif en ouvrant de nouveaux champs de pratiques liés à la notion d'engagement. Si l'on se réfère à l'actualité, des événements ou des initiatives ont montré ces dernières années la place croissante du numérique (« printemps arabe » ou très récemment la crise des « gilets jaunes ») avec des utilisations et des impacts significativement variables et une place des jeunes différente selon les contextes également. Notons aussi le projet Youthpart qui est à l'origine de lignes directrices européennes pour une participation en ligne réussie des jeunes et le projet « Participation of young

⁵⁶ S. Coavou, K. Mannheim, le problème des générations, 2011

⁵⁷ H. Rosah, Accélération, une critique sociale du temps, 2011

⁵⁸ C. Dubar, 2015

people in the Democratic Europe » plus particulièrement consacré aux nouvelles formes et aux nouveaux espaces de participation des jeunes⁵⁹ (Mazeau Talpin 2010) dont il faudrait aujourd'hui évaluer la pertinence.

La révolution numérique transforme en profondeur les structures sociétales jusqu'à la construction même de l'identité qui se voit complexifiée et génératrice de dissonances. On parle désormais d'identité mobile (Stald 2008) pour indiquer la manière dont l'individu doit aujourd'hui agencer sa vie en ligne et sa vie hors ligne, en lien avec ses engagements privés et publics dont la caractéristique nouvelle est la porosité des frontières entre les deux espaces. L'engagement s'inscrit donc dans une forme « d'individualisation numérique » qui redéfinit les périmètres du privé et du public. Via le numérique, je donne aussi à voir une partie de mon identité tout en structurant mes engagements dans un contexte d'interaction.

La question sera de mesurer dans quelle mesure la révolution numérique redéfinit les champs du « pouvoir d'agir », si elle les modifie réellement et si elle est à la source de l'émergence de nouvelles formes d'organisation pour et par les jeunes.

La question du numérique est également abordée dans tous les travaux mais demeurent globalement et paradoxalement souvent étudiée à la marge. Internet est abordé de deux manières dans les différents articles, études et autres rapports. Soit comme un objet d'étude en tant que tel avec par déduction ses « répercussions » sur les mécaniques d'engagement, soit à la périphérie des rapports sur l'évolution des formes d'engagement, comme une simple donnée de contexte presque à l'écart de l'évolution des formes d'engagement. De manière schématique, on étudie le numérique d'un côté et l'engagement de l'autre mais rarement les deux phénomènes de manière concomitante.

⁵⁹ T. Mazeau, op.cit. p 4.

SYNTHÈSE 3 : DEUX APPROCHES CONCERNANT L'ENGAGEMENT NUMÉRIQUE

Lorsque le numérique est abordé dans les rapports relatifs à l'engagement, deux approches semblent s'opposer bien qu'elles puissent être complémentaires :

Approche 1 : Le numérique ne change pas fondamentalement les choses

- Internet n'est pas le berceau d'une nouvelle militance.
- Internet catalyse un « activisme délavé » ou pour le moins faible. Autrement dit, Internet augmente la participation globale mais cache une motivation plus faible, voire une « dépolitisation des masses⁶⁰ ».
- Internet est d'abord l'instrument de renforcement de liens forts.
- Internet est le relais d'un « lien lâche » qui s'appuie sur des décisions prises par consensus. Face au risque de dissensus (incontrôlable), l'instrument du « consensus mou ».
- Internet regroupe une somme d'actes « peu engageant » comme signer une pétition, parmi une multitude d'actes qui n'engagent pas l'individu. On peut alors parler « d'attitude civique » visant la plupart du temps à infléchir une décision publique. Le degré d'engagement peut alors varier en fonction du positionnement de l'individu dans la chaîne d'information, selon qu'il en soit à l'origine ou simple suiveur. L'enquête GIS M@rsoin montre que 45% des jeunes signent des pétitions en ligne mais seulement 1% en crée souvent.
- Il n'existe pas ou peu de modification de l'écosystème de l'action.
- Internet est l'outil privilégié des affiliations temporaires, en ce sens il ne revêt pas une dimension révolutionnaire. Signer une pétition par exemple.
- Le numérique est l'outil de l'expérimentation plus que le moteur de dispositifs pérennes.
- Il existe un écart entre la perception par les jeunes de leurs aptitudes numériques et la capacité à naviguer dans cet univers complexe.

⁶⁰ Internet, l'illusion démocratique, Ippolita, 2016

Approche 2 : Le numérique caractérise des nouvelles formes d'engagement

- La e-participation est plus un complément qu'une alternative à l'engagement en face à face, mais il n'existe pas d'avenir sans participation numérique. L'utilisation croissante des outils numériques des logiciels adaptés à la prise de décision afin de démontrer l'impact des contributions des jeunes et participer ainsi de leur valorisation.
- L'engagement passe nécessairement par le développement de la culture numérique en lien avec un « désir de citoyenneté ».
- Les médias numériques et sociaux favorisent l'engagement citoyen des jeunes en faveur de la démocratie.
- Les outils numériques sont au service d'une participation citoyenne et démocratique augmentée. Le développement de la e-citoyenneté, plus centré sur l'engagement particulier a pour corollaire l'éloignement de l'espace public.
- Internet est à la source d'une nouvelle forme de militantisme qui démultiplie les possibilités traditionnelles (affichage par exemple).
- Internet est une possibilité démocratique supplémentaire. Les canaux de propagande deviennent multidimensionnels et incontrôlables.
- Internet est l'outil de démultiplication de liens faibles.
- Permet la mutualisation efficace d'initiatives coopératives. Pour Connolly et McGuinness⁶¹, la fracture initiale de l'accès physique à Internet s'est transformée en fracture du niveau de compétence, il s'agit donc de remédier à cette fracture pour multiplier les possibilités des jeunes à participer au monde numérique.

Notons enfin que signer une pétition en ligne est également plutôt le fait des femmes⁶², revêt un aspect plus urbain mais concerne davantage les 50-64 ans (5 fois plus !) que les 18-25 ans, preuve que les pratiques numériques ne sont pas l'apanage des seuls jeunes.

⁶¹ N. Connolly et C. McGuinness, Vers une culture numérique au service de la participation et de l'engagement actif des jeunes dans le cyberspace.

⁶² Elles ont 1,9 fois plus de probabilité qu'un homme de le faire selon l'étude M@rsouin.

II. DEFINITIONS, METHODES ET CHAMPS D'INVESTIGATION

A. Pertinence d'une étude qualitative avec pour objet les pratiques d'engagement non instituées

Les résultats déjà nombreux obligent à resituer la pertinence de l'étude engagée. Sur le plan de la méthode, nous verrons que cette dernière s'inscrit en complémentarité d'un matériau riche sur le plan quantitatif, moins sur l'aspect qualitatif. Le parti pris a été de donner la parole aux jeunes et de s'intéresser finement à leurs pratiques en laissant une part importante au matériau riche recueilli. Ce type de travaux est relativement peu présent et concerne lorsqu'ils existent l'évaluation de dispositif précis comme le service civique par exemple.

Sur le fond, l'originalité de l'étude peut tenir sur les points suivants en écho avec le cadrage théorique exposé plus haut :

- L'analyse porte sur les pratiques d'engagement hors des cadres institués à partir du point de vue exclusif des jeunes et de l'observation de leurs pratiques.
- L'étude a pour ambition d'appréhender la complexité des processus d'engagement en modélisant des trajectoires d'engagement intégrant les facteurs générationnels, sociaux, territoriaux et de genre.
- Les hypothèses de travail incluent la place du numérique au cœur de l'analyse des processus d'engagement.
- L'étude vise à participer d'une clarification des concepts en intégrant des typologies d'engagement et des échelles d'intensité.

Les pages qui suivent vont s'attacher à des questions plus méthodologiques, à la fois sur la manière dont l'engagement a été mesuré, sur la définition des périmètres relatifs à ce qui a trait à l'engagement et sur les leviers d'analyse choisis. Il s'agira enfin de présenter le panel et les outils de recueil du matériau en expliquant chacun des partis-pris méthodologiques justifiant la conduite de cette étude.

B. Comment mesurer l'engagement hors des cadres institués ?

La présentation des résultats de cette étude nécessite plusieurs clarifications sémantiques en amont. Nous ne reviendrons pas sur la notion d'engagement, étudiée de manière étendue en première partie ni sur celle de jeunesse, balisée méthodologiquement. C'est ici la désignation de « cadres institués » qui doit avant toute chose être défini dès lors qu'il s'agit d'étudier ce qui se joue en dehors. La définition proposée constitue un autre parti-pris de cette étude dans le sens où elle étend le cadre institutionnel aux structures chargées de déployer l'action publique. Les cadres institués relèvent donc de l'ensemble des acteurs et des dispositifs participant de l'action publique à destination des jeunes, à l'initiative ou au relais d'initiatives à destination des publics par le biais de l'État, des collectivités locales, des structures ou des associations (centres sociaux, MJC, fédérations d'éducation populaire etc.). Faisant fi du caractère composite des politiques jeunesse, qui sont historiquement développées en France dans des secteurs multiples de l'action publique, la distinction se fait entre :

- Tout ce qui participe des politiques jeunesse et qui constitue ici au sens large « l'Institution » d'un côté
- Tout ce qui est issu de la société civile et ne bénéficie pas de quelque « accompagnement » spécifique même constitué en association.

Afin d'analyser les processus d'engagement, plusieurs notions doivent également être définies en amont :

- Les moteurs de l'engagement répondent aux raisons profondes qui poussent à agir, aux systèmes de valeurs mis en jeu et aux modalités d'action afférente.
- Les déclencheurs de pratiques d'engagement permettent de comprendre les relations entre l'intention et l'action. Les déclencheurs ne doivent pas être confondus avec les moteurs et les causes défendues.
- Les amplificateurs de l'engagement se définissent comme les déterminants de la poursuite de pratiques d'engagement et de son intensification.
- Les causes défendues font écho à des thématiques d'engagement : le climat, la lutte contre les violences faites aux femmes, contre le racisme, la cause animale etc.
- Les attitudes civiques : correspondent à un premier niveau d'engagement. Elles regroupent l'ensemble des « petites actions individuelles » qui permettent d'agir au quotidien sans engager directement de relation à autrui ou sans épouser structurellement une dynamique collective. On pense au tri des déchets, à la consommation bio ou végétalienne ou durable, à la pratique du vélo à la place de la voiture, au rejet du fast-food, autant de pratiques qui constituent un univers de manières de faire et d'agir articulées autour d'intentions et de valeurs plus ou moins cohérentes. Elles permettent un « engagement pas trop engageant » mais plus directement accessible.
- La centralité de l'engagement : renvoie à la place de l'engagement. Dans toute trajectoire ou dans toute action se joue un rapport entre un centre et une périphérie qui sont interdépendants. L'analyse de l'articulation de ces deux niveaux est intéressante pour savoir comment l'engagement est central ou périphérique, globalement dans la vie d'un jeune et plus précisément à l'échelle des actions qu'il déploie. Cette centralité est mesurée en fonction de la perception subjective du jeune et de la place qu'occupe son engagement dans son parcours.

Cette étude ne possède pas le matériau suffisant pour dire si les jeunes s'engagent plus ou moins qu'avant, pas plus qu'elle n'indiquera si les jeunes s'impliquent plus ou moins que les générations plus âgées. Par contre, elle aura pour ambition de proposer des cadres dynamiques de compréhension de l'engagement, en faisant apparaître ce qui n'est plus, de ce qui perdure et de ce qui apparaît.

Pour cela, il fut nécessaire d'intégrer de nouvelles variables dans la mesure de l'engagement, pour désigner si oui ou non, une action peut être qualifiée « d'engagée ». Ces dernières se greffent aux axes de mesure suivants :

Déconstruire des ambivalences sémantiques fondamentales entre moderne et « non institué »

La lecture transversale de nombreux travaux et l'analyse des discours recueillis montrent la nécessité de distinguer ce qui est « hors des cadres » de ce qui est « nouveau » ou encore « moderne ». Une forme d'ambivalence s'impose qui conduit à positionner d'un côté ce qui est de l'ordre de pratiques traditionnelles qui seraient plus instituées et de l'autre, ce qui concerne des pratiques nouvelles qui seraient « moins instituées ». Il convient pour cela de déconstruire ces associations en apparence logique pour séparer les notions et penser d'autres croisements possibles. En effet, une pratique peut à la fois se situer en dehors des cadres institués et revêtir une forme tout à fait traditionnelle au sens où elle relève d'une forme d'engagement historiquement située et structurellement ancrée. Participer à une manifestation, pratique traditionnelle par excellence, peut par exemple faire écho à une logique instituée, dans le cadre d'un engagement syndical par exemple, ou non instituée dans le cadre d'une participation « citoyenne » spontanée. De la même façon, une pratique nouvelle peut tout à fait émerger par le biais de pratiques instituées comme une mobilisation antisystème peut revêtir des formes d'engagements traditionnelles. C'est bien l'analyse des croisements moderne/traditionnel et institué/non institué qu'il sera intéressant d'analyser⁶³.

Comprendre le rapport stratégie/conviction

Les lectures sociologiques permettent d'observer comment l'engagement s'articule autour de deux principes qui guident l'action :

Deux principes d'action sont distingués dans cette étude. Un principe d'action, fondé sur la conviction renvoie au concept d'éthique de conviction sur le plan politique (Weber), à la passion pour l'individu (Hirshmann), à l'altruisme sur le plan philosophique ou encore à la motivation intrinsèque en matière de psychologie sociale. Cette forme de l'engagement fait écho à la mythologie de « l'intellectuel engagé » (on pense à Hugo, Zola, Sartre...) dont l'œuvre dépasse la sphère artistique pour constituer un levier politique ou encore une influence sociale fondamentale. Cette logique renvoie également à l'engagement militaire, à la manière d'épouser une cause transcendante. On en revient au concept de Beruf dans la manière dont un acte est aussi nourri par des formes d'irrationalité et des valeurs intériorisées.

Un principe d'action fondé sur la stratégie renvoie quant à lui à la manière dont les individus réagissent en fonction d'une situation qui leur est propre dans une logique d'optimisation de leur intérêt particulier et de rationalisation des conséquences prévisibles de leurs actes. On parle alors d'éthique de responsabilité (Weber), de rationalité axiologique (Boudon), d'intérêt (Hirshmann), d'égoïsme sur le plan philosophique ou de motivation extrinsèque en psychologie sociale. Au cœur

⁶³ Voir notamment p.43

d'une organisation sociale caractéristique de « l'émergence de l'individu », il ne s'agit plus de se socialiser par le haut, à travers des valeurs transcendantes à tous, mais de recréer du sens collectif à partir de l'individu.

Dans le cadre de cette étude, il s'est agi d'observer l'équilibre entre l'utilisation d'arguments instrumentaux ou stratégiques et la mise en avant de valeurs. S'engage-t-on dans un premier temps dans ce métier par conviction ou dans une logique plus axiologique. C'est le rapport entre ces deux dimensions ainsi que la place et le volume de chacune qui génèrent des rapports différenciés à l'engagement.

Mesurer le rôle de l'expérience et de la subjectivation

Comme l'a explicité François Dubet à travers le concept de subjectivation, chaque jeune construit sa propre expérience à partir de déterminismes mais également d'une histoire personnelle faite d'interactions. La dichotomie classique stratégie/conviction ou intérêt/valeurs doit être renforcée par l'analyse du sens donné à l'action en tant « qu'acteur de sa propre vie ». L'expérience contribue à la construction de soi et aux logiques d'appropriation du sens de l'action conduite. Si certains jeunes peuvent nourrir dans le temps un rapport d'étrangeté à l'institution (Dubet 2006), d'autres parviennent, à travers une mosaïque d'expériences, à reconstruire une identité subjective positive au sein de laquelle l'engagement peut jouer un rôle. Le cadre collectif vient étayer l'identité et le rapport à soi. A l'inverse la somme des individus propose de nouveaux cadres de l'action collective plus inductifs et plus mouvants. L'engagement permet en ce sens l'affiliation (ou la réaffiliation) collective et par là-même la réaffirmation de soi dans une stratégie de repositionnement des rôles sociaux⁶⁴.

C'est donc l'expérience individuelle qui prime et dans son prolongement, l'obligation de prendre en compte le « ressenti d'engagement » de l'individu qui pour une même action peut varier d'une personne à l'autre. Il s'agit au-delà de savoir si l'engagement est associé chez l'individu à la construction d'un sens personnel, si l'inscription dans certaines actions répond explicitement à un engagement ciblé et structuré autour de valeurs.

L'engagement renvoie donc au rapport entre soi et autrui. François de Singly insiste sur le rôle de l'autrui très proche (familles, amis) quand d'autres analyses plus récentes pointent la notion de plaisir individuel comme afférente à celle de l'engagement. Cet aspect revêt un caractère nouveau car plus éloigné de la dimension « sacrificielle » de l'engagement pour une cause qui dépasse l'individu. Cette étude va montrer et affiner comment il s'agit désormais de trouver un équilibre entre sens collectif et épanouissement personnel.

⁶⁴ C'est ce que montre l'étude déjà citée Le service Civique...et Après, op.cit. p.15

Mesurer les déterminismes sociaux à l'œuvre dans les pratiques d'engagement

Grands classiques des études sociologiques, ils sont paradoxalement les grands oubliés des études sur l'engagement des jeunes, qui, focalisées sur l'analyse d'autres mécaniques, semblent en oublier l'essentielle⁶⁵.

Le cadre général de la mesure de l'engagement doit pour cela intégrer la manière dont les déterminismes sociaux induisent l'articulation des logiques d'action ainsi que leurs graduations. En effet, la compréhension des structures sociales mises en jeu, des nouvelles formes d'engagement doit également intégrer le rapport aux inégalités sociales.

L'engagement étant intrinsèquement lié à un système de valeurs, le contexte de déclin de l'institution (Dubet 2002) bannit les logiques « allant de soi » dictées par une logique verticale qui constituait une pratique classique de l'engagement. Nous avons vu qu'un certain nombre de travaux sur les mouvements sociaux des jeunes invitent à associer les nouveaux modes d'engagement à des modes d'organisation plus horizontaux et moins hiérarchisés qui caractériseraient les rapports entretenus entre jeunes engagés et décisionnaires des structures militantes. En filigrane, se profile l'idée selon laquelle un mode de fonctionnement plus démocratique aurait un impact sur le recrutement des militants et permettrait une meilleure représentation sociale de sa base, thèse discréditée par certaines recherches minoritaires et également par ce rapport⁶⁶. Chaque mouvement, aussi « libre » soit-il en apparence, continue à choisir ses militants autant que ces derniers les choisissent⁶⁷ en valorisant des propriétés sociales d'entre soi sélectifs qui débouchent sur une homogamie sociale des groupes militants, dotés chacun d'un capital militant et de logique d'expérience et de valorisation qui leurs sont propres.

Mesurer la distance au discours institutionnel

Les pratiques d'engagement se définissent par le rejet des grandes cases identitaires, par la renégociation permanente des répertoires de valeurs (Becker 2012) et questionne en cela la zone de tension avec ce que nous appellerons « l'Institution » au sens large. L'engagement ne pourra être défini qu'à partir de l'équilibre entre les perspectives individuelles et/ou collectives qu'il dessine et le rapport aux organisations institutionnelles qui peuvent faciliter ou contraindre l'aboutissement de ces mêmes perspectives. Le rejet de certains cadres institués n'exclut pas par ailleurs des possibles reproductions des modèles traditionnels d'organisation sociale et c'est l'ambivalence déjà évoquée des rapports aux cadres institués qui sera analysée.

⁶⁵ Des clivages, liés notamment au niveau de diplôme, montrent qu'il existe une forte corrélation entre la formation initiale et la propension de certains jeunes à participer à des activités associatives ou bénévoles : l'engagement associatif augmente en même temps que s'élève le niveau d'étude. Depuis presque 20 ans, les jeunes français ayant suivi des études longues participent deux fois plus à la vie associative que ceux ayant interrompu tôt leur scolarité.

⁶⁶ Collovald et de Lilian Mathieu (2009)

⁶⁷ Expression empruntée à Frédéric Sawicki.

En effet, la remise en cause récurrente des cadres traditionnels de l'engagement, qu'ils soient associatifs, syndicaux ou politiques induit deux principes de réflexion inspirés d'Habermas :

- Un principe pragmatique qui consiste à identifier les nouveaux supports et à en étudier les modalités de fonctionnement et les modes de relation avec la sphère publique ;
- Un principe intellectuel qui consiste à penser le rapport entre la modification des structures supports de l'engagement et le fond des valeurs portées. De nouveaux supports relaient-ils les mêmes causes ou en fabriquent-ils de nouvelles ? L'évolution des formes d'engagement traduit-elle au contraire l'émergence de nouvelles causes ? Dans quelle mesure ces nouvelles formes et/ou causes sont-elles caractéristiques d'une identité jeune ou d'un renouvellement plus global des structures de l'engagement et de la participation ?

Derrière la question du rapport aux cadres institués, il sera nécessaire de répondre à une question publique fondamentale en opérant une distinction entre création d'un nouveau cadre institutionnel à partir des nouvelles formes d'engagement d'une part ou l'élargissement du cadre classique dans une optique de « maintien » des structures institutionnelles préexistantes, d'autre part. Derrière ces aspects c'est toute la question de la légitimité de l'engagement qui est en jeu : qui doit définir le cadre d'engagement ? Qui est légitime à agir et dans quel cadre ?

Dans l'analyse des typologies d'engagement, se posera donc la question du rôle de l'institution et de ses différentes strates avec une question posée sans provocation : A-t-on besoin de l'institution ? Pour qui ? Pourquoi ? Et comment ?

Analyser les rejets et les insatisfactions

Parallèlement l'engagement vient en réponse à des situations d'insatisfaction individuelles et collectives (Hirshmann) et mobilise trois mécaniques d'influence :

- Influence sur la cible (transformation sociale) ;
- Influence sur la structure (impact de la somme des actes individuels sur la structure qui porte l'action) ;
- Influence sur soi (impact de la structure sur la structuration de l'identité personnelle).

L'engagement induit également un rapport fondamental à travers deux concepts classiques issus des mouvements structuralistes et fonctionnalistes (Radaelli 2010) :

- Le concept de pouvoir qui consiste à définir les périmètres de l'action légitime ;
- Le concept de savoir qui interroge l'accès aux connaissances et aux compétences requises pour être légitime à agir.

Analyser le lien entre les pratiques concrètes et leurs perceptions

L'analyse des pratiques est évidemment essentielle afin de comparer le « dire » et le « faire », d'analyser l'articulation entre les arguments théoriques et les mises en place pratiques. Cependant ce travail ne mesurera pas le rapport entre engagement et efficacité⁶⁸ et se contentera d'analyser le rapport entre engagement et déclinaisons opérationnelles. Il s'agira donc de comprendre la pratique d'engagement par et pour elle-même en tenant compte qu'une même action peut ainsi revêtir différentes interprétations et être positionnée de manière plus ou moins centrale, en tant qu'engagement ou non et à différents degrés, en fonction des jeunes. Ces variations pourront s'expliquer par la structure des déterminismes sociaux mais également par la force de pénétration de l'action elle-même qui peut catalyser différentes logiques d'engagement. Il s'agira donc de comprendre la globalité de l'engagement et les déclinaisons en action, d'activer une clé de compréhension « acteur » dans la complexité de ses convictions, de ses stratégies et de ses intérêts.

L'engagement s'inscrit donc dans des rapports sociaux ambivalents et paradoxaux, participe à différents niveaux d'une construction ou reconstruction de soi. De l'hétérogénéité des parcours découlent différents « types » qu'il faut construire en distinguant les causes défendues (ou les thématiques), les raisons d'agir, les valeurs mobilisées et les modalités d'actions.

Les nouvelles formes d'engagement restent donc à observer, définir, catégoriser bien au-delà de ces propositions introductives. La posture de consommateur peut être par exemple aujourd'hui considérée comme faisant partie des nouvelles formes d'engagement : « je m'engage par ce que je consomme » mais elle peut revêtir des degrés d'intensité très variables. Autre exemple, le signalement de pratiques abusives sur internet interpelle sur des nouveaux comportements. Des ouvrages parlent également de communauté mobile de jeunes sans en définir précisément les contours sociologiques. Qui agit ? Comment ? Pourquoi ?

En synthèse, les pratiques d'engagement seront appréhendées au sens large dans cette étude à condition qu'elles fassent sens dans le parcours d'un jeune et qu'elles soient repérées comme telles. Ainsi, acheter « Libération » ou « Le Figaro » peut être défini par un individu comme une forme d'engagement (positionnement politique, accès à l'information) ou ne pas être positionné comme tel. De même pour acheter des produits locaux, consommer bio, interagir sur des questions sociétales par l'intermédiaire des réseaux sociaux, etc. Au fond, l'engagement se traduit par le sens porté à l'action.

⁶⁸ Il intégrera néanmoins l'analyse de la perception de l'efficacité.

SYNTHÈSE 4 : LES LEVIERS D'ANALYSE

L'engagement sera analysé à partir des leviers suivants :

- Une finalité qui peut être atteinte : quelles valeurs sont mobilisées ?
- La confiance en l'organisation qui porte l'engagement : quelles évolutions en matière de place de la structure organisationnelle induit le numérique ?
- La rentabilité : Dans quelle mesure mon engagement est-il perçu comme utile ? Efficace ? Transformateur ?

L'étude pourra donc tenir compte de ces déclinaisons tout en positionnant des indicateurs d'observation précis permettant de catégoriser :

- Les échelles de participation ;
- Les sources d'engagement
- La graduation de l'intensité de l'engagement ;
- Le rapport numérique/physique ;
- Le rôle du numérique et son positionnement dans les itinéraires d'engagement ;
- L'analyse des processus de subjectivation (sens porté à l'action).

La notion d'engagement doit donc être déconstruite en fonction :

- Des différences d'articulation des logiques d'action (conviction, stratégie, subjectivation) selon la place des pratiques instituées et des pratiques « hors cadre ».
- De l'acte opérationnel qui doit s'interpréter dans un rapport global entre « soi » et un monde social complexe. Il sera donc question d'appartenance, d'implication, d'investissement ou encore d'affrontement pour modéliser les différentes formes d'engagement.
- De la graduation de la participation individuelle à l'action collective.
- De la combinaison des activités de l'individu.
- De la place du numérique dans les activités d'engagement.
- De la place de l'information numérique dans les activités d'engagement.
- De la temporalité dans laquelle elle s'inscrit.
- Des logiques de production ou de consommation collaborative.
- Des possibilités de transformation des cadres d'action actuels.
- Des apprentissages et du développement de nouvelles compétences.

L'engagement ne s'inscrit pas dans une cohérence désignée comme allant de soi (HS Becker 2011). Il s'agit donc de reconstruire à partir du matériau recueilli de nouvelles clés de compréhension et de les modéliser. Trois axes d'analyse seront donc proposés :

1. Comprendre les raisons d'agir (causes) :

- Pour éviter la « confusion catégorielle » entre les causes, les niveaux et les formes d'engagement.
- Pour repérer les éléments déclencheurs de l'engagement.
- Pour identifier des thématiques (transversales ou propres à certains groupes).
- Pour observer les liaisons entre logiques individuelles et logiques globales.
- Pour repérer les modèles de relations entre des pratiques instituées ou non instituées.

2. Observer les manières d'agir, analyser les logiques d'action :

- Comment s'articulent les différents types d'engagement ? Quelles formes, quels contenus, quels supports, quelle fréquence, quelle intensité ?
- Modéliser les formes d'engagement numérique.
- Repérer les profils de jeunes et les catégories de participation, en analyser les logiques
- Intégrer la relation aux cadres institués : absence de relation, méconnaissance, évitement, confrontation, relation périphérique, ponctuelle, complémentaire, structurante ? Du point de vue des jeunes, tous les cadres institués se valent-ils ?

3. Comprendre les systèmes de valeurs en jeu :

- Analyser le rapport entre identité pour soi et identité pour autrui : entre rôle social attribué et rôle social incorporé.

De manière transversale il sera nécessaire d'intégrer 3 facteurs déterminants :

- La temporalité de l'action.
- L'espace dans lequel s'inscrit l'action : proximité, support, diffusion.
- La place dans le parcours global d'engagement : intensité, sens donné, combinaison d'activités.

C. Le panel

Préalables méthodologiques concernant le recueil et le traitement du matériau qualitatif

La question de la représentativité occupe fréquemment les esprits dès lors qu'il s'agit de « justifier » la pertinence du matériau recueilli. Méthodologiquement pourtant, cette question n'a guère de sens. Le matériau qualitatif recueilli ne représente que lui-même au sens où toute extrapolation statistique serait erronée sur un plan strictement scientifique. Néanmoins, le matériau qualitatif permet d'analyser plus finement des mécanismes présents dans les manières de penser et d'agir sur la base d'un prisme épistémologique qui consiste à accorder une vérité scientifique à ce qui est observé. Ainsi, un matériau qualitatif ne se contredit pas. Il existe en soi et doit être restitué avec le souci de l'exhaustivité et des données contextuelles relatives à son recueil. En cela, il relève d'une réalité scientifique au sens où ce qui a été recueilli constitue un morceau de réalité. Par exemple, un même acte associé à un même discours (par exemple le fauchage d'un champ OGM associé au développement d'une sémantique relative à la désobéissance civile) peut-être recueilli dans plusieurs entretiens. L'occurrence de la relation pourra être mesurée finement à l'intérieur du panel mais ne constituera pas pour autant une donnée extrapolable à l'ensemble de la population étudiée. Pour autant, son degré d'occurrence permettra raisonnablement de penser que la même relation puisse se déployer, toute chose égale par ailleurs, dans des contextes similaires. Au fond, comme l'explique le mathématicien Robert Marty, toute science est une « phénomologie régionale », peut-être plus encore lorsqu'il s'agit de sciences humaines, qui s'attache plus à produire des propositions scientifiques de portée générale que de portée universelle. Ce que révèle la méthode qualitative, c'est la connexion à l'objet de connaissance en fonction d'une variabilité de cas dont il est plus intéressant de mesurer les logiques de développement que la volumétrie. Concernant le chômage des jeunes par exemple, une étude qualitative s'attachera à déterminer les différentes représentations présentes au sein d'un panel étudié en étudiant en fonction de variables plus ou moins classiques ce qui regroupe ou distingue des catégories de discours. L'étude visera plus à démontrer l'existence de trois ou quatre catégories de discours qu'à mesurer la répartition volumétrique de l'une par rapport à l'autre. Les données précises concernant la volumétrie ne concerneront alors que le panel et devront être appréhendées comme des indications plus que comme des indicateurs. Par contre, la démonstration des réalités catégorielles ne pourra être remise en cause.

C'est précisément le travail qui a été conduit ici sur la base d'un certain nombre de préalables de variabilité des cas permettant de recueillir les propos et de mesurer les actions d'un nombre « suffisant de jeunes » de plusieurs catégories combinées. Sur la base d'une méthode de rencontre volontairement aléatoire mais soucieuse d'une répartition équilibrée en fonction des critères de genre, d'âge, d'environnement de vie (rural/urbain), de captifs ou non des structures, ce sont 434 jeunes qui ont été rencontrés offrant ainsi au travail d'analyse, un matériau d'une richesse non négligeable.

L'organisation du terrain

Initialement, le « recrutement des jeunes » avait été pensé à l'aide de 3 leviers devant représenter trois tiers. Un premier tiers de jeunes captifs recrutés par le biais de structures existantes, un deuxième tiers de jeunes recrutés directement via le numérique (immersion dans les réseaux sociaux, sur différents sites, forums, etc.) et un troisième tiers de jeunes recrutés via des rencontres directes sur l'espace public ou en fonction de « l'affichage libre ». Sur ce dernier point, les jeunes développent de nombreuses pratiques d'affichage libre qui constituent un support d'expression, plus souvent urbain, relayé par des pratiques numériques.

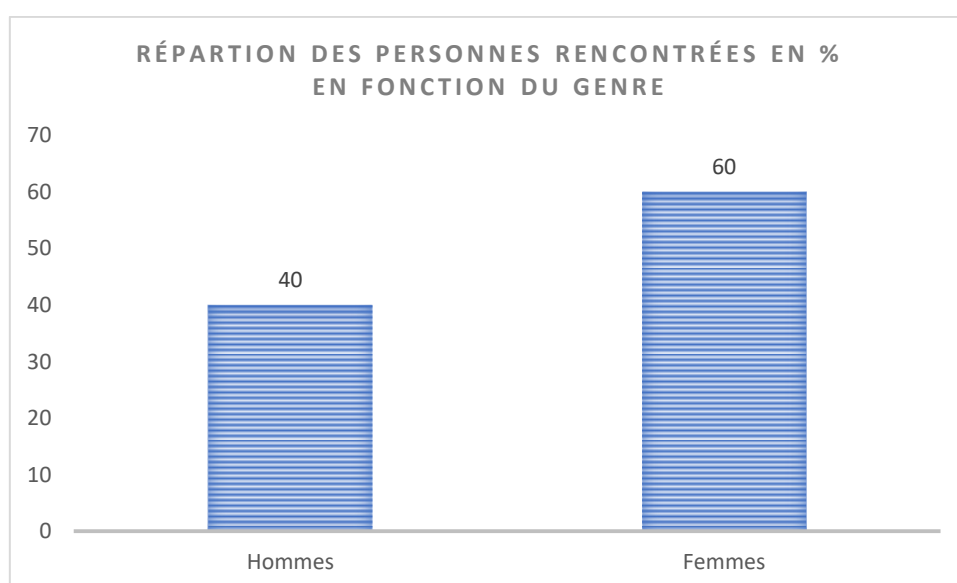
Cette méthode a permis de remonter de manière inductive sur des publics de typologies différentes bien que la prévision des trois tiers n'ait pas été respecté, les rencontres aléatoires plus directes et via l'affichage libre constituant 82% du panel, les jeunes de structures 11% et le numérique 7%, ce qui, nous le verrons constitue un résultat en soi. Les méthodes d'entretien ont également été variées avec 71 entretiens semi-directifs, 151 jeunes rencontrés en « entretiens spontanés de groupe de 15 minutes en moyenne et de 20 jeunes rencontrés en entretiens de groupe de 3 à 6 personnes sur des durées situées entre 1h30 et 4 heures.

Concernant l'âge, le public des 17-30 ans a été privilégié. C'est un parti-pris qui ne vise évidemment pas à recouvrir l'ensemble du périmètre générationnel de la jeunesse mais qui propose de recueillir un matériau plus ciblé sur une population moins captive. Cette tranche d'âge néanmoins assez large a permis de poser un regard sur la relation particulière à l'engagement dans une période balisée comme charnière dans l'insertion sociale de l'individu.

Répartition des 434 jeunes rencontrés en fonction de variables classiques

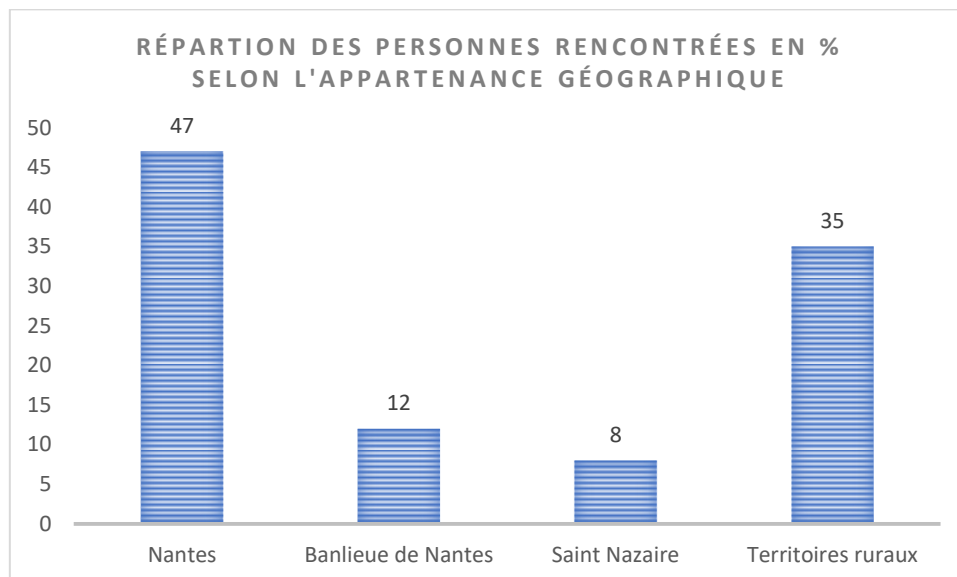
En fonction des critères de genre et d'âge et d'origine géographique, la répartition du panel est la suivante :

Graphique 1 : Répartition des personnes rencontrées en fonction du genre



Une majorité de femmes a été rencontrée, ce qui résulte à la fois de la dimension aléatoire des rencontres mais également d'une vigilance redoublée à intégrer pleinement la place des femmes au cœur de l'étude, cela sur la base du constat récurrent de politiques publiques s'adressant majoritairement aux hommes⁶⁹.

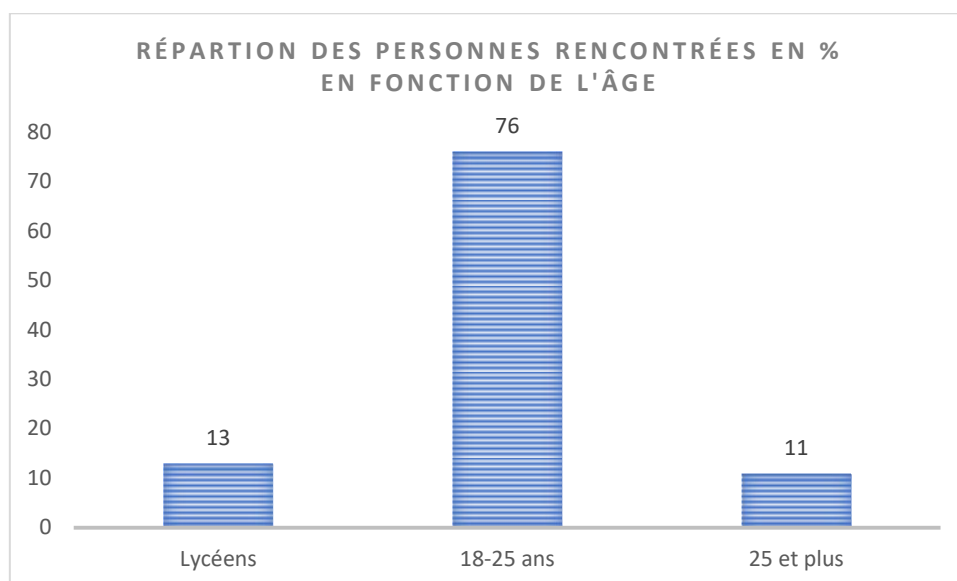
Graphique 2 : Répartition des personnes rencontrées selon l'appartenance géographique



Les jeunes des territoires ruraux ont été rencontrés autour des communes de Clisson, Montoir-de-Bretagne et Châteaubriant. La démarche s'est attachée à couvrir les différentes réalités de territoire, dans les aspects ruraux et urbains ainsi qu'en fonction des personnes ressources disponibles sur les différents territoires. Cela a permis d'ajouter une dimension territoriale à l'analyse en fonction de la singularité des problématiques rencontrées d'une part, du déploiement et de l'intensité des ressources numériques d'autres parts. Néanmoins, il sera intéressant de prolonger certains éléments d'analyse à partir d'un maillage rural plus dense lors d'une prochaine étude.

⁶⁹ Voir notamment les travaux d'Y. Raibaud sur l'appropriation des espaces par les garçons. Cette inflexion s'explique également par la surreprésentation de jeunes hommes en difficulté scolaire puis peu ou non diplômés au sein de milieux populaires, catégorie plus ciblée par les politiques publiques mais encore par les pratiques sexuées des professionnels.

Graphique 3 : Répartition des personnes rencontrées en fonction de l'âge



Il fut plus difficile de rencontrer des jeunes de plus de 25 ans. Cette donnée est cependant à relativiser au regard de l'importance du panel de jeunes rencontrés. C'est tout de même autour de 50 jeunes de plus de 25 ans qui ont été rencontrés dont plus de la moitié en entretiens longs, ce qui constitue un matériau plus qu'acceptable.

Le suivi d'un comité de recherche : intérêts et limites

Composé de professionnels ayant une connaissance affinée des questions de jeunesse et au regard de leurs expériences notamment, un comité de recherche a été constitué. Fondé sur l'envie de faire et de s'engager dans une démarche expérimentale en lien avec l'opérationnel, il a regroupé des personnes capables d'impulser des actions sur le terrain et qui sont cités dans les remerciements. Fondé sur l'itérativité des rencontres, la démarche a néanmoins connu quelques limites liées à l'agencement des temporalités et des priorités de chaque professionnel mais également dans la déconstruction de l'analyse nécessaire pour le sociologue devant dans le même temps, traiter un matériau abondant et associer les acteurs à la construction d'une analyse partagée. Si l'idée est séduisante, sa mise en pratique fut plus laborieuse au regard du temps imparti dont tout indique qu'il dût être inscrit dans une démarche plus longue pour faciliter l'appropriation et le redéploiement du contenu de chaque phase. La démarche demeure extrêmement positive car les échanges et la confrontation des résultats aux perceptions et aux vécus de terrain nous ont considérablement aidés à affiner nos résultats.

La sociologie visuelle, un outil d'analyse complémentaire

Ce rapport est accompagné d'une exposition photographique et d'un film ayant tous deux l'objectif de valoriser le matériau par l'image. Dès après une première phase d'entretiens à visée exploratoire, une sociologue a « suivi le terrain » caméra à l'épaule, recueilli les témoignages de jeunes et effectué un montage à partir d'une éthique de restitution la plus fidèle possible des catégories de discours recueillis. Notons que le matériau varie et que les jeunes les plus engagés ont été filmés dans le souci de construire un support d'analyse complémentaire plutôt qu'un support de valorisation des résultats strictement superposable.

La sociologie visuelle, qui s'appuie sur la force de l'image, permet de restituer plus directement la parole des jeunes et de bénéficier de format plus dynamique de valorisation des résultats. L'exposition photographique permettra de valoriser le matériau en associant image et verbatim (ce que je prends en photo et ce que j'exprime à travers le contenu photographique). Certaines photos sont intégrées dans ce rapport pour dynamiser la restitution du contenu d'analyse.

Limites et perspectives

Certaines logiques d'engagement sont reconstruites a posteriori. Par exemple, quelqu'un qui n'a pas « formalisé » de prime abord une pratique comme un engagement pourra dire qu'il a intégré cette pratique parmi d'autres dans une mise en cohérence de son positionnement social et dans l'affirmation globale de ses valeurs. En effet, l'engagement nourrit des processus de subjectivation qui se caractérisent par une évolution des perceptions et des vécus sociaux. La pratique à court terme, répondant à une problématique repérée et revêtant un caractère plus ponctuel (immédiateté), s'affirme dans le temps comme un choix et permet l'affirmation d'une identité positive au cœur d'un environnement structurant. L'analyse devrait donc revêtir un caractère longitudinal afin de repérer les différentes temporalités des pratiques d'engagement, leurs logiques de construction et d'intrication sur la durée, l'évolution de leur affirmation et l'identification des mécaniques de transformation de l'action (mutation, abandon, renforcement). Pour cela, il faudrait s'attacher à l'analyse du « récit » des acteurs, aux logiques argumentaires mobilisées et la manière dont ils évoluent dans le temps.

III. RESULTATS ET ANALYSE

La partie précédente a permis d'établir les clarifications sémantiques nécessaires pour comprendre et mesurer l'engagement en dehors des cadres institués, cela en intégrant la dimension subjective du point de vue des jeunes sur leurs propres pratiques.

Ce choix n'intervient pas par hasard et s'appuie sur la perception des jeunes eux-mêmes, soucieux de créer des « mouvements », de « participer à des collectifs » à distance de cadres classiques qu'ils perçoivent rapidement comme « institutionnels » quand bien même ils y adhèrent. On peut citer le service civique par exemple, dispositif institutionnel bien repéré et globalement apprécié mais qui participe selon eux du champ des cadres institués même lorsqu'il est relayé par une petite association locale. Dans un contexte de « défiance » vis-à-vis des institutions décrit en introduction, il faut bien comprendre que les jeunes distinguent ce qui a des liens avec l'État et ce qui n'en a pas. Les jeunes ont affirmé leur indépendance vis-à-vis du dispositif local comme l'explique Méлина, 24 ans : « C'est bien de pouvoir créer un mouvement, un collectif, on l'appelle comme un veut sans être systématiquement récupéré par la structure du coin qui cherche à valoriser son action en se servant de toi. Quelque part, les structures, on les connaît, ils sont mignons mais on a aussi envie de faire sans eux, de faire par nous-mêmes et de montrer que l'on a besoin de personne. Et ça j'ai l'impression que c'est difficile à faire entendre. » Cette peur d'être « récupérés » fut très présente dans les entretiens. Naomie explique « le besoin de faire quelque chose qui leur (nous) appartient et qui ne soit repris par personne », pour Batiste, 27 ans, c'est d'abord « l'indépendance du collectif qui compte ». Ce n'est donc pas l'association en tant que telle qui fait le cadre institué mais bien la manière dont le cadre collectif émerge et le lien qu'il entretient avec le système institutionnel dont certaines associations en constituent un cadre. Ce monde associatif nouveau a donc rompu les liens avec l'institution publique avec « la sphère politique instituée » dont le sociologue J. Ion explique « qu'elles ont coupé le cordon avec ce qui les reliait à la sphère politique instituée ». Ses propos font écho aux résultats recueillis sur le terrain. Les jeunes affirment d'ailleurs leur volonté d'indépendance vis-à-vis du tissu associatif local qui pourrait les soutenir, et notamment vis-à-vis des équipements issus de l'éducation populaire. De l'autre côté, les fédérations et les associations d'éducation populaire tiennent sur ces associations un discours ambigu. Elles célèbrent la présence des jeunes comme une preuve de leur vitalité, mais définissent leur intervention auprès d'eux comme essentiellement normative : apprendre la loi de 1901, la démocratie, les conduire à plus de structuration, mais en ne s'intéressant peut-être pas assez aux voies nouvelles d'un « être ensemble ».

Cette étude va ainsi pouvoir montrer que si l'on s'en tient aux cadres de référence classique (adhésion, durée, transcendance, centralité de la cause collective, volonté de transformation sociale),

l'engagement des jeunes est faible mais pas forcément « plus » faible⁷⁰. Néanmoins, si l'on intègre des dimensions plus subjectives comme le fait « de se sentir concernés par des causes », « touché par des événements » ou encore porté « par une volonté d'agir », l'engagement peut être considéré comme plus important. Plus encore s'il intègre le sentiment chez l'individu de se « sentir engagé » à différents moments de sa vie en fonction des actions qu'il déploie. Elle a également permis une première hiérarchisation des pratiques d'engagement en positionnant les attitudes civiques comme une sorte de pré-engagement, moins intense, plus individuel mais constitutif d'un mode d'agir et de penser le quotidien à travers soi.

Retenons des parties précédentes que les débats sur l'augmentation ou la baisse de l'engagement ne peuvent s'appuyer que sur des perceptions qui ne prennent en compte ni l'évolution du contexte social ni de celle des cadres de références.

Les résultats déboucheront la construction de modèles d'analyses. Chercher à comprendre un phénomène social, c'est se mettre en capacité de rendre compte d'un objet d'analyse (ici l'engagement) à partir d'une construction à la fois simplifiée et respectueuse de sa complexité. Cette étude s'est donc attachée à prendre la mesure des mutations sociales à l'œuvre, toutes relatives à la révolution numérique et à la modification des rapports à l'espace ou au temps, mais avec des rapports différents, plus ou moins distanciés avec les cadres institués.

Avant d'entrer dans la déclinaison des différentes modélisations construites à partir du riche matériau récolté, les grands résultats de l'étude seront présentés de manière plus transversale avec l'ambition modeste mais réelle d'une confrontation avec les résultats de recherche existants. Bien entendu, il ne s'agira pas d'établir une comparaison systématique mais de s'appuyer plutôt sur les productions les plus récentes en matière d'analyse des dynamiques d'engagement pour confirmer, renforcer ou infirmer l'état actuel de la recherche.

La première partie montrera l'impact du processus d'individualisation de la société et la manière dont se lient expériences personnelles et logiques d'engagement. Elle montrera ensuite que la mesure du volume d'engagement des jeunes dépend des cadres de référence et de mesure et qu'elle s'inscrit dans une grande variété de thématiques. En contrepoint d'une intensité d'engagement relativement faible et de pratiques individualisées, les jeunes les plus mobilisés proposent un rapport de force d'une intensité extrêmement élevée. Toutes liées par une constante émotionnelle malgré des réalités éclatées, nous verrons que la radicalité, qui concerne une minorité de jeunes, devient néanmoins le rapport de force central dès lors que la transformation sociale est visée. Enfin, après une analyse du rôle variable de l'outil numérique, nous verrons enfin comment les déterminismes sociaux se révèlent déterminants dans la compréhension des différentes composantes de l'engagement.

La seconde partie proposera une modélisation des différents moteurs de l'engagement et déclencheurs de l'action puis un second travail de modélisation des trajectoires avec en filigrane une analyse multivariée prenant en cause l'origine sociale, le genre, l'âge et le territoire en lien avec les

⁷⁰ Cet aspect n'est pas mesurable.

modalités d'action. Une dernière construction idéal-typique proposera des catégories de jeunes engagés.

A. L'engagement à la périphérie de soi

1. De l'engagement dans une société de l'individu

La compréhension des sociétés occidentales contemporaines passe par la mesure de la manière dont l'individu est devenu le moteur historiquement nouveau du fonctionnement de la société. Au fond, la question de l'individu, de l'individualisme⁷¹ et de la difficulté nouvelle à tisser des dimensions collectives, à penser l'intérêt général est « LA » question de notre époque. Au cœur de mécaniques d'accélération⁷² propres à la révolution numérique, l'expérience historiquement nouvelle de la modernité, qui accorde à l'individu une centralité axiologique toute nouvelle⁷³, fait de la relation entre le « je » et la structure sociale une question de plus en plus centrale et de plus en plus complexe. Autrement dit, la place prise par l'individu n'a de cesse de questionner la structure et plus aucune expérience sociale particulière ne pourrait se réduire strictement à quelque morale transcendante, à quelque système partagé, à quelque unanimité politique. La sociologie, née de cette séparation entre l'objectif et le subjectif, trouve un intérêt croissant en même temps que les fossés entre l'individu et la société s'accroissent et se complexifient. Il nous faut désormais comprendre des expériences vécues à travers des va-et-vient incessants entre des expériences, par définition multiples, et des structures polymorphes en constante recomposition. Danilo Martucelli évoque comment la condition sociale moderne est marquée par une profonde tension : « D'une part, l'individu est pris plus qu'il ne l'a jamais été par la vie sociale en commun, d'autre part, et en même temps, il est assailli par l'abîme de la distance de sa singularité face à la société. »

Le sentiment d'étrangeté, de distance à soi est l'expérience fondamentale des hommes et des femmes appartenant à la société moderne et s'exprime dans un décalage entre notre être social subjectif (notre personnalité) et notre être social objectif en fonction d'une position particulière (professionnelle, familiale, institutionnelle, etc.). Pour autant, nous ne saurions être l'un ou l'autre exclusivement : nous existons à travers la relation entre ce que nous sommes intimement et les fonctions sociales inhérentes à nos statuts. Nous sommes irrémédiablement constitués de deux réalités qui ne se correspondent pas complètement. Lors de cette étude, il a fallu comprendre l'engagement des jeunes à partir de leurs expériences personnelles, à partir de la rupture qu'ils percevaient entre des champs multiples et peu appropriés et l'essence même de leur identité subjective. Quelque part, les jeunes se sentent pris dans des sphères et des dynamiques collectives

⁷¹ L'individualisme ne revêt pas ici une dimension morale mais désigne en sociologie l'évolution de la notion d'individu qui depuis le 17^{ème} siècle constitue le fondement du politique et de l'État de droit. Les travaux d'Émile Durkheim ont permis ensuite de définir l'individualisme comme le résultat des formes que prend la solidarité sociale dans la division du travail.

⁷² H. Rosa, accélérations, critique sociale du temps, 2010

⁷³ D. Martucelli, La condition sociale moderne, 2017

en même temps que l'affirmation de leur individualité prend une place considérable. C'est l'idée de « singularité en commun » qui émerge avec, quel que soit l'objet social étudié, la manière dont l'individu et « la masse » s'interpénètrent. La consommation est par exemple un phénomène singularisant (par la diversification des produits) en même temps qu'il est un phénomène de masse. Mais elle est également, sous diverses formes collaboratives, la structure de relations nouvelles permettant d'affirmer un engagement commun en même temps que cet engagement peut se relayer de manière beaucoup plus personnalisée. Cette dynamique se retrouve partout. Au travail par exemple, l'individualisation à outrance des carrières, des évaluations et des salaires entrent en tension avec des opportunités ou des contraintes de coopération et des logiques de concurrence. Dans tous les métiers du « care », autre exemple, tous les « accompagnements » à dimension hautement personnalisée questionnent l'épanouissement possible dans des cadres normatifs. De même encore au sein des institutions, les logiques d'intervention visent la responsabilité directe et personnelle des acteurs, qu'ils soient élèves, jeunes, chômeurs ou malades. L'enjeu sociétal contemporain consiste donc à repenser le commun à partir d'une poussée historiquement inédite du singulier qui fait de tout traitement transversal des problèmes sociaux, une difficulté à gérer la complexité des situations individuelles et des particularismes. L'engagement des jeunes n'échappe pas à ces logiques tant les pratiques afférentes à tout type de mobilisation sont enserrées dans les mêmes logiques. Plus encore, la « jeune génération engagée », loin de représenter le tout de la jeunesse, transpire son époque et doit faire face au maintien des cadres classiques et désormais traditionnels des diverses organisations et institutions politiques. Les principaux résultats de cette étude rejoignent ainsi ce qui a été déjà démontré en sociologie, mais peut-être moins mis en perspective dans le cadre des études sur la jeunesse⁷⁴. Si les jeunes participent volontiers à des actions militantes, civiques ou citoyennes, ils souhaitent demeurer « libres » de leurs engagements et surtout, garder la maîtrise de leur destin⁷⁵. Prenons l'exemple de Fatou, étudiante de 20 ans en 2ème année d'histoire. Elle fait partie d'une faible proportion de jeunes qui s'estime engagée mais pose des conditions très claires relatives à ses cadres d'engagement :

« Si je m'engage, ce n'est pas pour dire je vous suis à la vie à la mort, c'est plutôt pour dire, je m'engage pour l'instant, on va voir ce que ça donne, si ça me correspond bien et si je m'y retrouve (...). Je veux pouvoir dire stop, ça m'intéresse plus votre truc, sinon on se retrouve vite enfermé dans des groupes qui nous expliquent comment il faut penser. »

Les entretiens mettent très majoritairement en relief une forte intrication entre soi et la pratique d'engagement, ils montrent comment la mobilisation répond au choix libre de correspondre avec les uns et les autres tout en affirmant, à travers la dimension collective, une identité personnelle constitutive. L'épanouissement personnel constitue un aspect central et le mécanisme premier tient

⁷⁴ Il est question de l'apparition de la question individuelle mais cette dernière n'est pas mise en perspective à l'aune d'une évolution sociétale globale ce qui peut laisser penser que cette évolution est le fait de la jeunesse alors qu'elle n'en constitue qu'une des illustrations.

⁷⁵ Elude Crédoc, op.cit. p 9

donc dans la manière dont l'autrui participe du développement de soi. De manière plus froide, l'engagement passe aussi chez certains jeunes par l'optimisation de l'intérêt particulier (axiologie) qui n'empêche pas une remontée de sens a posteriori selon des modèles d'identification collective. Cette évolution est caractéristique de l'évolution des formes d'engagement qui passent désormais par l'affirmation d'une forme d'individualité, par « ce que je veux faire » ou « ce que je sais faire » ou encore « ce que ça m'apporte ».

Surtout, et ce n'est plus à démontrer, la vie des jeunes n'a jamais été autant portée par eux-mêmes. C'est aussi pour cela que notre époque est celle de l'angoisse individuelle. Les jeunes se caractérisent plus par le sentiment de la fragilité de leur identité et de leur vie sociale que par la centralité des questions de réussite scolaire et d'insertion au sein desquelles l'engagement trouve parfois une place mais se voit plus souvent reporté à « plus tard ». Le récurrent « je n'ai pas le temps » ne fait pas pour autant écho à du désintérêt mais dit le poids qui pèse sur l'exigence de réussite individuelle. Parfois, certains se sentent écrasés par la double nécessité de construire leur vie et d'affirmer leur particularité. Face au risque permanent de l'échec et de la solitude, l'engagement est plus souvent une variable mais elle peut aussi générer des dynamiques de « ré-enchantement », une nourriture en valeur et un ingrédient apprécié de plaisir personnel. C'est à travers la mise en commun qu'interviennent les réponses concernant « la recherche de sens ».

2. Le socle de pratiques d'engagement n'évolue pas vraiment, la nouveauté vient de soi

Tableau 1 : Pratiques d'engagement non instituées et instituées

Types d'action	Occurrence pratiques non instituées	Occurrence pratiques instituées
Attitudes civiques	86	3
Consommation	81	0
Pétition	63	1
Manifestations autorisées	49	2
Pratiques artistiques et culturelles	23	17
Action d'information numérique	21	12
Boycott	12	0
Désobéissance civile	9	0
Affichage libre/Tags revendicatifs	7	0
Actions violentes	5	0
Expérimentations démocratiques	2	6

Lecture : parmi les 434 jeunes rencontrés, 86% citent des pratiques civiques pour décrire leur engagement.

Ce tableau permet de mettre en perspective quatre résultats au moins :

- **Les attitudes civiques et de la consommation sont des pratiques nouvelles majoritaires**

Les attitudes civiques ne sont pas nouvelles en soi, c'est leur volume en tant que premier niveau de pratiques d'engagement qui offre des perspectives d'analyse différentes. Plusieurs interprétations sont possibles :

- Considérer ses nouvelles pratiques à du « sous-engagement » au regard de leur faible intensité ;
- Considérer ses pratiques comme l'ossature nouvelle de « l'engagement individualisé », par définition plus protéiforme ;
- Intégrer la dimension cumulative de dimensions traditionnelles toujours présentes combinées à des démarches plus individualisées, dans une logique combinatoire qui redéfinit l'engagement sans en changer fondamentalement la structure. C'est le point de vue des jeunes qui définissent ces pratiques comme nécessaires sans pour autant être suffisantes pour constituer un « véritable » engagement.

La consommation n'est pas seulement pratique de masse et peut être porteuse de valeurs, de messages, de manière de « concevoir le Monde ». Elle revêt en cela une dimension nouvelle d'engagement, faible en intensité mais omniprésente pour justifier de la mobilisation de valeurs ancrées dans le quotidien.

- **Les pratiques traditionnelles demeurent, les idées alternatives sont portées par des pratiques traditionnelles**

La récurrence des pratiques à travers les années démontre comment les engagements dits « alternatifs » maintiennent paradoxalement un spectre d'action déjà connu et intégré concernant les pratiques concrètes et plus physiques. Si le numérique a fait considérablement évoluer les manières d'organiser l'action, d'en diffuser les effets et plus généralement de construire la communication d'un engagement, les pratiques restent structurellement les mêmes. Les pétitions se signent en ligne, les images se numérisent mais ni les manifestations ni la désobéissance civile ni les actions violentes ne représentent quelque chose de nouveau, pas plus que le boycott, l'affichage libre et les tags.

- **L'art et les pratiques culturelles sont aussi perçus comme des pratiques d'engagement**

Pour beaucoup de jeunes, l'art est perçu comme une forme alternative d'engagement, une manière « de diffuser son message plus librement ». Là encore, cela ne constitue pas une nouveauté. Le résultat le plus intéressant est de mesurer comment les pratiques artistiques et culturelles sont un levier potentiel d'engagement à développer dans le cadre de pratiques plus instituées.

-
- **Les pratiques institutionnelles sont focalisées sur certaines formes et absentes d'autres.**

Avec les pratiques artistiques et culturelles, les pratiques liées à la diffusion d'une information numérique sont les plus récurrentes dans le cadre d'ateliers numériques encadrés notamment. Notons un paradoxe et pas des moindres : l'expérimentation de nouvelles pratiques (modèles démocratiques notamment) est plus présente dans le cadre institué qu'en dehors.

3. Un faible volume d'engagement si l'on se fie aux seuls modèles traditionnels

Beaucoup d'études, dont l'excellente analyse réalisée par l'INJEP sur la mobilisation dans les collectifs d'expérimentation démocratique⁷⁶ se concentrent sur les « nouveaux » modes de participation et expliquent la manière dont les formes d'engagement ont évolué. En cela, elles apportent un édifice scientifique incontestable qui réfute l'idée simpliste selon laquelle la démobilité vis-à-vis des formes traditionnelles d'engagement ancrées depuis le 19ème siècle et consolidées tout au long de l'industrialisation des pays occidentaux ne signifie pas un désengagement à proprement parler ni un désintérêt pour des questions sociétales majeures. Nous l'avons vu, tous les acteurs de la jeunesse qui s'attachent à en faire l'analyse ont ainsi intégré l'idée désormais très classique qu'il n'y a pas tant de désengagement des jeunes mais un « engagement autrement » qui répond à une forme de défiance vis-à-vis des institutions classiques et qu'il s'agit de mieux comprendre ces nouvelles formes. Ainsi l'étude INJEP s'intéresse aux nouvelles formes de démocratie, l'étude de Centre nantais de sociologie étudie les expériences de jeunes ayant effectué un service civique, quelque part ces travaux observent ce « qui fonctionne ». En se concentrant sur des lieux de concentration de l'engagement des jeunes, la question du volume de l'engagement ne se pose pas ou peu, comme si les modèles réinventés se substituaient en nombre aux anciens par une forme d'automatisme. Or, aucune étude longitudinale ne fournit des données comparatives fiables sur l'évolution du volume et de la centralité de l'engagement chez les jeunes en fonction des générations. La présente étude n'est pas plus éclairante sur ce point au sens où elle ne prétend pas que l'engagement des jeunes est « plus faible ». Elle démontre qu'il est faible en fonction de critères classiques et que les résultats dépendent de la place et de la légitimité que l'on accorde à certaines pratiques à la fois moins contraignantes en matière de dépassement des logiques de soi mais également omniprésentes dans de multiples actes quotidiens. Si l'on se fie aux modes classiques de l'engagement en incluant trois facteurs simples, la dimension collective et physique de la pratique engagée, le dépassement des logiques de soi et la centralité⁷⁷ de la pratique d'engagement, on peut dire que les jeunes s'engagent faiblement. Ce résultat sans nuances, pris sous cet angle, vient

⁷⁶ Op.cit. p.11

⁷⁷ La centralité correspond à la place occupée par un objet social dans la représentation d'un individu ou d'une collectivité en fonction de critères objectifs, subjectifs et symbolique. On dira que la centralité de travail est importante quand la trajectoire d'un individu se construit autour de l'axe « travail », les autres dimensions de sa vie sociale tournant autour de ce même axe.

percuter les arguments de « l'engagement autrement » évoqué dans la première partie de cette étude. Il apparaît pourtant difficile de contester qu'environ 8 jeunes sur 10 rencontrés de manière aléatoire, sur la base d'un panel relativement conséquent déclarent dans un premier temps ne pas s'engager tout en manifestant l'intention de le faire, « plus tard ». Non que cette majorité ne s'engage « jamais » mais que cet engagement prend des formes « mineures » si l'on en étudie la centralité, la logique et la typologie. A l'inverse, on peut lire les mêmes résultats en pointant que quasiment tous les jeunes déploient des pratiques d'engagement dès lors que l'on intègre les pratiques de consommation et l'ensemble des pratiques ponctuelles visant à « venir en aide » ou encore la signature d'une pétition, le relais d'information, le tri des déchets etc. que regroupent les attitudes civiques. Ce hiatus est présent y compris chez les jeunes qui qualifient l'engagement à l'aune des représentations classiques et se disent engagés dès lors qu'ils perçoivent un rapprochement réel ou symbolique de trois items : l'organisation collective, la participation physique à un moment donné du processus et la forte implication personnelle (intensité et dépassement de soi). Ce sont les trois composantes qui constituent le sentiment « d'être réellement engagée » comme l'explique Leila, 27 ans, étudiante :

« Il y a s'engager et s'engager. A des moments je vais m'intéresser à des choses, je vais suivre, je vais aller à une manifestation même peut-être mais ce n'est pas le même engagement si je suis toute seule dans mon salon à balancer de l'info à un moment ou si je m'engage vraiment dans un collectif, où je donne de ma personne ou j'intègre vraiment ça dans ma vie quelque part. Là c'est pas pareil. Alors oui, je suis engagée un peu mais je ne le suis pas complètement. En fait on devrait dire que je ne suis pas désengagée mais on ne peut pas dire que je suis engagée complètement. »

Ce premier résultat est peu présent dans la recherche. Il existe une dissonance entre les critères qui qualifient l'engagement chez les jeunes et les critères qui le qualifient du point de vue de la recherche, paradoxalement de manière inversée. Les jeunes qualifient leur engagement par rapport à des critères issus des cadres classiques quand les acteurs de la recherche issus des acteurs institutionnels⁷⁸ étendent les critères pour justifier d'un maintien voire d'une augmentation de l'engagement. À partir d'une définition variable des périmètres de l'engagement, les comparaisons peuvent aller bon train, dans un sens ou dans l'autre et justifier toutes les évolutions souhaitées : *les jeunes s'engagent « plus » parce qu'on observe une augmentation du volontariat, les jeunes s'engagent « moins » car ils n'adhèrent plus aux associations sur la durée, les jeunes s'engagent parce qu'ils expérimentent des formes diverses d'expériences*, les exemples sont multiples. Cette étude positionne donc trois résultats :

- Le volume d'engagement en référence à trois cadres classiques (participation collective, intervention physique, dépassement de soi) est relativement faible, ne concernant qu'un jeune sur cinq environ.
- Les expériences d'engagement sont nombreuses mais peu fixées et le plus souvent de faible intensité. Néanmoins, de manière ponctuelle, des mobilisations à forte intensité peuvent

⁷⁸ Issus de l'éducation Populaire notamment. Ce résultat n'est pas généralisable à l'ensemble de la recherche mais témoigne d'une tendance forte dans certains rapports.

surgir. Ce résultat rejoint les travaux sur « l'incongruence statutaire », sur la phase de construction de « sous-cultures » au sein desquelles des expérimentations peuvent surgir.

- Les « attitudes civiques » qui peuvent constituer un premier palier d'engagement sont relativement fortes. Elles peuvent mêler une somme de micro-engagements qui se jouent plus à l'échelle individuelle et sur le numérique. La consommation revêt également une dimension très importante dans l'expression de ses formes nouvelles de micro-engagements.

Le tableau qui suit permet dans plus de détails concernant le rapport à l'engagement par le prisme de données quali-quantitatives. Ces dernières qui doivent être appréhendées avec prudence permettent néanmoins de quantifier les réponses en s'appuyant sur le matériau recueilli. Avant de poursuivre, il est important de noter que ces données devraient être pondérées suite à la nécessité au cours de l'étude de « redresser » le panel en allant rechercher des jeunes à l'aune de leur engagement. La réalité de l'engagement des jeunes est donc toujours inférieure aux données présentées ici. Néanmoins, les mesures effectuées produisent des résultats significatifs si l'on s'en tient aux grandes tendances.

Tableau 2 : Rapport à l'engagement

Questionnements	Répartition en %
Ressenti de l'engagement	
oui	21
non	79
Participation	
oui	24
non	76
Adhésion	
oui	18
non	82
Volonté d'agir	
oui	74
non	26
Touché par une cause au moins	
oui	93
non	7

Lecture et commentaires par items :

- 21% des jeunes se « sentent engagés ». Est mesuré ici le sentiment subjectif de l'individu. Cette mesure ne dit donc rien de la réalité objective de l'engagement mais s'appuie après recoupement sur les trois critères que le matériau permet de traduire. Néanmoins, il n'existe pas de linéarité dans le ressenti de l'engagement. Pour un faible volume d'engagement, certains jeunes se perçoivent comme des personnes engagées, ce qui n'est pas le cas pour

d'autres jeunes à la mobilisation plus importante. Ce pourcentage évolue si l'on intègre les pratiques culturelles et artistiques qui sont décrites par de nombreux jeunes, notamment relégués, comme des pratiques d'engagement. 15% des jeunes décrivent ainsi leur pratique artistique ou culturelle comme « leur principal engagement ». C'est le cas d'un jeune sur deux en milieu urbain défavorisé.

- La participation s'est mesurée à partir des actions concrètes d'engagement jusqu'à un an antérieure à la première rencontre. Par exemple si un jeune a participé à une manifestation ou une action solidaire ou tout autre action apparentée à ce qu'il définit lui-même comme une forme de mobilisation sociale, il intègre la catégorie « participation oui » à condition d'une participation physique et d'une intensité perçue comme forte par le jeune en question (fort sentiment d'engagement sur le moment). Il faut donc lire que 24% ont participé à au moins 1 pratique d'engagement durant l'année précédant l'étude. Ainsi, le pourcentage de jeunes ayant participé régulièrement à des actions, à raison de plus de 5 mobilisations dans une même année se situe autour de 7%. À l'inverse, 98% des jeunes valorise au moins une attitude civique durant l'année, 73% plus de cinq.
- L'adhésion ne prend pas en compte l'adhésion associative. Trop d'études génèrent une confusion en quantifiant l'adhésion à une association sportive (pratique du football par exemple) comme un critère d'engagement. Les données ne comptabilisent ici que l'adhésion « militante », autrement l'intégration d'un groupe ou d'un mouvement, plus ou moins formalisé, visant à défendre une cause. Parmi les 18% de jeunes concernés ils sont 5% à se décrire comme membre actif d'une entité.
- La volonté d'agir mesure la réponse à la question : « Voudrais-tu agir pour une cause ? ». la réponse est majoritairement « oui mais plus tard ». Parmi les 26% qui ne veulent pas agir, ils sont plus d'une moitié à estimer que la responsabilité de l'action revient aux responsables en place et non « aux petits citoyens qui ne peuvent rien ».
- 93% des jeunes se déclarent touchés par au moins une cause. Ces dernières sont détaillées plus bas.

Il existe donc une dissonance importante entre la volonté de l'engagement et la réalité de l'engagement. La grande majorité des jeunes se déclarent touchée par des causes, souhaite agir mais agit assez peu pour des raisons citées qui sont récurrentes : le manque de temps et la volonté de se consacrer dans un premier temps à la maximisation de leurs chances d'acquérir le statut social et professionnel qu'ils visent qui sont deux points déjà développés dans ce travail⁷⁹. Dans le prolongement de cette double polarité, se pose la question de la manière dont la volonté individuelle peut prendre corps collectivement, aspect qui sera au cœur de la réflexion sur les trajectoires d'engagement.

⁷⁹ Voir partie I.

Tableau 3 : Variations du rapport à l'engagement en fonction de la classe sociale

Questionnements	Répartition en %	CSP+	CSP-
Ressenti de l'engagement			
oui	21	32	13
non	79	68	87
Participation			
oui	24	41	11
non	76	59	89
Adhésion			
oui	18	27	9
non	82	73	91
Volonté d'agir			
oui	74	86	64
non	26	14	26
Touché par une cause au moins			
oui	93	96	88
non	7	4	12

Les jeunes issus de catégories plus favorisées se sentent plus engagés, ces derniers ayant plus et mieux intégré leurs pratiques d'engagement à leur cursus scolaire et universitaire. Ils sont aussi beaucoup plus nombreux à rejoindre des dynamiques collectives et à adhérer à un mouvement. Des écarts peuvent également être mesurés concernant la volonté d'agir, les jeunes d'origine plus modestes étant plus nombreux à exprimer leur scepticisme face à la capacité de transformation d'une action collective mais également moins nombreux à remettre en cause le système à l'aune des valeurs qu'il met en jeu. Enfin, tous les jeunes se sentent majoritairement touchés par une cause quelle que soit la classe sociale.

Tableau 4 : Variations du rapport à l'engagement en fonction de l'âge

Questionnements	Répartition en %	16-18 ans	18-25 ans	25 et +
Ressenti de l'engagement				
oui	21	13	23	25
non	79	87	67	75
Participation				
oui	24	15	26	26
non	76	85	74	74
Adhésion				
oui	18	8	25	17
non	82	92	75	83
Volonté d'agir				
oui	74	NS	NS	NS
non	26			
Touché par une cause au moins				
oui	93	NS	NS	NS
non	7			

L'âge ne fait pas varier significativement les résultats relatifs aux causes qui touchent les jeunes ou à la volonté d'agir. Par contre, on mesure un taux de participation et d'adhésion plus important après 18 ans mais également une diminution de l'adhésion après 25 ans qui vient infirmer la réalité d'un engagement plus tardif. Cela confirme l'hypothèse selon laquelle l'engagement partisan se fixe plutôt après 30 ans, une fois le parcours définitivement « stabilisé ».

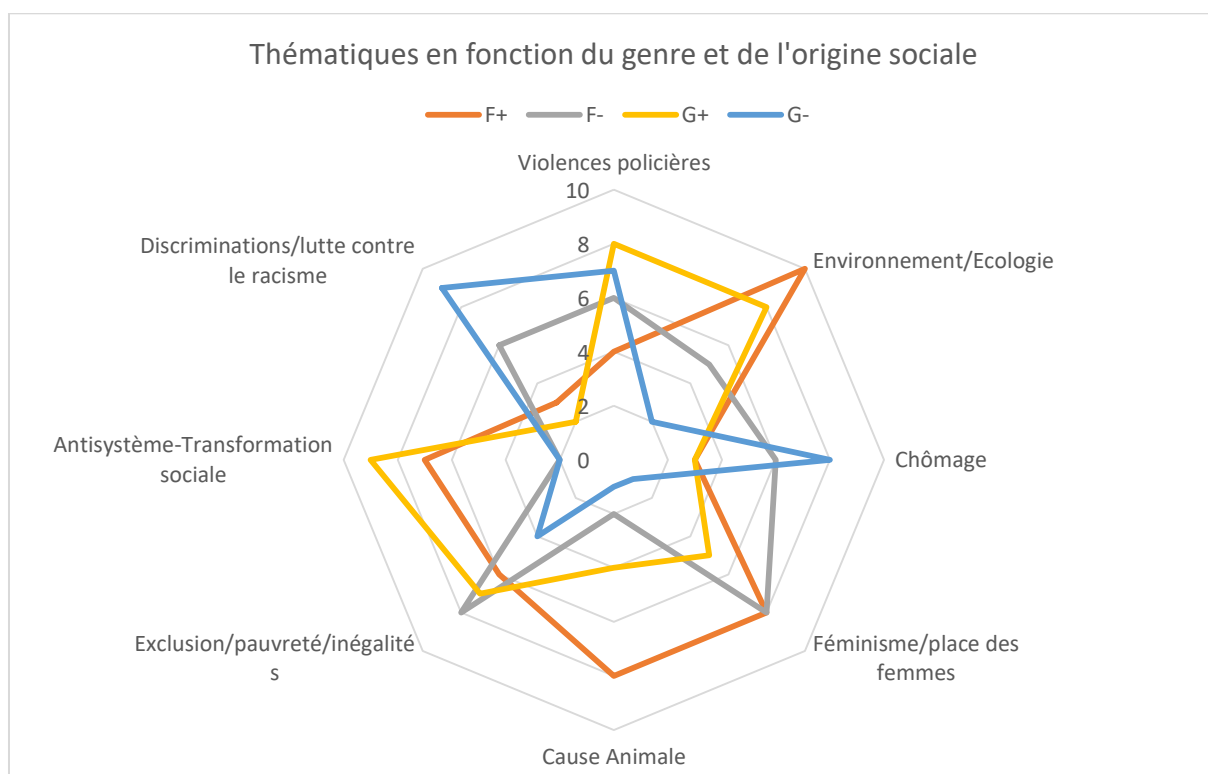
Notons que le genre et la typologie du territoire (rural/urbain) ne viennent pas réellement infléchir le rapport à l'engagement mais se mesure plutôt, nous allons le voir, sur les thématiques d'engagement mais également sur les modalités d'action.

Les thématiques défendues ne surprennent pas et sont ancrées dans le présent. Il fut par exemple étonnant de constater comment « Notre Dame des Landes » ne fut plus un sujet ni une accroche identitaire locale en matière d'engagement. Non qu'une forme de militantisme ne perdure pas dans le temps parmi les zadistes mais bien que la centralité de cette cause se soit effacée au profit d'autres.

Photographie 1 : Revendications anti « Surf Park », projet de création de vagues artificielles sur des terres agricoles à Saint-Père de Retz



Graphique 4 : Thématiques en fonction du genre et de l'origine sociale



Ce graphique met en perspective la manière dont le l'origine sociale et le genre déterminent les thématiques qui touchent les jeunes et peuvent devenir des leviers d'action ou de réaction. L'environnement et l'écologie surgissent sans surprise comme des thématiques très présentes mais constituent la source d'un engagement très marqué socialement (surreprésentation des jeunes les plus aisés) et plus féminin. À l'inverse, les questions de discrimination et de chômage touchent plus les catégories défavorisées quand les plus favorisées, plus particulièrement les garçons, s'inscrivent dans des dynamiques « antisystèmes » plus globalisantes et plus reliées à un enjeu global de refonte des logiques de gouvernance sociales, économiques et politiques. Certaines thématiques sont plus féminisées comme la cause animale avec une surreprésentation de catégories favorisées et le féminisme qui demeure encore la cause de peu de garçons. Notons que certaines thématiques n'émergent que de manière résiduelle ; on peut citer le handicap, la santé et l'ensemble des thématiques liées à la prévention.

Ajoutons que ces grandes causes transcendantes ne génèrent pas de pratiques immédiates si elles ne bénéficient pas de « stimuli » de proximité qui permettent de se sentir « à la hauteur » de la cause. Cela explique pour partie la démultiplication des attitudes civiques qui permettent d'agir, à son échelle certes, individuellement certes mais concrètement à la hauteur de ses propres pratiques et de sa quotidienneté. S'il existe des causes plus partagées et indépendantes des problématiques individuelles, nous verrons aussi que le fait d'être percuté personnellement par une cause infléchit le rapport à une cause particulière.

De manière générale, et c'est la principale conclusion de cette partie, il existe un gap entre la volonté d'engagement et la réalité d'un engagement central et mobilisateur, pour les plus critiques, entre le

degré de défiance et le degré de révolte. L'engagement concerne une frange minoritaire de la jeunesse, socialement marquée et maquillée par une masse très majoritaire qui partage la nécessité d'agir et de répondre aux enjeux. Le scepticisme majoritaire quant à la capacité des décideurs et des institutions de porter les transformations nécessaires semble également plus fort encore que les chiffres indiqués dans la première partie. Cela permet de tisser un lien avec le rejet global du politique : résultat classique, les jeunes ne voient pas dans les parties politiques des corps constitués qui puissent permettre de « changer les choses ». Plus encore, c'est tout le système institutionnel qui est remis en cause dans toutes ses ramifications d'acteurs et de dispositifs qui, malgré une intention manifeste se heurte à la méfiance, doublée du scepticisme quant à une efficacité possible.

Ajoutons une nuance aux résultats produits concernant l'engagement qui pose comme condition préalable à l'action le sentiment porté par l'individu qu'une transformation sociale est possible, thèse défendue dans certaines études sur le sujet. L'étude confirme ce résultat, dès lors qu'une pratique d'engagement s'installe sur la durée, mais de manière bien moins systématique concernant les mobilisations plus ponctuelles et réactionnelles qui sont aussi les plus fréquentes. La majorité des pratiques d'engagement s'inscrivent dans une temporalité du court terme, répondant à une problématique repérée et revêtant un caractère plus ponctuel sans pour autant être dénué d'intensité. Dans ce cas, une possibilité de transformation visible et immédiate peut certes constituer un véritable levier d'engagement comme une action écologique coup de poing sur un quartier par exemple qui permet d'agir efficacement en lien avec une cause plus générale. L'engagement est alors d'abord une relation induite par des sociabilités de proximité qui va permettre d'agir concrètement et immédiatement sur une source problématique identifiée. C'est parce qu'on a le sentiment de pouvoir modifier une situation dans un temps court (sans répondre aux grands enjeux) que l'on passe de l'intention à l'action. Pour autant, beaucoup d'entretiens ont confirmé la dissonance entre le besoin de s'engager et le sentiment que l'acte produit ne débouchera sur aucuns changements significatifs. Clélia, 25 ans, étudiante en sciences, qui déclare « participer à 2 ou 3 manifestations par an » et s'intéresser aux violences faites aux femmes illustre cela : « Je pense que ça permet d'en parler plus, de crier un moment pour que les choses changent, mais je ne suis pas dupe, ce n'est pas parce que je vais faire ma petite manif à Nantes une fois tous les quatre matins que les choses vont changer, que les mecs vont arrêter de frapper leur meuf, non ça j'y crois pas. C'est à l'État, à la police d'agir, nous on peut que constater les dégâts (...). Mais dans le fond je crois qu'on se fait enfumer, que le machisme et la phallocratie domineront le monde encore longtemps et je vais même plus loin, je me demande si les semblants de prise de conscience des personnes soient disant compétentes ne nourrissent pas le système. » Ce même mécanisme a été repéré concernant le rapport au vote qui s'inscrit le plus souvent dans un rapport intermittent en lien avec une cause particulière ou une conjoncture. Il n'est jamais mis en lien avec une possibilité réelle de transformation ce qui n'empêche pas de maintenir une pratique régulière bien que parsemée comme l'explique Marina, 26 ans, stagiaire dans une entreprise : « Je suis embêtée avec ça, parce que quelque part, le vote, nos parents et nos grands-parents se sont battus pour y avoir droit et nous on crache un peu dessus. Donc un coup je me dis quand même j'y vais parce qu'après on a plus le droit de rien dire, t'es pas

allée voter donc quelque part t'as plus droit à la parole, donc je vais voter même si ça sert à rien et parfois, comme aux élections européennes, je me sens vraiment loin des sujets et j'y vais pas. »

Nous verrons que les différentes mobilisations s'agrègent dans le temps et peuvent déboucher sur l'affirmation d'une identité d'engagement dans la reconstruction sociale d'une forme de cohérence et dès lors, faire du militantisme un vecteur plus central de l'affirmation de leur individualité. Ils peuvent alors intégrer des mouvements et participer plus fréquemment à des actions. Notons aussi que si les structures classiques sont reléguées, les regroupements informels sont nombreux n'en restent pas moins structurés en fonction de principes organisationnels classiques malgré des revendications alternatives.

Si l'intensité de l'engagement est le plus souvent faible cela n'empêche pas une forte intensité d'engagement sur des temps courts mais mobilisateurs le plus souvent à l'échelle locale. À Nantes par exemple, la mort de Steve⁸⁰ a mobilisé des jeunes comme Molly : « Pour moi, ça a été le truc qui m'a fait réagir direct. Je suis pas trop manif normalement mais là j'ai trouvé ça insupportable, j'ai eu envie de dire stop, c'est trop, ça suffit, je ne veux plus jamais voir ça. »

L'exemple des mobilisations autour de la mort du jeune homme démontre l'importance de la temporalité des enjeux mais aussi la dimension locale qui permet de relier une actualité de proximité à une problématique plus générale comme l'exprime Arthur, 22 ans, employé dans une boulangerie : « En fait j'ai vraiment compris ce que c'était les violences policières et là y'avait pas d'autres moyens que de bouger. J'avais pas mal de potes avec qui on a parlé et on a décidé d'y aller ensemble. Parce que ça donne l'impression qu'on vit en dictature et qu'on utilise des méthodes du moyen-âge. »

Photographie 2 : À Nantes, de nombreuses affiches libres et inscriptions sur les murs s'indignent des violences de l'État et de la Police en lien avec la mort de Steve



Ainsi, la thématique ne mobilise que si cette dernière est reliée à des logiques de proximité comme nous le verrons dans l'analyse des déclencheurs de l'action dans une forme d'entremêlement entre le

⁸⁰ Steve Maia Caniço est un homme de 24 ans porté disparu dans la nuit du 21 au 22 juin 2019. Son corps a été retrouvé dans la Loire plus d'un mois après. Sa disparition coïncidant avec une intervention et une confrontation avec la police, cette affaire a cristallisé les revendications et les actions de manifestations contre les violences policières.

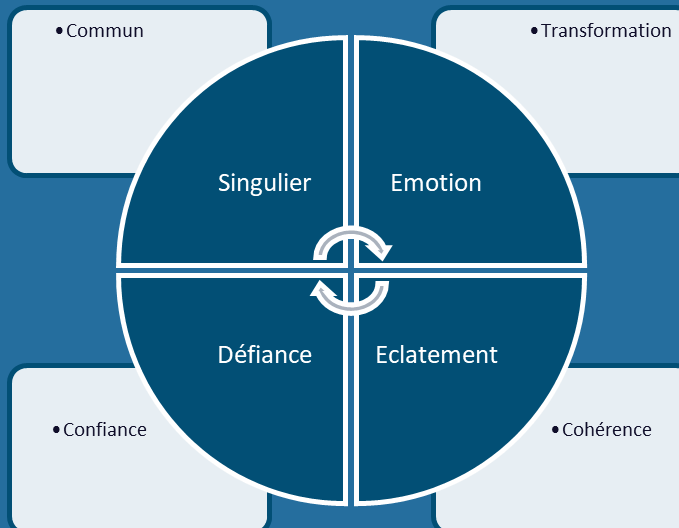
contexte local et les émotions personnelles. Les résultats montrent que l'organisation compte moins que la relation d'interaction (logiques hic et nunc). Le rôle des pairs est aussi un facteur essentiel et s'exprime d'abord et surtout dans le cadre d'une relation physique.

4. Des engagements éclatés, une constante émotionnelle et affective

La partie précédente a mis en relief comment les jeunes se sentent « touchés » par nombre de causes sans pour autant générer de la mobilisation concrète. Cet aspect dessine en filigrane un enjeu potentiellement problématique du point de vue des politiques publiques de la capacité de basculer d'une majorité de volontaires pour agir à une majorité réellement active. Deux difficultés s'opposent à cela, l'éclatement des parcours et des logiques d'engagement d'une part et l'activation simultanée du registre de l'émotion d'autre part qui sont tous les deux l'expression directe du processus d'individualisation décrit plus haut. Concernant l'atomisation des logiques de l'engagement, le processus d'individualisation a eu pour corollaire l'affaiblissement de la linéarité des parcours, la démultiplication des relations et du champ des possibles envisageables. Les engagements sont donc éclatés en de multiples possibles bien que très déterminés socialement et très cadenassés par les logiques de consommation, points développés plus avant. Dans le même temps, tout engagement quel qu'il soit est de plus en plus guidé par une constante émotionnelle très en lien avec une expérience propre. Les jeunes utilisent fréquemment l'expression « ce qui me tient à cœur » et font transpirer dans leurs propos le lien entre une cause générale et un souci hautement personnalisé. Un des moteurs de l'action va donc également tenir dans le croisement entre aspirations sociétales et vie personnelle. Karim, 23 ans, intérimaire, décrit par exemple comment tout son parcours a été jalonné de mises à l'écart injustifiées du fait de son origine maghrébine et se dit prêt à agir pour lutter contre le racisme et les discriminations, Alexia déclare s'être engagée associativement après qu'une de ses amies fût victime des violences de son conjoint, Idriss est membre d'une association humanitaire au Rwanda qui est son pays d'origine. Ce dernier ne considère d'ailleurs pas son action comme un engagement, « c'est tellement naturel, c'est un prolongement de moi en quelque sorte » explique-t-il. Tous ces jeunes mettent en perspective un rapport de plus en plus direct entre le « je » et la société, entre l'affectif et le social, entre une révolution sociale fondamentale et une constante émotionnelle.

SYNTHÈSE 5 : TENSIONS ENTRE FORMES TRADITIONNELLES ET FORMES NOUVELLES D'ENGAGEMENT

Schéma 1 : Tensions entre les formes traditionnelles et les formes nouvelles d'engagement



Les résultats permettent de définir 4 zones de tensions entre les pratiques du 19ème et du 20ème siècle et celles d'à présent. Le propos ne vise pas à distinguer strictement une époque à une autre mais cherche plutôt à montrer dans quelles mesures la mutation des formes d'engagement se transforme et rompt avec les expériences antérieures par l'imbrication très forte du diptyque individu-société et par une place toute nouvelle de la subjectivité.

- La tension la plus forte se joue entre un singulier multiple et un commun défini. Cela pose donc le problème de la définition de plus en plus complexe d'horizons communs sur la base de nouveaux principes de coopération en perpétuelle construction mais également le problème du singulier qui ne peut exister qu'à partir du commun. Un détour par la philosophie politique et notamment par les travaux d'H. Arendt⁸¹ montre bien comment l'émergence massive du subjectif et du personnel au cœur de l'espace public participe de l'effacement de la chose collective. Sans mettre en débat ici la pertinence des thèses de la philosophe, il faut au moins admettre comment l'évolution des pratiques oblige à penser l'engagement comme une expérience toujours particulière de « l'être ensemble » qui s'est peu à peu substituée à

⁸¹ H. Arendt, quelle morale pour l'action collective, T. Ménissier, 2011

une socialisation secondaire⁸² induite par des cadres collectifs prédéfinis et structurant la compréhension du monde.

- La seconde tension se comprend à travers la relation entre la transformation sociale -et donc la rationalité de l'action qui doit atteindre un but et se construit en fonction – et l'émotion qui guide toute action dans la manière dont une personne va se sentir affecter personnellement par une problématique et agir en conséquence. Ainsi, la non-participation à un parti, à une association, à un mouvement n'exprime pas pour autant un désintérêt pour des causes au contraire. Ce qui change, c'est la manière dont la dimension personnelle est reliée à des questions sociétales. Par exemple, en consommant des produits locaux achetés en vrac, je réponds à ma manière aux enjeux sociétaux que je perçois. Chacun construit ainsi ses propres logiques d'appartenance et d'implication et exprime à travers le je un rapport particulier à la société. Quels que soit les choix et les degrés d'implication, l'engagement doit se lire dans une forme nouvelle de quotidien qui rend le social personnel et le personnel social. Le contrepoint de l'engagement « faible » est donc l'engagement « partout » dans les méandres de chaque strate originale de l'individualité. La question de la rentabilité de l'action évolue donc et la perception d'une possible transformation sociale demeure centrale mais définit beaucoup plus subjectivement.
- La troisième tension concerne le rapport perçu à la cohérence d'un modèle politique, mise à mal depuis plusieurs décennies maintenant mais persistante dans la définition de repères collectifs partagés : la gauche, la droite, les chefs d'entreprises, les syndicats, les communistes, les capitalistes comme autant de blocs qui collaient à la lecture d'un monde moins complexe. La rapidité des mutations sociales s'inscrit dans une évolution très nette qui a rendu fulgurant le passage de la participation citoyenne active à celui de l'engagement individualisé et de la radicalité des logiques collectives. Entendons ici que ce qui est de l'ordre de la participation ne se joue plus dans des instances dédiées mais dans tous les espaces de la vie. La consommation en est le meilleur exemple dès lors que tout achat devient un acte de mobilisation ou de démobilitation, elle constitue la première forme d'engagement perçue par les jeunes. « Je » m'engage en consommant, symbole de l'individualisation des pratiques, la consommation permet de raccrocher des valeurs incantatoires, d'ancrer un engagement fondé sur la responsabilité individuelle et d'inscrire l'affirmation de ces valeurs dans une quotidienneté. Ce déplacement des champs définis vers des champs infinis de l'engagement oblige à reconsidérer complètement le spectre envisagé par les institutions publiques. Ce manque de prise en compte produit nombre de dissonances et d'erreurs d'interprétation sur la réalité de l'engagement des jeunes. On peut lire pour citer un exemple supplémentaire que « 46% des jeunes sont prêts à s'engager bénévolement »⁸³, ce qui est interprété comme un

⁸² La socialisation consiste en l'apprentissage de normes, de valeurs, de rôles en lien avec des statuts. Elle est définie en tant que processus tout au long de la vie au travers de la socialisation primaire puis secondaires grâce à des instances de socialisation complémentaires plus ou moins formelles.

⁸³ Étude Credoc, op.cit.

signe positif d'une réalité « cachée » de l'engagement des jeunes mais qui omet de prendre la mesure du nombre exponentiel de supports possible à l'engagement, par la démultiplication des espaces d'expression via le numérique, impossible à quantifier dans la mesure où le personnel devient social. On peut « s'engager » en un clic et intégrer en quelques secondes une dynamique.

- La dernière tension tient dans l'évolution entre la confiance a priori accordée à des institutions publiques en particulier et au système politique en général en une défiance a priori qui consiste à ne plus faire confiance à aucun des déploiements publics quand bien même ces derniers s'attachent à développer des méthodes participatives. Si la défiance n'est pas généralisée, les jeunes appréhendent l'ensemble des dispositifs publics au moins avec de la méfiance. Notons que cette tension s'exprime plus envers « le système » qu'envers les personnes. Un jeune pourra par exemple être très critique vis-à-vis des missions locales et valoriser la relation qu'il entretient avec une conseillère. À l'inverse, une relation personnelle dégradée nourrit la critique générale du système.

5. Transformation sociale et radicalité

Les jeunes les plus engagés sont aussi les jeunes les plus radicaux. Ce terme revêt une connotation nouvelle et dévoyée depuis les attentats terroristes. Pour autant la radicalité ne se réduit pas à la religion et à la violence physique. Ce qui est radical s'inscrit dans une définition littérale donnée par le Petit Larousse à savoir « qui vise à agir sur la cause profonde que l'on veut modifier ». La radicalité s'exprime donc aussi par des actions ludiques, ce qui renforce par endroit l'efficacité des actions.

Cette partie veut exprimer comment une partie des engagements les plus structurés des jeunes rencontrés se réalisent au nom d'idéologies très diverses qui se rejoignent toutes autour d'une même cause : contester l'ordre établi dans son ensemble et sous toutes ses composantes, sociales, économiques et politiques. Ainsi qu'ils soient zadistes, black blocks, jeunes communistes, anarchistes, écologistes, nationalistes, ces derniers convergent au croisement de plusieurs thématiques qu'ils perçoivent comme autant de symptômes d'une société qui va mal et qu'il faut métamorphoser de manière radicale : « La concertation, les grands débats, toutes ces choses qui sont mises en place par l'État, par les associations subventionnées, par les petits gars gentils qui viennent te dire qu'ils s'intéressent à toi, tout ça, si tu rentres dedans tu es mort, tu es foutu car tu rentres dans un système qui va te digérer et continuer à fonctionner de la même façon.(...) Je comprends que ça puisse choquer, mais si tu proposes pas une vraie rupture, il n'y a aucune chance que ça évolue il n'y a pas de vraies ruptures sans violence, c'est l'Histoire, c'est comme ça. »

Soulignons trois points importants. Le premier est le caractère « total » de l'engagement de certains jeunes dont toutes les actions sont portées par une éthique de conviction très forte et une éthique de responsabilité (pragmatisme) également très présente. Toute leur vie semble tournée vers la défense de leur(s) cause(s) ce qui bouscule les représentations d'une jeunesse dépolitisée qui sonnerait le glas de la fin des idéologies. Les jeunes les plus engagés, ceux que l'on retrouve dans les manifestations, au cœur des mouvements, agissent dans des sillons hyper-politisés qui mêlent philosophie de la réforme, réflexion (mêmes partielles) sur le modèle de transition et stratégie d'intervention. Si le volume d'engagement global apparaît donc relativement faible, les jeunes les plus mobilisés le sont pleinement et cet engagement « total » nourrit tous les champs de leur vie comme en témoigne Solenne, 24 ans militante d'un mouvement écologiste : « Il faut aller au bout, j'ai arrêté mes études, je ne veux pas d'un travail qui nourrisse le système. Chez moi il n'y a plus qu'une table, un lit et des livres, j'ai changé toute mon alimentation (...). S'engager c'est bien plus que venir à une manif, c'est tous les jours, tout le temps, batailler, convaincre. Là par exemple, je suis contente j'ai réussi à convaincre un Maire que la croissance n'est pas compatible avec l'écologie. »

Les violences policières s'expliquent par exemple par la porosité perçue entre « la police » et le « politique », la première étant le bras armé de l'autre. Aussi les affrontements avec la police sont-ils perçus comme une métaphore physique de la lutte symbolique contre l'État et donc comme une des sources premières de leur engagement.

Deuxième point, il faut ajouter que cette forme d'engagement va au-delà d'une simple défiance du système, réelle mais insuffisante pour décrire ce qui se joue auprès des jeunes les plus mobilisés.

Leur ambition profonde est moins de défier que de transformer et cette transformation nécessite, selon eux, le déploiement d'actions radicales. Ils remettent en cause de manière structurelle les processus d'assignation des individus à des places données, portés en grand nombre par une contestation anti-élite et par la volonté « d'éveiller » les citoyens, quelque part de les subjectiver afin qu'ils soient porteurs de leur émancipation et vecteurs d'une réelle transformation sociale.

Troisième point les jeunes les plus radicaux ont pour caractéristique d'être pleinement tournés vers la transformation sociale en tissant des liens incessants entre le micro, le méso et le macro social dans une logique différente des autres. Ainsi, alors qu'une grande majorité des jeunes du panel s'engage peu en intensité et reconstruit du sens a posteriori, les plus mobilisés s'inscrivent dans une réflexion guidée par la déclinaison ou la transmission de leur logique idéologique à différentes échelles. Cela n'empêche pas l'influence des logiques de proximité et de contexte mais la construction de l'engagement est différente et s'inscrit beaucoup plus dans des logiques de « carrière » au sens de Becker⁸⁴. Le sociologue envisage la carrière comme l'évolution des positions occupées par un individu dans un contexte et dans une organisation donnée. Pour Becker, c'est un « concept utile pour construire des modèles séquentiels de plusieurs types ». Transposée aux militants les plus radicaux, l'évolution de leur position s'inscrit dans des étapes explicatives du processus d'entrée dans la carrière à l'incorporation des pratiques et des modes de comportements conformes au groupe qui regroupent « l'apprentissage de la technique, la perception des effets et enfin le goût pour les effets ». Dans l'analyse des interactions liées aux pratiques d'engagement, ces dernières s'inscrivent dans une suite de « passages à l'acte » et de séries d'engagement qui composent une carrière. C'est en cela une différence fondamentale en matière de structuration et centralité de la question de l'engagement. Quelles que soient les modalités d'actions déployées (de la désobéissance civile et donc pacifique à des actions violentes revendiquées), la mécanique de carrière s'oppose à l'individualisation des pratiques d'engagement en ce sens qu'elle conserve des prérogatives fortes en termes d'organisation collective, de centralité de l'engagement (à la différence d'un engagement périphérique) et d'intensité des actions déployées.

⁸⁴ H.S Becker, Outsiders

Photographie 3 : Ouvrages relatifs aux codes de comportements dans le cadre de mouvement de contestation

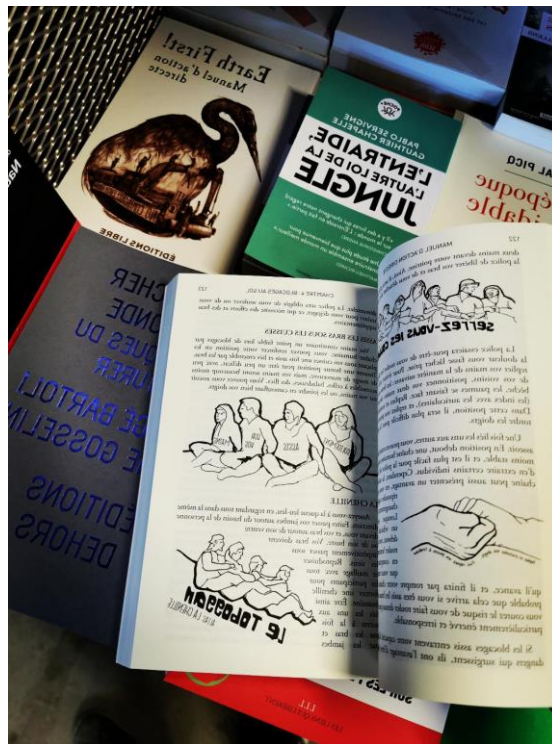


Schéma 2 : Schéma majoritaire des engagements

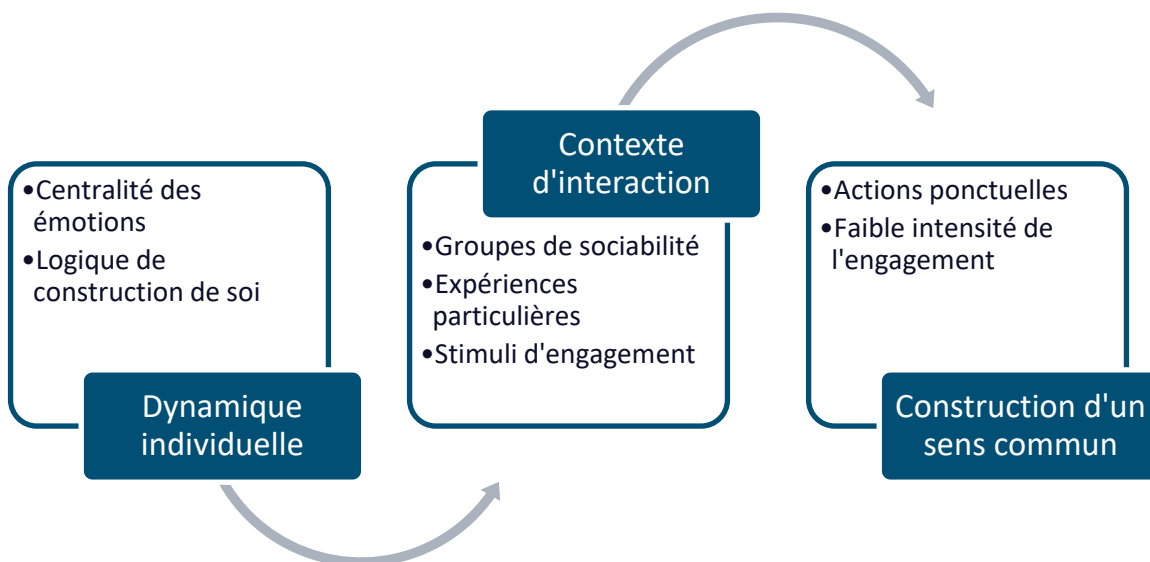
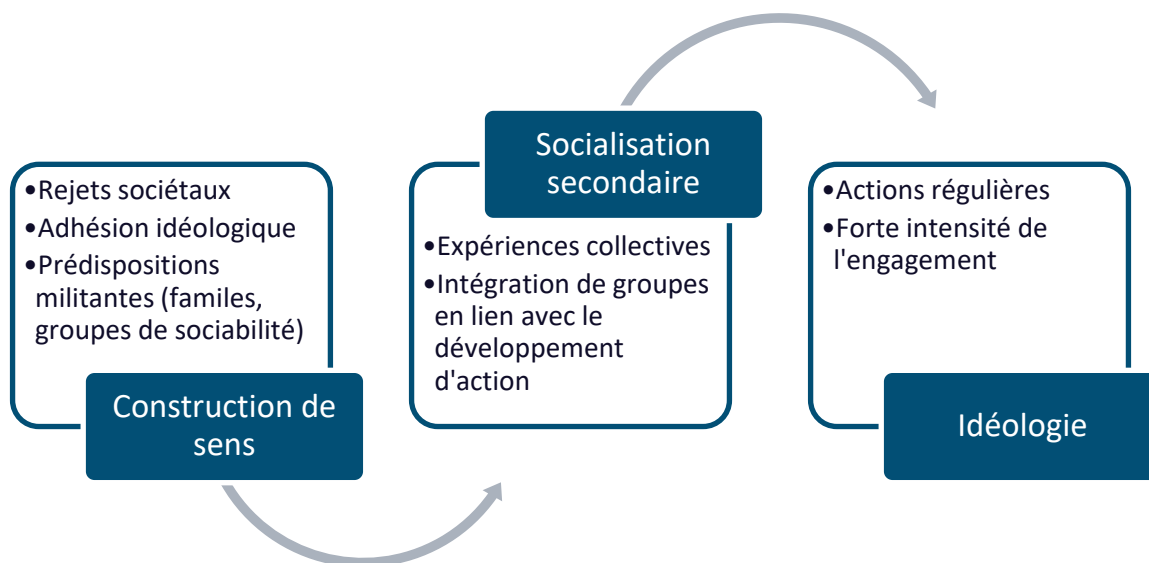


Schéma 3 : Schéma radical des engagements



Ces deux schémas permettent de mesurer les différences nettes des constructions de l'action en fonction que l'on soit inscrit dans une action à visée de transformation radicale ou pas. Comme nous l'avons évoqué, cette visée transformatrice ne se traduit pas forcément dans la violence physique, il existe également différents niveaux de radicalité si l'on s'en tient à l'échelle des actions déployées qui peuvent s'exprimer de manière physique, symbolique, violente ou pacifiste. Certains réfutent toute action violente et s'inscrivent dans des démarches de désobéissance civile, quand d'autres prônent au contraire la violence comme l'instrument indispensable d'un changement possible. Pauline, étudiante de 21 ans explique ainsi « que la violence ne mène à rien sur le plan physique » quand Mickaël, 27 ans, éducateur spécialisé pense au contraire « que la revendication passe nécessairement par la violence ».

Mais qu'ils soient violents ou pacifistes, ces jeunes ont en commun de partager une réflexion quant aux moyens d'organisation de la subversion avec des degrés de risques plus ou moins élevés mais qui font partie intégrante des formes d'action déployées. Certains théorisent même une forme de complémentarité entre les différentes méthodes et agrègent dans un tout protéiforme une dynamique d'homogénéité centrée sur le rejet. C'est ce que dit Clara, 20 ans, engagée dans un mouvement de scoutisme laïc en « refusant les actions violentes sur les individus » mais en justifiant « l'intérêt de détruire des lieux ciblés comme des Mcdo ou des banques ». Elle ajoute « En fait tout ça est complémentaire, moi quelque part, je vais pas aller casser mais je trouve bien que certains le fassent, il faut combiner toutes les actions qui vont contre le système. » Le rejet rassemble quand l'alternative à construire divise.

Il faut donc distinguer la visée d'une transformation radicale et la réflexion sur la nécessité de déployer des modes d'actions plus ou moins extrêmes. Dans tous les cas, c'est la recherche de visibilité et

d'efficacité immédiate de l'action pour porter un message qui est visée. Elle est théorisée par un certain nombre de jeunes comme un moyen de se faire entendre et comme le seul moyen d'impacter réellement. La radicalité concerne à la fois les moyens et les buts visés (transformation sociale). Notons que la pratique d'engagement peut revêtir une forte intensité tout en intégrant un résultat incertain. L'engagement existe par l'effort qui est fait pour tendre vers ses buts. On s'avance soi-même dans une volonté de transformation sociale avec l'idée que « soi » devient un ingrédient parmi d'autre qui participera d'une avancée vers un horizon alternatif.

Au cœur de ses organisations Internet et le numériques sont plutôt des outils dont on se méfie et que l'on utilise qu'à des fins plus personnelles comme l'explique Emilie, 19 ans, étudiante : « Notre mode d'action demande à ce que nos actions surprennent, donc le numérique c'est à éviter si l'on ne veut pas se faire prendre. On évite justement.

Néanmoins, il existe une corrélation entre le degré de subversion de l'action déployée et l'utilisation du numérique. Ainsi, un certain nombre de militants les plus engagés s'appuient sur le numérique pour démultiplier leurs informations et véhiculer leur message : « Le numérique, c'est notre manière de communiquer à une grande masse de gens, d'interpeller, de s'adresser à un maximum de personnes. Mais ce n'est pas le cœur de notre engagement, le cœur c'est de mettre en place des actions de désobéissance civile, le cœur il est sur le terrain, mais la lutte elle, elle est partout.

Photographie 4 : Opposition de 2 types de contestation, la désobéissance civile du mouvement « extinction rébellion » et l'affrontement physique des black blocks



En synthèse, ce tableau propose de regrouper ce qui lie l'ensemble des groupes radicaux et ce qui les distingue :

POINTS DE CONVERGENCE	POINTS DE DIVERGENCE
<ul style="list-style-type: none"> • Transformation radicale nécessaire • Rejet des élites • Rejet de l'ultralibéralisme et de la mondialisation • Importance du groupe de sociabilité Défiance vis-à-vis de la police • Méfiance vis-à-vis du numérique 	<ul style="list-style-type: none"> • Modes d'actions (violence⁸⁵ vs pacifisme) • Stratégie d'intervention (refus/acceptation du dialogue institutionnel) • Modèle politique (démocratie/dictature/systèmes communistes/gouvernement d'exception etc.) • Valorisation ou rejet de l'immigration • Taille des groupes et des organisations • Modes d'actions (violence vs pacifisme)

Deux dernières observations viennent apporter un éclairage complémentaire :

- Parmi la soixantaine de jeunes extraite du panel et concernée par cette catégorie d'engagement, une grosse moitié est étudiante avec une surreprésentation des profils Bac+ 3 ou plus. L'autre moitié est en emploi avec une surreprésentation de métiers de l'éducation, de la santé et du social qui requièrent un niveau d'étude situé entre bac + 2 et bac +8. Seuls trois jeunes ne travaillent pas et sont de niveau bac et trois autres sont lycéens. Si ces données sont à approfondir, les catégories les plus reléguées ne sont pas représentées dans le panel des engagés les plus radicaux sur le plan social⁸⁶.
- Il est important de noter comment le « métier » se substitue souvent à des pratiques d'engagement telles que citées dans ce chapitre. En effet, plusieurs jeunes comme Medhi, 23 ans indique « que (leur) engagement, c'est (leur) métier » : « J'ai pas vraiment besoin de m'engager ailleurs, de participer à des manifestations, même voter c'est pas ça qui fait mon engagement. Mais mon métier d'animateur en centre social, c'est un engagement quotidien ». Comme d'autres jeunes, leur parcours professionnel peut permettre l'affirmation d'un engagement en continu dans l'exercice même de leur profession. C'est particulièrement le cas pour des profils issus des filières de l'animation socio-culturelle.

⁸⁵ Notons que les actions violentes sont très majoritairement revendiquées par les jeunes garçons. Op.cit.

⁸⁶ Radicalisme religieux

6. Le numérique, relais et démultiplicateur

Illustration 1 : Une des nombreuses pétitions en ligne liée à la question environnementale (pacte-climat.eu)



Nous avons vu en introduction comment le numérique participait d'une révolution sociétale majeure en s'interrogeant au préalable sur l'impact de cette révolution numérique sur les pratiques d'engagement. Le premier résultat indique très nettement qu'Internet n'est à la source que d'un nombre résiduel de pratiques d'engagement à forte intensité mais qu'il est le relais essentiel des attitudes civiques et des micro-engagements en lien étroit avec l'espace personnel. Les flux quotidiens d'échanges à travers les forums et les réseaux sociaux peuvent parfois intégrer des intérêts plus prononcés concernant des « sujets sociaux » et générer des pratiques d'information voire de diffusion. Mais ces mécaniques débouchent très peu sur des actions structurées et sur une plus grande centralité d'un engagement quel qu'il soit. Quelque part, « je » participe plus que je ne m'engage, « je » m'intéresse plus que je n'agis réellement, « je » donne mon avis en sculptant « ma » personnalité au gré de causes déterminant « ma » sensibilité à partir de laquelle « je » projette « mon » désir de participer dans des horizons peu définis. Ainsi, les mécanismes plus directs, plus populaires et plus généralisés de participation à la vie politique qui sont offerts par Internet n'entraînent pas dans les faits une augmentation des formes classiques d'engagement au sens de « l'agir pour une cause dans un but de transformation sociale » mais il participe de l'activation du registre de l'émotion et de l'intérêt porté pour les grandes causes.

Pour certains jeunes qui s'engagent plus régulièrement en faveur de cause précise, Internet et plus globalement les outils numériques sont envisagés comme le moyen naturel de déployer plus

efficacement des stratégies relatives à des actions d'engagement, ce qu'explique Ali, éducateur spécialisé : « Il faut distinguer Internet en tant qu'organe politique parce qu'aujourd'hui c'est un organe politique dirigé par Google et Facebook, d'Internet comme vrai outil qui permet quand même d'organiser rapidement des actions collectives, ça c'est le vrai côté positif, avec un groupe WhatsApp tout va vite, tu peux vite mobiliser et donc agir. »

D'autres soulignent la possibilité de multiplication des espaces d'information et d'expression⁸⁷. Pour Wissam, 25 ans et militant dans une association écologique le numérique est « l'outil indispensable si tu veux exister aujourd'hui, si tu veux que ton message passe. Disons que ça nous permet de diffuser ou de relayer des pétitions, de balancer de l'info et d'être présent avec un message que l'on porte beaucoup sur les réseaux sociaux (...). Mais c'est pas parce qu'il y a Internet qu'on s'engage mais c'est la base de la communication aujourd'hui. » D'autres considèrent néanmoins qu'ils s'engagent grâce au numérique comme Sarah, 18 ans, élève de terminale :

« En fait, je reçois régulièrement des pétitions. Je regarde et je les signe. La dernière fois l'ONG m'a renvoyé un mail pour me dire que la pétition avait fonctionné. Ça m'a fait plaisir, je me suis sentie utile. » Pour autant, Sarah ne suit pas de près la politique écologique ni l'évolution des lois sur la cause animale, thématiques en rapport avec la pétition qu'elle a signée. Comme beaucoup d'autres, elle reçoit parfois des sollicitations en fonction de « zones d'intérêt » en fonction de sujets « qui la touchent plus que d'autres ». La configuration de son activité numérique la met donc plus facilement en rapport avec des informations ciblées qu'elle « relaie parfois sur les réseaux sociaux ». Sarah, étudiante qui ne s'engage pas physiquement, définit ce type de pratiques comme une forme d'engagement : « Quelque part oui, je me sens engagée, je fais suivre, je collabore à des pétitions, oui je participe en fait, je ne reste pas indifférente comme d'autres. » Plusieurs jeunes ont ainsi défini leur engagement via le numérique dans la relation entre le traitement de l'information et sa redirection comme Marie, 22 ans, étudiante en histoire de l'art :

« Pour moi déjà, s'informer c'est une première forme d'engagement. Donc le numérique c'est ça, de l'info, de la vidéo, des articles tout ça. Après il faut faire le tri parce qu'on trouve vraiment de la merde. Donc j'effectue un vrai travail de tri de l'info sur tout ce qui concerne des pratiques écologiques positives, je ne crois pas qu'il ne faut culpabiliser tout le monde. Donc je fais un vrai tri et je poste toutes les initiatives positives et concrètes en matière d'écologie. Quelque part, ça montre que c'est possible de faire des choses facilement, de chez soi sans forcément se mobiliser pendant des heures (...). Donc je m'engage comme ça, je joue le rôle de relais ».

D'autres jeunes vont plus loin dans leur engagement sur le numérique même s'ils représentent une minorité. C'est le cas du Jasmine, 25 ans, étudiante en communication :

⁸⁷ Les travaux de D. Cardon permettent de relativiser le processus de démocratisation associé à l'arrivée du numérique. Voir notamment, La Démocratie Internet, promesses et limites, 2010.

« J'ai créé une chaîne YouTube et j'ai été plusieurs fois à l'origine de pétitions. Mon objectif c'est de faire bouger les choses, pas comme suiveuse mais plutôt comme chef de meute en quelque sorte, pour réveiller les consciences et dire, allez les gars, là on y va ! (...) Sans le numérique je ne toucherais pas aussi large, ça c'est clair. »

Certains jeunes apportent des nuances dans ce qu'est et ce que n'est pas un engagement numérique comme Icham, 28 ans, employé dans un restaurant :

« Je pense qu'il y a une différence entre balancer une info que tu transfères comme ça parce que t'es choqué ou énervé et vraiment toi te positionner sur ce qu'il faut faire. Par exemple si j'envoie une photo sur un SDF en disant c'est dégueulasse c'est pas de l'engagement, mais si dans mon commentaire je propose une solution, je sais pas, un truc que j'invente et qui n'existe pas, là je m'engage. Ou alors, si je transfère une information que pas grand monde connaît, là aussi c'est un engagement parce qu'on informe. »

Les pratiques numériques jouent donc désormais un rôle de diffusion de l'information et dynamisent l'organisation des actions et la fédération de certains jeunes mais ne jouent que rarement un rôle déclencheur à proprement parler d'un engagement qui se constitue plus par le biais des réseaux de sociabilité. Les débats sur les forums ou les réseaux sociaux ne sont globalement pas perçus comme des pratiques d'engagement mais le numérique renforce la coordination des engagements des jeunes en offrant une dimension informative et opérationnelle importante.

La distinction entre une utilisation plus passive d'une utilisation plus active⁸⁸ ne permet donc que partiellement de distinguer ce qui est de l'ordre de l'engagement ou pas. Certains, malgré une consommation très passive d'Internet peuvent se déclarer engagés en quelques clics quand d'autres situeront beaucoup plus haut le curseur de ce qu'ils définissent comme un engagement. Les pratiques de consommations très nombreuses y compris chez les plus engagés qui y greffent des formes d'engagement obligent à naviguer dans les méandres de pratiques multiples pour relier des « points » d'engagement.

Concernant l'utilisation des réseaux sociaux, qui demeure très majoritairement réservé à l'espace privé, on observe néanmoins une plus grande corrélation à des pratiques d'engagement chez des catégories plus favorisées qui sont elles-mêmes plus représentées dans les cadres plus structurées. C'est un résultat complémentaire intéressant, plus les formes d'engagement sont instituées plus le relais numérique est jugé pertinent, plus les formes d'engagement sont « alternatives » (éloignées des cadres institués), plus l'utilisation d'Internet est pensée de manière informative, complémentaire, minimale voire déconnectée complètement de pratiques d'engagement qui passe par une dimension physique qui demeure centrale. Clément, militant Black Block explique : « Internet c'est Big Brother,

⁸⁸ Nagy 2013, repris dans Point de vue sur la jeunesse, les jeunes à l'heure du numérique, Conseil de l'Europe

on évite, plus tu luttas contre le système plus tu t'éloignes du net, sinon t'es dans le jeu (...). Sans parler des risques de repérage. »

Chez les publics les plus défavorisés, Internet n'est jamais un vecteur d'engagement mais plutôt un outil de partage et de valorisation d'une culture commune, particulièrement dans les quartiers relégués. L'image et la musique jouent par exemple un rôle d'affirmation de soi par rapport à ses goûts ou ses pratiques dans des stratégies de mises en scène aux faibles vertus revendicatrices dans le sens où elles ne sont pas partagées au-delà des cercles de pairs. La participation numérique est donc déterminée par deux aspects : l'origine sociale et le rapport de tension avec les cadres institués. En forçant le trait, les pratiques numériques d'engagement institués concernent plus les catégories favorisées, les pratiques de consommation les catégories défavorisées. Le numérique permet notamment un rapprochement d'une frange des catégories les plus aisées aux cadres institués dès lors qu'ils s'engagent de manière plus « stratégique ». En cela le numérique est un démultiplicateur des mécanismes de relégation sociale par l'appropriation catégorielle des faisceaux d'expression. Plus encore, malgré des modifications profondes en matière d'organisation de la vie sociale, la révolution numérique masque le maintien de réalités stratifiées et n'impacte au fond que les modes d'organisation et de valorisation des actions conduites. Mais l'idée de renversement de l'ordre établi grâce à des mécanismes de participation directe, populaire et généralisée est fautive. L'engagement demeure encore souvent perçu comme un acte « physique » plus agencé par la combinaison des liens forts et des revendications de reconnaissance pour les catégories défavorisées, plus structuré par des liens faibles et par des actions « globales » pour les plus favorisées (relier des causes globales à des actions locales).

L'engagement numérique s'inscrit également dans un rapport de pouvoir entre les générations (autour d'un outil clivant qui remet en cause les modèles traditionnels) qui doivent, outre comprendre les mécanismes d'utilisation du numérique chez les jeunes répondre à la distorsion entre les publics visés et les publics qui se saisissent des possibilités offertes. La problématique tient plus d'un déficit de demande, de temporalités dissonantes et d'écart en matière de capital institutionnel.

7. L'engagement, pratique bourgeoise

Le titre de cette partie est volontairement provocateur mais veut mettre en avant un résultat fort et très peu mis en avant dans les analyses sociologiques en matière de jeunesse : la reproduction sociale demeure une constante et elle ne fonctionne pas de manière inchangée. Ainsi, la libéralisation des parcours d'engagement émancipés chez les jeunes des structures classiques et plus verticales, la mise en transversalité des actions, la liberté des opinions et la multiplication des possibles et des expressions que semble indiquer possible le numérique ne s'est donc pas accompagnée d'un fléchissement des réalités de stratification sociale. Il suffit de se promener au gré des marches pour le

climat pour mesurer le changement de place d'une population, le départ de populations issues de l'immigration et l'arrivée de population « blanches », il suffit de lire la composition des panels des études concernant les jeunes qui s'engagent pour comprendre que la lutte se construit différemment selon les classes.

Le problème tient dans le fait paradoxal que les jeunes les plus touchés par des difficultés objectives (chômage, précarité, exclusion, ségrégation) sont exclus des zones de polarité de l'engagement, qu'elles soient physiques ou numériques. Non que ceux qui s'engagent soient tous issus de catégories « très favorisées » mais bien qu'une infime partie des plus démunis soit représentée. Les acteurs les plus affectés par la présence d'un ordre social qu'ils caractérisent par la domination, l'inertie et/ou l'injustice ne sont pas ceux qui en souffrent le plus. Le paradoxe se prolonge par le fait que les uns participent sans le vouloir à la reproduction voire aggravent les phénomènes de ségrégation en monopolisant la parole politisée au détriment des classes les plus reléguées. Cela engendre des tensions autour de la confrontation de différents systèmes normatifs desquels découlent des enjeux et des thématiques prioritaires différentes. Cela pose surtout un problème politique majeur de représentativité dès lors qu'une partie se prend à défendre un certain nombre de problématiques au nom d'un intérêt collectif partagé par le plus grand nombre sauf par les plus démunis. Or, s'il ne s'agit pas de débattre ici sur les bons fondements des causes défendues, la paupérisation importante d'un nombre non négligeable de jeunes entraîne un décalage entre une minorité engagée dans la transformation sociale qui s'approprie l'espace public et une réalité silencieuse qui se sent abandonnée dans la prise en compte de ses problématiques. Car le second problème tient dans le décalage entre un discours passionné, porté par une idéologie politique forte, et le rapport distancié d'autres des jeunes portés par un quotidien problématique mais politisés autrement, à l'aune de la mise à distance qu'ils subissent et de la reconnaissance qui leur est due. Un troisième problème naît alors du contenu de ce discours qui consiste à minimiser la réalité objective de ses dissonances sociales en feignant d'entrevoir des logiques de mixité. Marie, membre d'un collectif féministe et d'un mouvement politique d'extrême gauche décrit son malaise face à cette question : « C'est clair que quand on regarde, on peut pas nier qu'on se ressemble tous, t'as pas un black et pas un magrébin, pas un gars des cités... Je me le dis souvent... mais je ne sais pas trop comment faire, on est vraiment ouvert mais quelque part on arrive pas à se comprendre, on est pas sur les mêmes sujets, pourtant je supporte pas les inégalités et je sais qu'ils en subissent beaucoup plus que moi. »

Les jeunes les plus en difficultés se sentent d'autant moins concernés que la parole relayée par « d'autres » leur semble très à distance de leurs problèmes, ce qui renforce de manière bien indirecte, le sentiment de mise à l'écart comme témoigne Youss, jeune des quartiers de Nantes Nord : « Ils me font rire les bobos avec leur lutte pour l'environnement, ils ne savent pas ce qu'est la discrimination au quotidien. J'appelle ça des racistes de gauche, y'en a plein, ils se donnent bonne conscience mais en fait, on est pas réellement leur problème, ils font semblant de s'intéresser à nous mais ils ne s'intéressent qu'à eux-mêmes ».

C'est par le biais des pratiques artistiques et culturelles qu'ils expriment plus particulièrement leur engagement. Youss ajoute :

« Quelque part, quand j'ai quelque chose à dire, je le dis par le rap, par la danse, par ce que j'exprime sur scène. Je m'engage au sens où je dis ce que j'ai à dire et que ça me semble le seul moyen d'être entendu. »

Les parties qui vont suivre se veulent volontairement plus schématiques et répondent à une volonté d'entrer de manière intelligible dans la complexité des situations par des principes de modélisation. En premier lieu seront modélisés les moteurs de l'engagement et les déclencheurs de l'action avant d'intégrer ces premiers modèles dans des modèles de trajectoires plus larges. Chaque modèle visera également in fine à hiérarchiser les différentes typologies ou catégorisations en fonction de leur représentativité au regard du panel étudié. Enfin, une construction idéal-typique des différentes catégories de « jeunes engagés » sera proposée et mise en lien avec le rapport à la pratique numérique, aux cadres institués, à l'impact de l'actualité locale et des logiques de territoire et la structuration des engagements dans la fréquence et dans l'intensité.

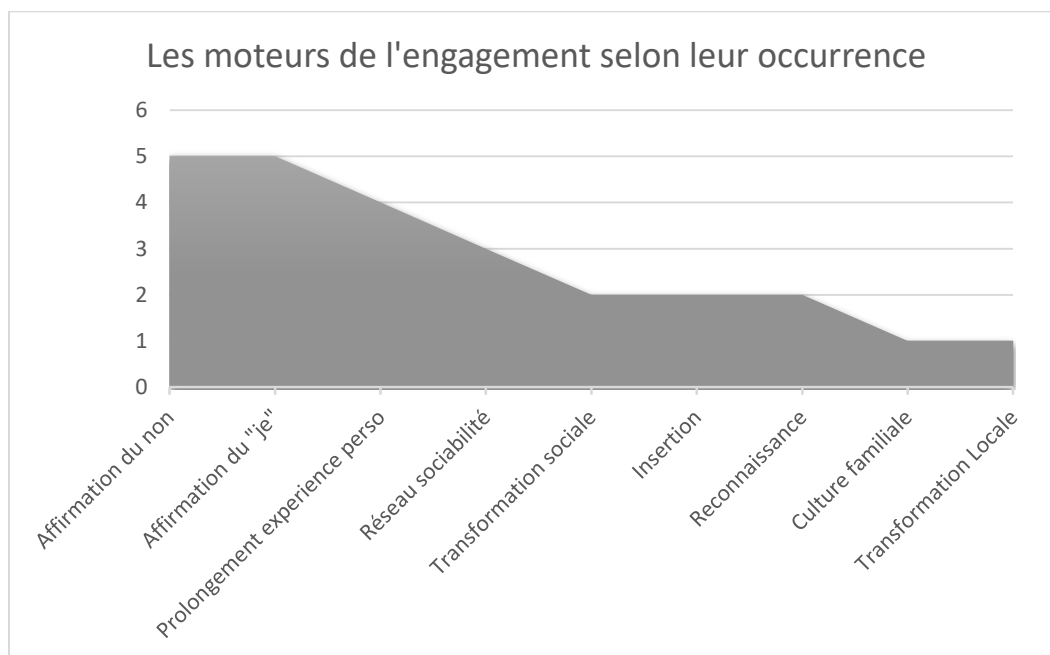
B. Les moteurs de l'engagement et les déclencheurs de l'action

1. Analyse des moteurs qui portent les actions

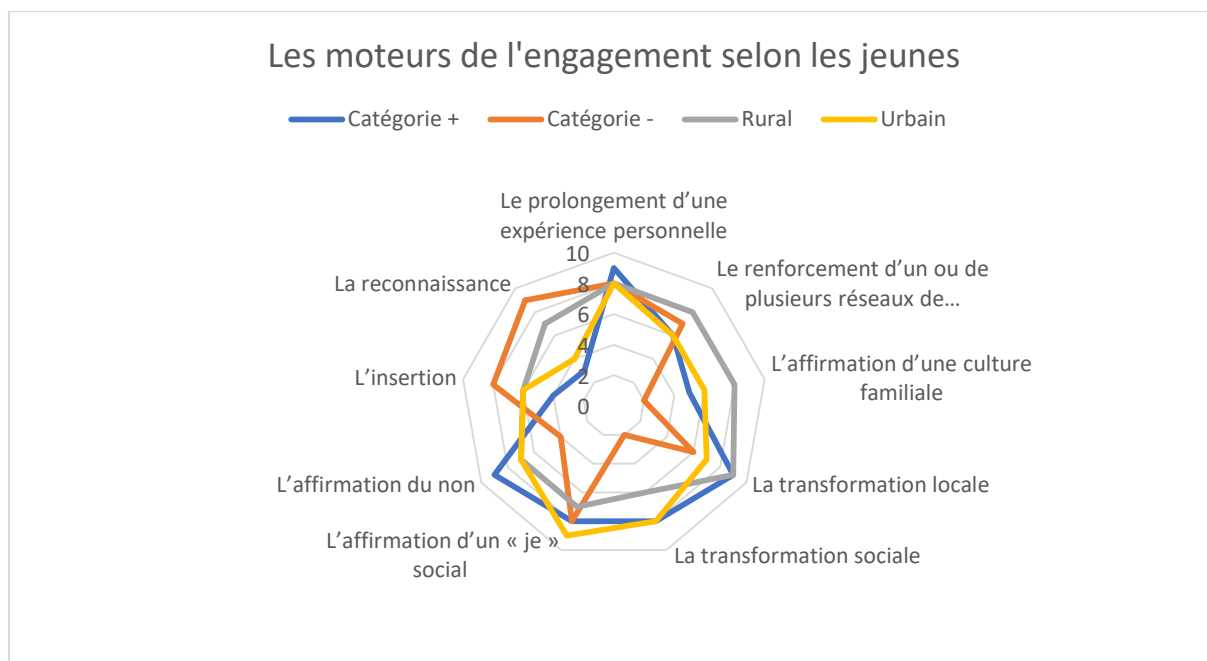
Les moteurs de l'action ont été définis à partir d'une analyse axiologique des « raisons d'agir » les plus importantes. Ils répondent à la question des fondements de l'action et la modélisation s'est attachée pour chaque jeune interrogé à faire émerger « LA » raison principale qui fondait son action bien qu'il aille de soi que la complémentarité des moteurs soit possible. Les déclencheurs jouent en quelques sortes le rôle de « détonateurs », ils sont une donnée toujours contextuelle qui va transformer l'intention en action. Deux remarques sont nécessaires avant de poursuivre l'analyse. La première appuie le fait que le déclencheur de l'action ne dit rien du moteur de l'action. Par exemple, l'influence d'un groupe de pair peut conduire à agir pour plusieurs causes différentes sans qu'une distinction de la mécanique de passage de l'intention à l'action ne puisse être établie. La deuxième remarque est que le moteur de l'action ne permet pas de déduire des modalités d'action. Par exemple, le moteur de l'action peut être la lutte contre le réchauffement climatique ou encore l'insertion sociale sans que l'on puisse deviner quelles modalités d'action vont être déployées.

Nous avons choisi de nous intéresser d'abord aux moteurs de l'engagement avant d'interroger quels en sont les déclencheurs de l'action.

Graphique 5 : Les moteurs de l'engagement selon leur occurrence



Graphique 6 : Les moteurs de l'engagement selon les jeunes



Les moteurs sont détaillés ci-dessous par ordre d'occurrence du plus fréquent au moins fréquent en notant bien que les logiques combinatoires sont nombreuses. Un même jeune peut ainsi décrire plusieurs moteurs à son engagement.

Occurrence forte : autour de 9 jeunes sur 10 concernés par au moins l'un des moteurs suivants :

1. L'affirmation du non

Dire non, dire stop, dire ça suffit, manifester son désaccord, l'affirmation du Non est l'un des principaux sinon le principal moteur de l'engagement et peut aussi en être le déclencheur. Tristan comme la plupart des jeunes qui justifient leur engagement quelle qu'en soit la forme l'exprime de la manière suivante : « On ne peut plus accepter de vivre dans un monde où des gens se gavent quand d'autres crèvent, où la planète brûle pendant que nos dirigeants s'en foutent, où le CAC 40 dirige, je veux dire c'est tout un rouleau compresseur qui écrase les gens, qui nous écrase, et il faut absolument le stopper. » Tristan sera beaucoup plus évasif sur les alternatives proposées, plus attaché comme une grande majorité à pointer ce contre quoi il s'agit d'agir. Les discours ne sont pas tous systémiques et le moteur du dire Non intervient aussi sur des thématiques précises en fonction de logiques et d'actualités locales. L'exemple de la mort de Steve à Nantes en est le parfait exemple.

Ce moteur est une constante des pratiques d'engagement et s'inscrit dans le prolongement de la défiance vis-à-vis du système en général et de causes en particulier. Une logique de réaction et d'opposition crée un mouvement collectif qui permet de « s'élever contre » sans recherche de consensus sur l'alternative proposée. Il démarre de l'influence sur soi (impact d'un évènement par exemple) pour influencer ensuite la constitution d'une structure (impact de la somme des actes individuels sur la structure qui porte l'action) ce qui explique la dimension protéiforme des engagements. L'influence sur la cible (transformation sociale) n'est jamais ici le premier objet.

Les actions s'inscrivent dans des fréquences variables, de faible intensité sur le numérique et de forte intensité à l'échelle physique.

2. L'affirmation d'un « je » social

Ce moteur répond à plusieurs réalités. Comme Léo, 21 ans, étudiant, il permet en premier lieu d'affirmer sa personnalité et de dire « qui on est » : « Je ne m'engage pas dans du collectif parce que je n'ai pas le temps. Ça ne veut pas dire que je suis en désaccord mais disons que j'agis à ma manière en modifiant mon comportement. Je tri mes déchets, je fais attention à ce que j'achète, je consomme local par exemple. »

La pratique d'engagement s'inscrit dans le cadre d'une logique autocentrée de valorisation qui passe par la consommation, moyen perçu comme le plus « atteignable » pour participer d'un engagement mais aussi par des « micro-engagements » plus ponctuels comme « un voyage humanitaire » ou une action ponctuelle de participation citoyenne. Cette catégorie se caractérise par un engagement de faible intensité. Il s'inscrit dans un rapport favorable faible investissement/rentabilité de l'action. Il demande peu d'efforts pour des résultats possibles et permet de multiplier les interventions peu engageantes qui correspondent plus à des « attitudes civiques » qu'à des engagements.

3. *Le prolongement d'une expérience personnelle*

Malika, 24 ans, décrit les fondements de son engagement : « Je n'étais pas quelqu'un de particulièrement engagée, vraiment pas, disons que je menais ma petite vie tranquille et que j'avais pas trop à me plaindre. J'ai ma sœur qui a eu un accident et qui du jour au lendemain s'est retrouvée dans un fauteuil. Et là j'ai découvert ce que c'était que vivre handicapé parce que tout le monde s'en fout en vrai, tout le monde et moi avant ça quelque part je m'en foutais aussi. Alors depuis je me suis investie, en aidant ma sœur j'agis aussi pour une cause. »

Cet extrait qui concerne un engagement auprès des personnes handicapées n'a pas été choisi au hasard. Il illustre bien comment un évènement de vie qui percute de près la vie de Malika détermine un engagement futur. Le handicap a été une cause très peu citée par les jeunes lors des entretiens (4 fois seulement) et seulement par ceux qui connaissaient suffisamment une personne dans cette situation. Il en va de même pour beaucoup d'autres engagements et ce, indépendamment du sexe, de l'âge, du territoire. Les catégories favorisées sont légèrement surreprésentées grâce à une meilleure capacité à trouver des ressources et des espaces favorables au développement de leur nouvel engagement. Ce moteur de l'action fut présent dans de nombreux entretiens notamment pour des causes qui touchent plus directement des personnes (racisme, violences faites aux femmes, cause animale par exemple. » Ce moteur se caractérise par une durée et une fréquence en lien avec le degré « traumatique » de l'expérience vécue, les actions sont combinées entre physique et numérique.

4. *Le renforcement d'un ou de plusieurs réseaux de sociabilité*

Quentin est employé d'une entreprise de grande distribution et déclare « réfléchir à son orientation » : « Disons que je me questionnais un peu sur ce que je voulais faire de ma vie parce que les études pour faire des études je ne trouve toujours pas le sens. J'avais un groupe d'amis qui était déjà investis dans un groupe et au départ j'ai fait quelques manifs avec eux un peu par hasard. Et puis on est devenu pote puis amis et aujourd'hui on partage des vraies convictions. J'ai suivi le truc au départ mais maintenant je suis convaincu et c'est moi qui en entraîne d'autres avec moi. »

Certaines actions renforcent les réseaux de sociabilité qui, plus qu'un simple déclencheur, constituent le moteur principal de l'action : « Quand tu lances des pierres sur les flics avec un pote, que tu te bats avec lui, quelque chose se passe qui te lie vraiment. Ce qui est important en premier c'est le groupe, c'est qu'on soit ensemble et solidaire » déclare de son côté Alex qui a intégré un mouvement qui prône la violence révolutionnaire.

Ce moteur est très majoritaire dans les entretiens et détermine l'engagement sur la durée. Il peut participer de la construction de carrières militantes en jouant un rôle de socialisation secondaire⁸⁹. Pour les nombreux cas d'engagement plus ponctuels, la sociabilité est également un élément central

⁸⁹ Voir définition p.59

de l'action qui permet de se positionner vis-à-vis d'autres dans une logique de construction de son identité personnelle. Il semble plus présent encore en milieu rural en lien avec des logiques d'interconnaissance plus marquées et un besoin « d'agir ensemble » plus prononcé. C'est également un fondement plus important pour les catégories plus défavorisées, plus soucieuse d'intégrer un mouvement existant en groupe qu'individuellement. Notons enfin que le numérique joue alors un rôle fondamental dans le renforcement des réseaux de sociabilité et dans la construction d'un discours commun. De même, les mobilisations de fortes intensités peuvent jouer un rôle de rite fondateur de la solidarité entre pairs.

Occurrence faible : 3 jeunes sur 10 sont concernés par au moins l'un des moteurs suivants :

5. La transformation sociale

Ce moteur correspond le plus au terme militant (étymologiquement celui qui combat, celui qui lutte). Elsa, 27 ans, enseignante vacataire l'illustre bien dans ses propos : « Si j'agis, ce n'est pas pour faire une bonne action et me donner bonne conscience, c'est parce que j'ai un idéal à défendre et que ça fait partie de moi. »

C'est l'idéologie qui prédomine et permet d'agréger plusieurs thématiques d'action. La particularité est que les jeunes concernés portent de manière axiologique la transformation sociale, moteur traditionnel de l'engagement « classique », s'exprime aujourd'hui sur les « bordures » du politique et porte des modes d'action dont les fondements sont basés sur la rupture, qu'ils soient violents ou pas. Le rejet en valeur se traduit par une recherche théorisée de violence dans le cadre de mouvements néanmoins structurés.

La transformation sociale concerne beaucoup plus les jeunes diplômés et insérés et revêt une dimension plus urbaine.

6. L'insertion

L'objectif premier est de s'insérer et en particulier par le biais de l'emploi. L'engagement participe d'un renforcement plus ou moins conscient de la stratégie d'insertion. Le processus de construction de l'engagement confronte des logiques de rationalité, d'affirmation des émotions et de mise en cohérence biographiques. La dynamique n'est pas la même en fonction des catégories sociales en matière d'efficacité mais la logique demeure identique. Pour Kyllian, en emploi, l'expérience est décrite positivement : « Je voulais travailler dans le social, ça a toujours été mon but, donc oui, j'ai vraiment fait du bénévolat en fonction des opportunités que ça pouvait m'offrir, quelque part montrer d'abord ce que je valais et ça a fonctionné. » Ce moteur répond en partie aux dynamiques décrites dans le cadre de l'étude sur les services civiques et renvoie à la difficulté des jeunes les moins insérés qui projettent à travers le service civique une insertion possible et se trouvent démunis à la sortie du dispositif.

Notons que ce moteur peut se transformer au gré d'un processus de subjectivation par la pratique et par l'expérience qui, par la rencontre entre une volonté d'agir et un métier peut devenir structurant d'un engagement dans le temps. Lorsque le moteur de l'engagement-insertion aboutit à l'exercice d'un métier, il peut structurer dans le temps un engagement autour des causes qu'il induit. Néanmoins, la non-transformation de l'engagement en emploi génère à l'inverse des phénomènes de démobilisation pour des actions « qui ne servent à rien » sur un plan plus personnel.

Ce moteur s'inscrit dans une relation plus forte aux cadres institués et à l'engagement physique. Il peut générer à la marge des pratiques « non-instituées » complémentaires.

7. La reconnaissance

La raison fondamentale de l'engagement concerne ici la recherche de reconnaissance qui répond au sentiment de mise à distance sociale. Les jeunes les plus en difficulté sont les plus concernés dans le sens où certains jeunes identifient leur propre trajectoire comme un défi social qui oblige à une « réussite malgré tout ». C'est en ce sens une forme de militantisme décrite par Younes : « Réussir dans ce quartier, tout le monde en a envie, y'a beaucoup d'envie et quelque part c'est un vrai combat pour qu'on se sente respecté. Et pour être respecté, il faut gagner de l'argent ou être connu, là tout d'un coup y'a moins de racisme et les gens te regarde différemment. Notre engagement à nous il est tous les jours, c'est pas un truc style écolo pour se donner bonne conscience. » Pour autant, ils ne rejettent pas en bloc le modèle méritocratique dominant. Plus éloignés des causes « actuelles », ils cristallisent leur engagement sur la volonté d'être respectés et quelque part, veulent faire partie du système plus qu'ils ne veulent le changer.

Ce moteur concerne les jeunes urbains défavorisés, particulièrement les garçons. Il fait ici appel à Merton dès lors qu'il s'agit d'utiliser des moyens illicites en fonction de buts licites ou valorisés socialement. Cette catégorie rejette les autres formes d'engagement qu'ils minorent au regard du faible rapport qu'elles entretiennent avec leur condition de relégué. Il passe en premier lieu par une revendication artistique.

Occurrence très faible : moins d'1 jeune sur 10 concerné par l'un des moteurs suivants :

8. L'affirmation d'une culture familiale

Manon, 20 ans se décrit « comme une fille de militant » : « Pourtant mon père ne m'a rien transmis de son militantisme. Enfin je veux dire que je ne partage pas du tout ses idées mais quelque part, il m'a transmis de toujours avoir un esprit critique et il s'est toujours engagé, donc oui, il y a quelque chose de très familial dans le débat, dans l'idée qu'il faut agir. »

L'affirmation d'une culture familiale demeure un moteur assez minoritaire assez peu formalisé par les jeunes. La raison principale est que les modalités d'action et les thématiques centrales ont évolué ce qui nourrit le sentiment d'une rupture générationnelle. Pour autant, il existe un lien important entre engagement d'un des deux parents et affirmation d'un engagement des jeunes.

Ce moteur est plus présent au sein des catégories favorisées. Néanmoins, nous verrons que la proximité en tant que telle est plus un déclencheur qu'un moteur.

9. *La transformation locale*

Lucas, étudiant de 20 ans se déclare « assez sceptique sur le fait que les choses puissent vraiment changer » : « Ce qui me mobilise, c'est ce que je peux faire directement près de chez moi, ce qui fait que je vais vraiment faire quelque chose qui va évoluer et que ça ne servira pas à rien. Je pense pas qu'à l'échelle des gouvernements, des réformes vont permettre de rendre le monde plus juste ou des choses comme ça. Par contre, dans ma ville, là je pense qu'on peut mettre des choses en place et que ça passe par là. On le voit bien, il y a des villes plus ou moins en avance sur les questions d'environnement et c'est plus facile d'interpeller les décideurs. Je ne défends pas de cause en particulier mais si un sujet me touche et qu'il y a une action possible alors là oui, je me bouge si quelque chose de concret se fait. »

Chez certains jeunes, la proximité joue un rôle prépondérant car elle donne le sentiment de pouvoir influencer directement son environnement de vie, particulièrement sur les territoires ruraux. Elle permet dans un second temps de relier ses pratiques à un engagement plus global. Ce type de moteur est plus présent en milieu rural.

2. Analyse des conditions de déclenchement d'une pratique d'engagement

Cette partie vise à analyser finement quels sont les facteurs qui, mises de côté les thématiques et les causes fondamentales de l'action, permettent de mieux comprendre les conditions du passage de l'intention en action.

Schéma 4 : Logiques de déclenchement d'une pratique d'engagement



Les déclencheurs d'une pratique se répartissent en plusieurs catégories qui peuvent s'interpénétrer mais qui constituent toutes une **opportunité** : beaucoup de jeunes se disent prêt à agir sans matérialiser réellement les possibilités et les conditions de cet agir. S'ils parviennent aisément à réfuter l'idée d'une mobilisation initiale trop contraignante et trop engageante sur la durée, la manière dont il pourrait agir demeure extrêmement floue. C'est souvent une rencontre, une dynamique de relation, une possibilité d'agir concrètement qui va permettre de passer de l'intention à l'action. Cette opportunité peut prendre différentes formes que les items ci-dessous peuvent nourrir :

- **La réaction** : il est nécessaire de distinguer l'opportunité de la réaction. Le déclencheur est aussi réactionnel, particulièrement lorsqu'un évènement survient. Cet évènement peut-être :
 - Une actualité sociale qui soulève la contestation ou le rejet (variable dans le temps)
 - Un évènement dramatique qui soulève l'indignation Un enjeu personnel qui surgit dans l'expérience particulière d'un jeune (emploi notamment) L'évènement de vie: il correspond à une expérience particulière, qui au-delà d'un enjeu inhérent à la réalisation personnelle va venir percuter la vie d'un jeune. Cela peut-être un accident, une agression, une maladie dont la dramaturgie nourrit une sphère émotionnelle déjà saturée et pousse à agir.
 - La rencontre d'un autrui complémentaire : cela peut-être une personne « marquante » du cercle familial ou amical (plus fréquent), un professionnel (ou de manière plus résiduelle et déterminée un dispositif) qui viennent relayer une envie participer à des dynamiques d'engagement.
- **La proposition du réseau de pairs** : au cœur de la sociabilité juvénile, des dynamiques de groupe fédératrices peuvent conduire à des propositions d'engagement.

-
- **L'émergence d'un évènement de proximité** : il peut permettre de médiatiser une intention collective et de stimuler l'action individuelle. Plus une actualité, une action ou un évènement se développe localement, plus elle va stimuler l'engagement en déplaçant un enjeu global et abstrait vers une possibilité d'y répondre de manière concrète.
 - **La possibilité perçue d'agir vite et efficacement** : elle stimule le démarrage d'une action en offrant une rentabilité immédiate et en donnant le sentiment de participer efficacement à la défense d'une cause. L'efficacité immédiate permet d'intégrer des formes multiples de micro-engagement.
 - **Les prédispositions numériques** : elles permettent de s'informer, en fonction des alertes positionnées et du degré d'intérêt préalable à un sujet et peuvent déclencher une volonté d'agir en amont du relais fourni par les réseaux sociaux. Le numérique constitue néanmoins un déclencheur moins fréquent que les autres.

3. Les amplificateurs après les déclencheurs

Les amplificateurs peuvent être des déclencheurs et inversement. Par exemple, le réseau de pairs peut jouer un rôle déterminant à différents niveaux de la trajectoire d'engagement. Il peut en être à l'origine (déclencheur) mais aussi intervenir plus tard et jouer dans un second temps un rôle d'amplificateur au sens où un jeune va être « propulsé » vers un niveau d'intensité de pratiques alors plus porteuses de sens. Les mêmes déterminants potentiels, en fonction du moment où il s'active, modifie le processus de construction des pratiques en jouant un rôle différent. Autre exemple, l'évènement de vie peut intervenir après le déclenchement d'une pratique d'engagement comme un amplificateur qui conduira à une augmentation de l'intensité, potentiellement de la fréquence et de la structuration d'une forme d'engagement plus pérenne. La compréhension des trajectoires d'engagement passe donc par la capacité à appréhender des logiques combinatoires complexes.

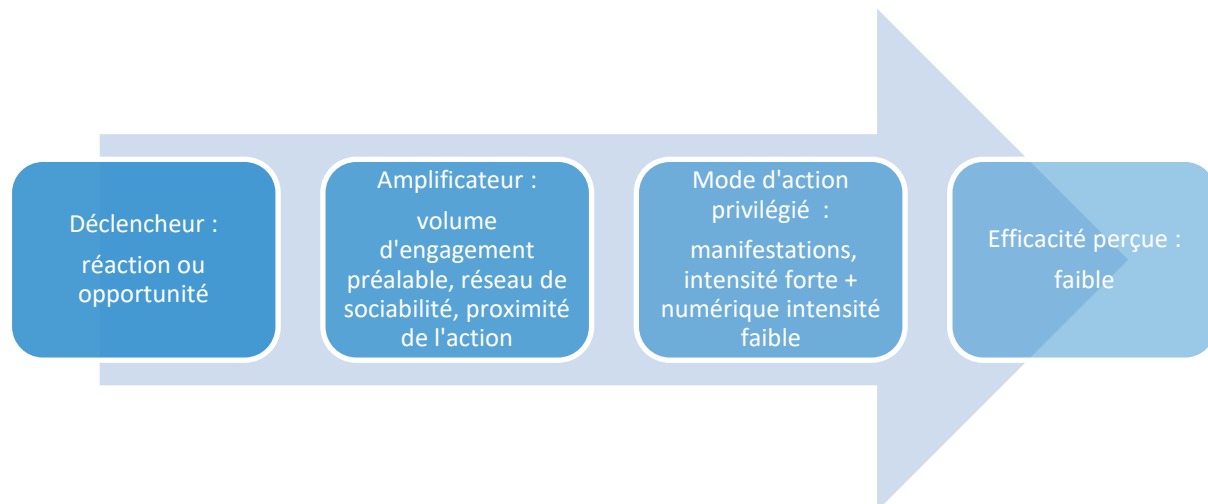
4. Construction idéal-typique des trajectoires d'engagement

Neuf trajectoires ont été établies en fonction des moteurs de l'engagement. Il est important d'appréhender ses modèles comme des évolutions possibles de la trajectoire d'engagement elle-même et non comme la trajectoire globale d'un jeune. Elles sont décomposées en quatre parties :

1. Le déclencheur dont l'occurrence avec le moteur de l'engagement est la plus importante
2. L'amplificateur le plus fréquent qui peut venir renforcer une première initiative
3. Les modes d'action privilégiés les plus en lien avec le moteur de l'engagement qu'ils soient numériques ou physiques
4. L'efficacité perçue en lien avec l'intensité de l'action

Chaque trajectoire est suivie du même tableau de lecture dynamique reprenant les trajectoires numérotées de 1 à 9 et de comparer au fur et à mesure chacune d'elle en fonction de leur occurrence, de l'origine sociale des jeunes plus concernés, du territoire et de l'âge. Il est important de noter que les trajectoires présentées sont des modélisations de l'évolution des pratiques d'engagement qui ont pour objectif de mettre en œuvre les mécaniques de liaison entre le déclenchement d'une pratique, la manière dont elle peut s'amplifier, la manière dont elle se déploie et l'intensité qu'elle peut revêtir. Pour incarner ses trajectoires d'engagement, des profils théoriques ont été établis, cela étant entendu qu'une trajectoire ne correspond pas strictement à un parcours de jeunes. Les trajectoires d'engagement ne sont pas des trajectoires de personnes. Chacune d'entre elles permet d'analyser de manière plus fine la relation entre logiques individuelles et logiques collectives et les manières dont les bascules peuvent opérer. Des extraits d'entretiens peuvent être repris mais sont recontextualisés pour permettre au lecteur de mieux se saisir de la réalité observée. Les logiques sont combinatoires et peuvent varier d'un jeune à l'autre en recomposant des « bouts » de trajectoires.

Trajectoire 1 : Moteur de l'engagement : l'affirmation du « non »



Profil idéal-typique :

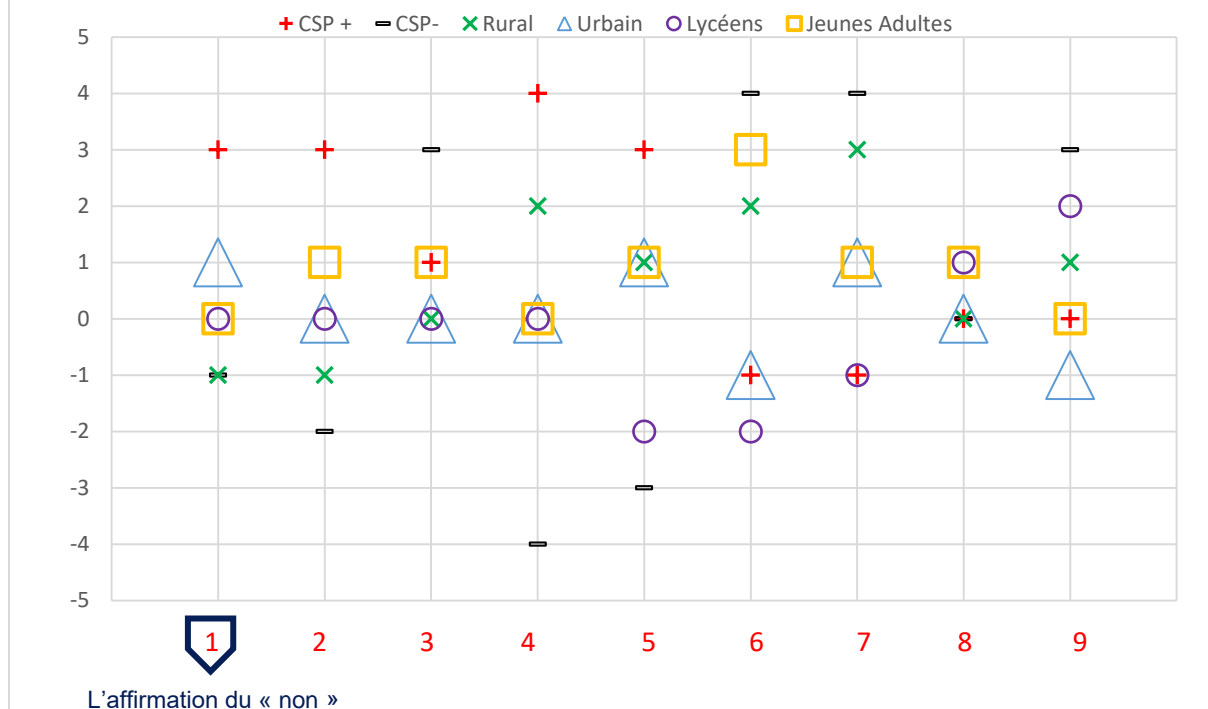
M. est sensible à la défense de la cause animale. Elle est particulièrement heurtée par la diffusion d'une vidéo virale qui met en cause le mauvais traitement subis par des animaux dans les abattoirs. Quelques jours plus tard, une amie lui propose de venir avec elle à une marche qui regroupe différents mouvements écologistes et contestataires dont des défenseurs de la cause animale. S'étant jusqu'alors beaucoup informée sans participation concrète, elle saisit l'occasion de pouvoir exprimer son désaccord. Par le biais de réseaux de connaissances, elle sympathise avec une personne qui organise des actions de désobéissance civile. Elle décide d'intégrer ce nouveau cercle et de s'investir plus durablement même si elle estime qu'elle ne changera pas fondamentalement la manière dont les animaux sont traités en France et dans le monde. Elle veut en premier lieu faire attendre son mécontentement et finit par le relier à d'autres causes plus larges.

Observations :

- Cette trajectoire se caractérise par l'expression initiale d'un rejet ;
- Le registre de l'émotion joue un rôle central ;
- La possibilité d'action à proximité est un élément déterminant. C'est l'opportunité qui conditionne la pratique ;
- La répétition des pratiques d'engagement peut induire un élargissement des causes défendues;
- L'intensité de la pratique prime sur la structuration d'une carrière d'engagement⁹⁰;
- La réaction prime sur la transformation.

⁹⁰ Voir définition de carrière p.59

ANALYSE MULTIVARIEE DES TRAJECTOIRES DE L'ENGAGEMENT

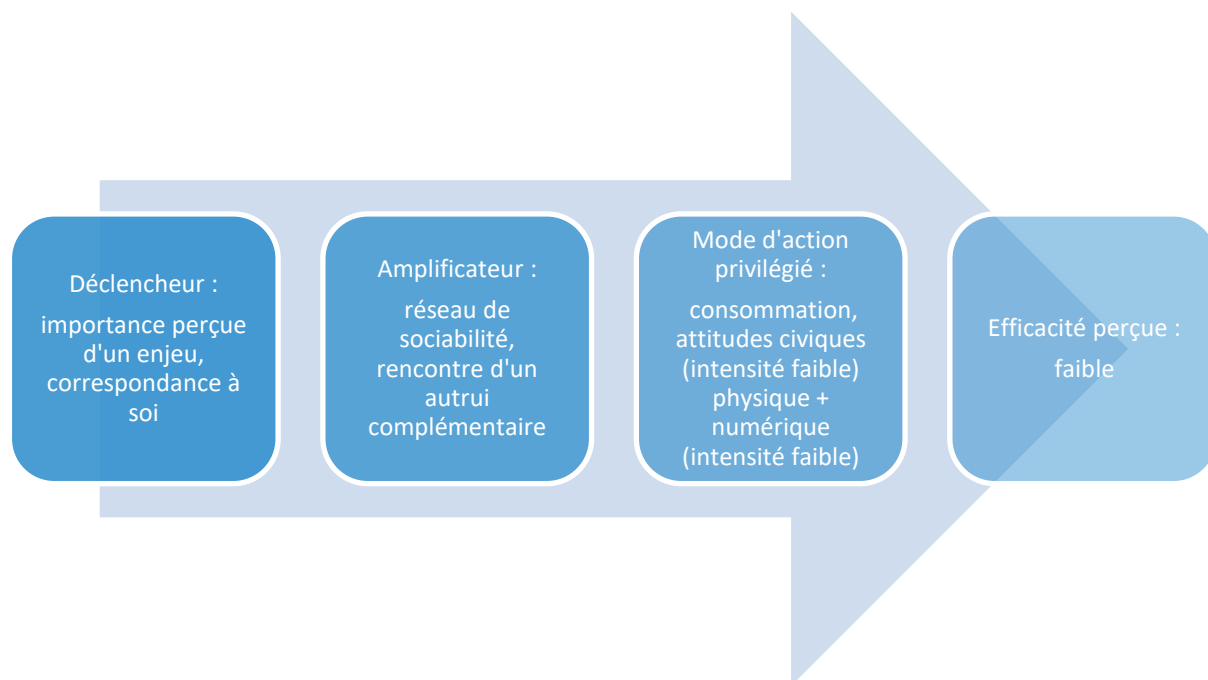


Lecture : La trajectoire d'engagement « affirmation du non » (ligne 1) se caractérise par une surreprésentation des CSP + (3/5), -5 représentant une très forte sous-représentation et 5 une très forte surreprésentation.

La trajectoire relative à l'affirmation du « non » comme moteur de l'engagement se caractérise par :

- Une surreprésentation majeure des CSP + et une surreprésentation des urbains
- Une sous-représentation des CSP – et des ruraux
- Une neutralité concernant l'âge (lycéens, jeunes adultes)

Trajectoire 2 : Moteur de l'engagement : l'affirmation du « je » social



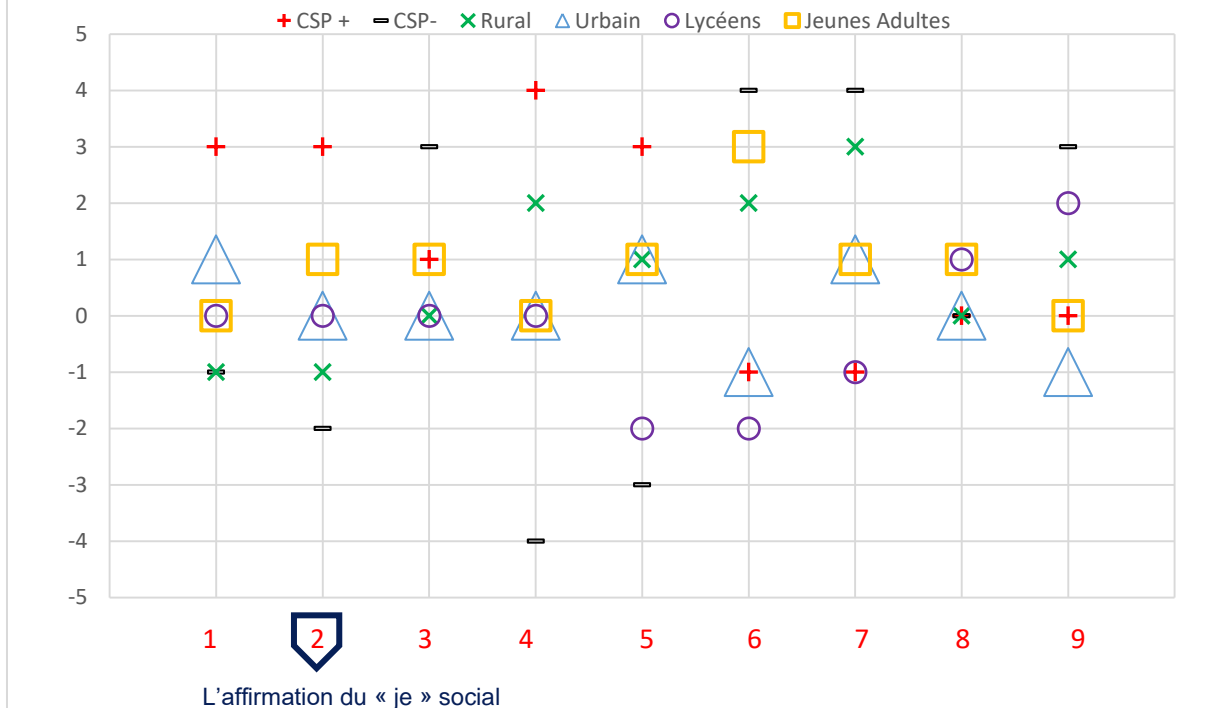
Profil idéal-typique :

S. attache une importance toute particulière à l'environnement. Il pense que le réchauffement climatique est « LA » cause la plus à défendre actuellement. Pris par ses études, il déclare ne pas avoir le temps de « s'engager » en rejoignant des mouvements collectifs. Pour autant il est très vigilant à ce qu'il achète, boycotte les fast-foods, trie ses déchets, s'informe, peut ponctuellement signer une pétition en ligne et incite son entourage socio-affectif à faire de même (famille, amis). La rencontre d'une personne engagée dans un mouvement peut générer des participations ponctuelles à une manifestation (amplificateur). L'intensité de son engagement est faible mais inscrite dans un quotidien, dans des manières de faire. S. ne pense pas « à lui seul faire évoluer les choses » mais soutient que c'est par l'évolution des comportements individuels que les choses changeront. Il apporte « sa pierre à l'édifice ».

Observations :

- Les pratiques d'engagement revêtent une centralité et une intensité faible avec en creux une priorisation de la carrière universitaire ;
- Les attitudes civiques et la consommation permet d'agir « malgré tout » à l'échelle personnelle ;
- L'efficacité est perçue comme faible mais la pratique renvoie à un devoir qui est de l'ordre de la responsabilité individuelle ;
- Les expériences ponctuelles vécues peuvent jouer un rôle *a posteriori* dans une logique de mise en cohérence et de construction du sens donné à l'engagement.

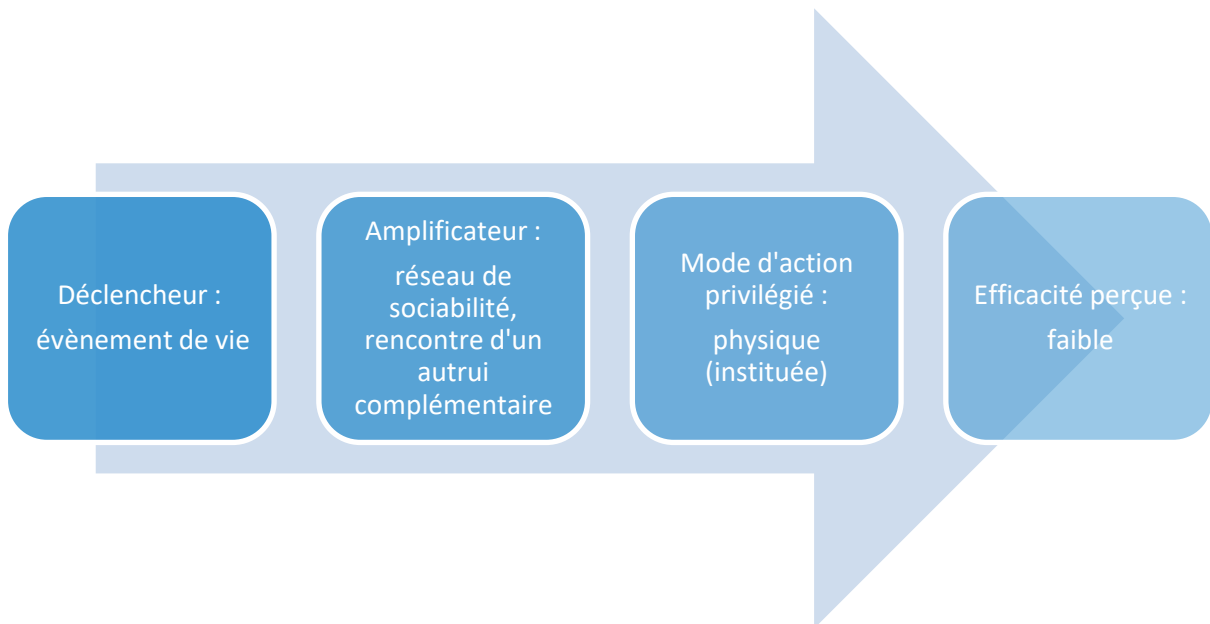
ANALYSE MULTIVARIEE DES TRAJECTOIRES DE L'ENGAGEMENT



La trajectoire relative à l'affirmation du « je » social comme moteur de l'engagement se caractérise par:

- Une surreprésentation majeure des CSP + et une surreprésentation des jeunes adultes
- Une sous-représentation des CSP – et des ruraux
- Une représentation neutre concernant les lycéens et les urbains

Trajectoire 3 : Moteur de l'engagement : le prolongement d'une expérience personnelle



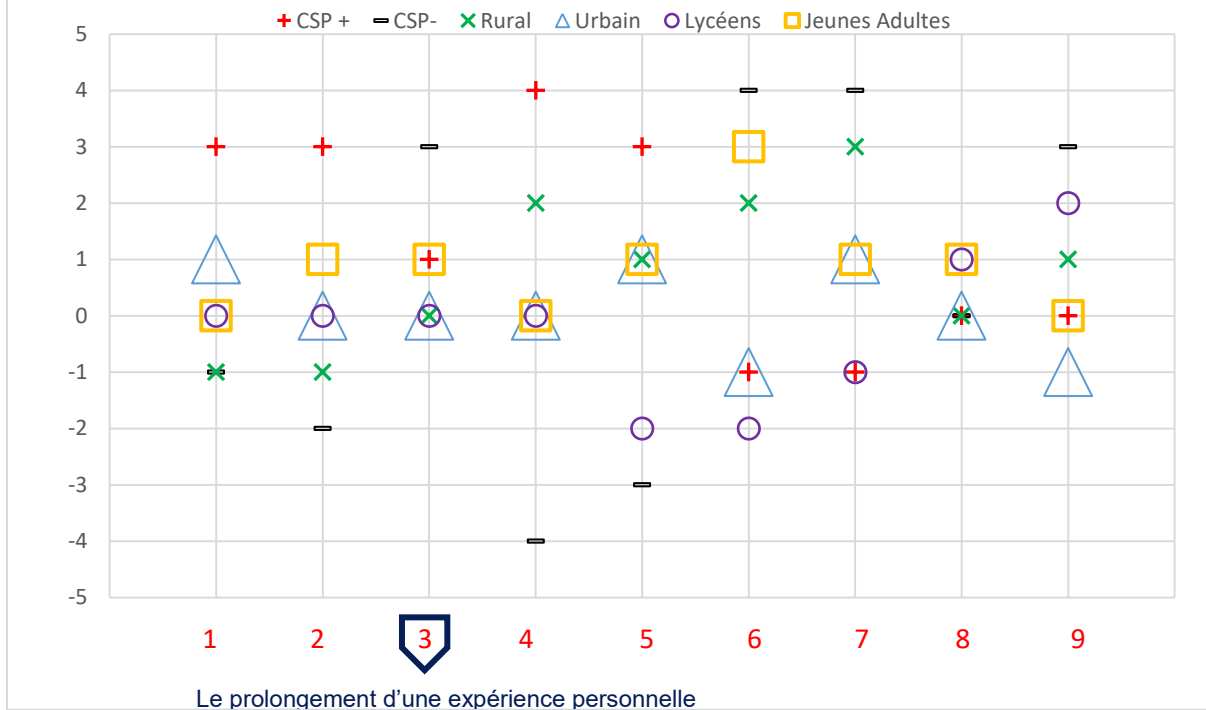
Profil idéal-typique :

M. a perdu un ami victime d'un accident après une soirée alcoolisée. Il se sentait jusqu'alors peu concerné par les politiques de prévention. Cet évènement lui fait prendre conscience des enjeux et de la nécessité de convaincre. M. découvre, par le biais d'un ami, une association locale qui propose des actions de prévention portées par les jeunes sur des lieux festifs. Il décide de s'engager. Il ne pense pas résoudre ainsi la problématique de l'alcool au volant mais explique « qu'une vie sauvée » suffit à justifier son engagement.

Observations :

- Plus l'évènement de vie percute « personnellement un jeune », plus ce dernier s'inscrit dans un cadre institué en rejoignant des collectifs existants, souvent institués.
- Moins l'évènement percute directement un jeune, plus les lieux alternatifs sont privilégiés.
- L'efficacité n'est pas recherchée en soi, c'est la recherche d'une sociabilité autour d'une cause partagée qui prime.

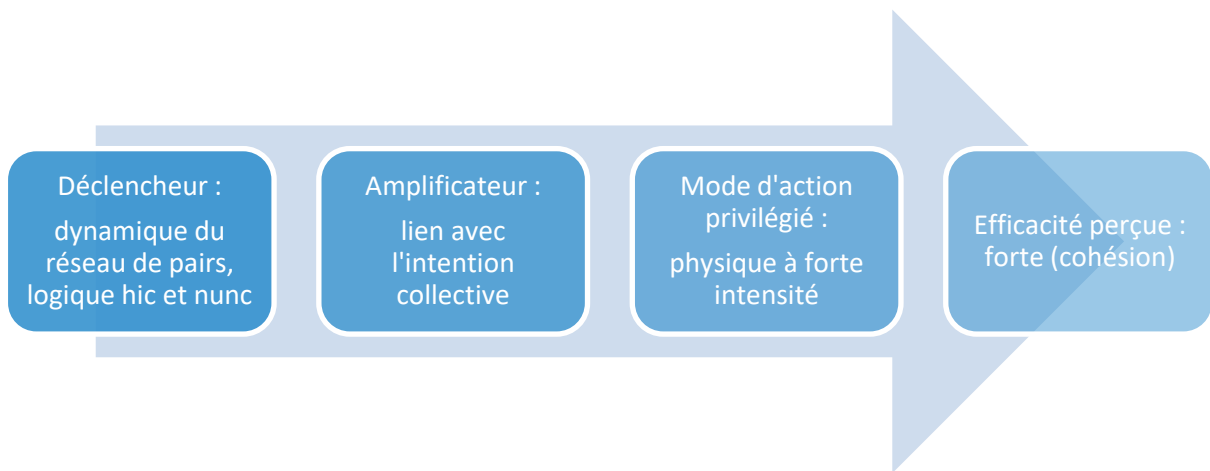
ANALYSE MULTIVARIEE DES TRAJECTOIRES DE L'ENGAGEMENT



La trajectoire relative au prolongement d'une expérience personnelle comme moteur de l'engagement se caractérise par :

- Une surreprésentation majeure des CSP -
- Une surreprésentation des CSP + et des jeunes adultes
- Une représentation neutre concernant les lycéens et le territoire (urbains et ruraux)

Trajectoire 4 : Moteur de l'engagement : le renforcement d'un ou de plusieurs réseaux de sociabilité



Profil idéal-typique :

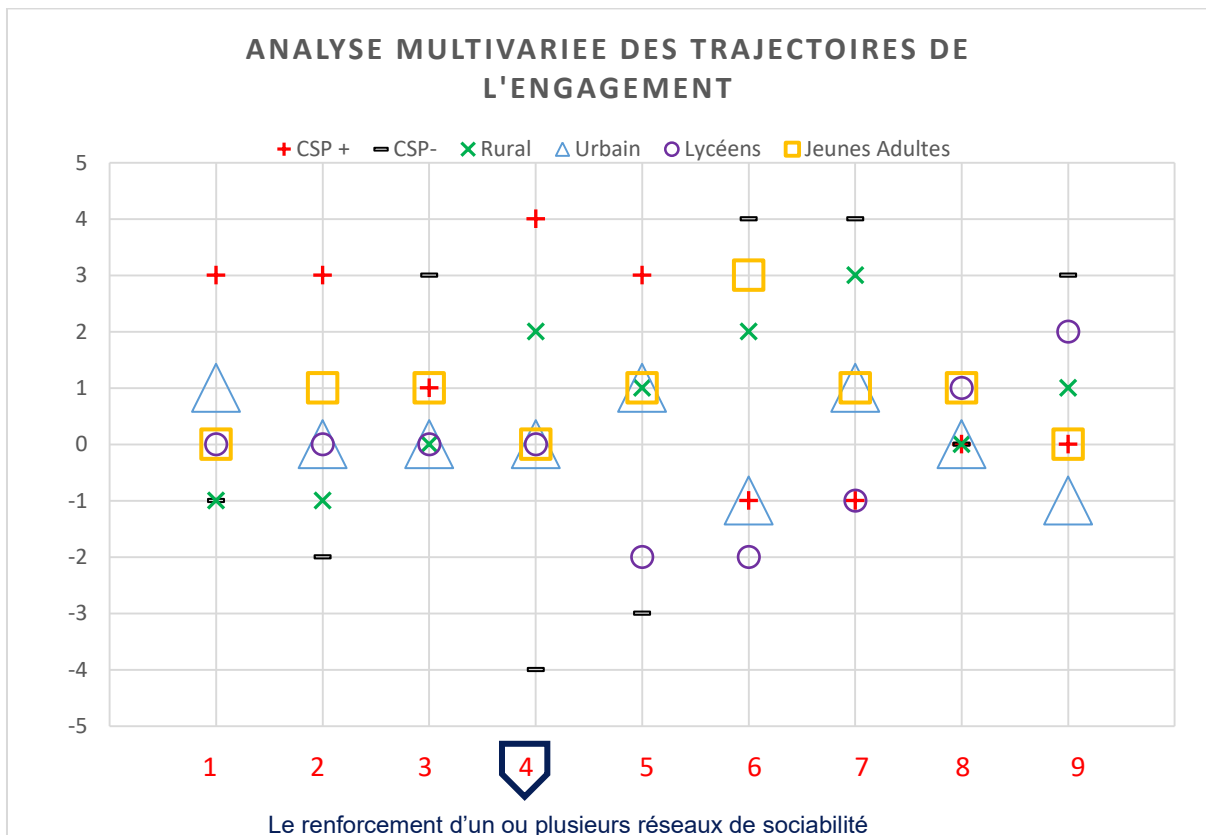
« Tu viens à la manif cet après-midi ? – Je ne sais pas et toi ? ». T. décide finalement de « suivre » ses amis à la manifestation de l'après-midi, une marche pour le climat. Elle n'a rien de particulier de prévu et ce moment collectif entre amis l'attire. Elle n'intellectualise pas sa démarche au-delà de la défense d'une cause qui lui semble importante mais la rencontre d'autres personnes engagées qui portent un discours plus technique et maîtrisé, la foule, la dimension collective, l'intensité globale de l'évènement fait sens chez T. Elle se sent utile, entendue et portée par un collectif fort. Elle intègre un groupe. T. renouvelle ce type d'expérience et s'engage in fine dans un mouvement, porté par des enjeux de transformation sociale.

Observations :

- De nombreuses pratiques d'engagement sont dépendantes des relations entre pairs et des sous-cultures jeunes. Elles ne répondent pas à une stratégie conscientisée de défense d'une cause mais sont d'abord le produit d'interactions particulières dans des contextes particuliers.
- La forte intensité est aussi un argument « en soi » qui pousse à agir en adéquation avec l'affirmation de sous-culture ou de la cohésion d'un groupe de pairs.
- L'intention collective ou la nature de la cause peuvent jouer le rôle amplificateur mais ne sont pas à l'origine de la pratique.
- De nombreux groupes plus radicaux, violents ou pacifistes, positionnent l'importance du groupe et son affirmation par des pratiques alternatives avant même la cause défendue.
- La croyance en une transformation sociale possible, bien que rarement définie au-delà d'un refus du système⁹¹, permet de donner du sens à l'engagement.

⁹¹ Cet aspect renvoie au moteur « affirmation du non ».

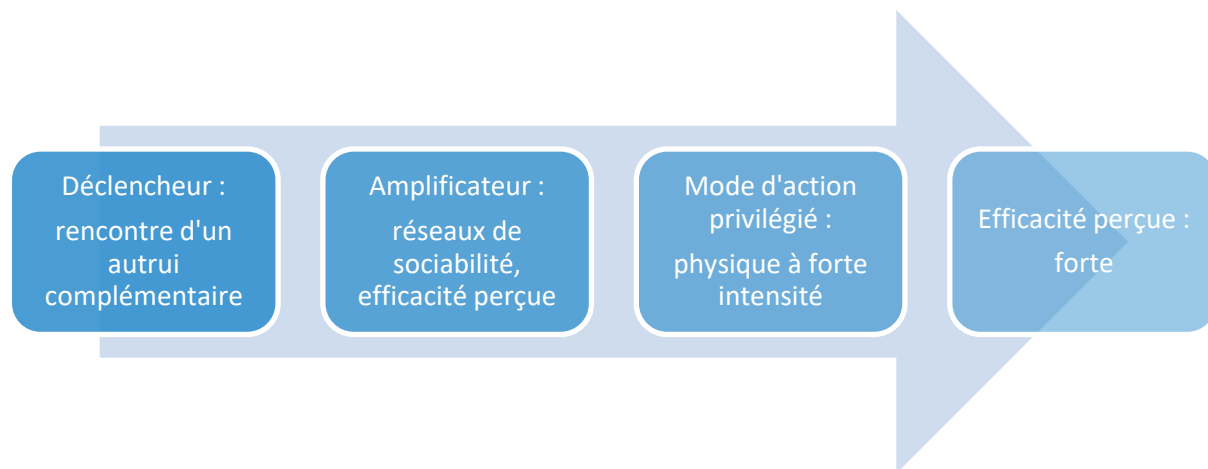
- L'homogamie sociale des groupes de pairs participe d'une stratification sociale des formes d'engagement.



La trajectoire relative au renforcement d'un ou plusieurs réseaux de sociabilité comme moteur de l'engagement se caractérise par :

- Une surreprésentation majeure des CSP +
- Une surreprésentation des ruraux
- Une sous-représentation des CSP –
- Une représentation neutre concernant les urbains et l'âge (lycéens et jeunes adultes)

Trajectoire 5 : Moteur de l'engagement : la transformation sociale



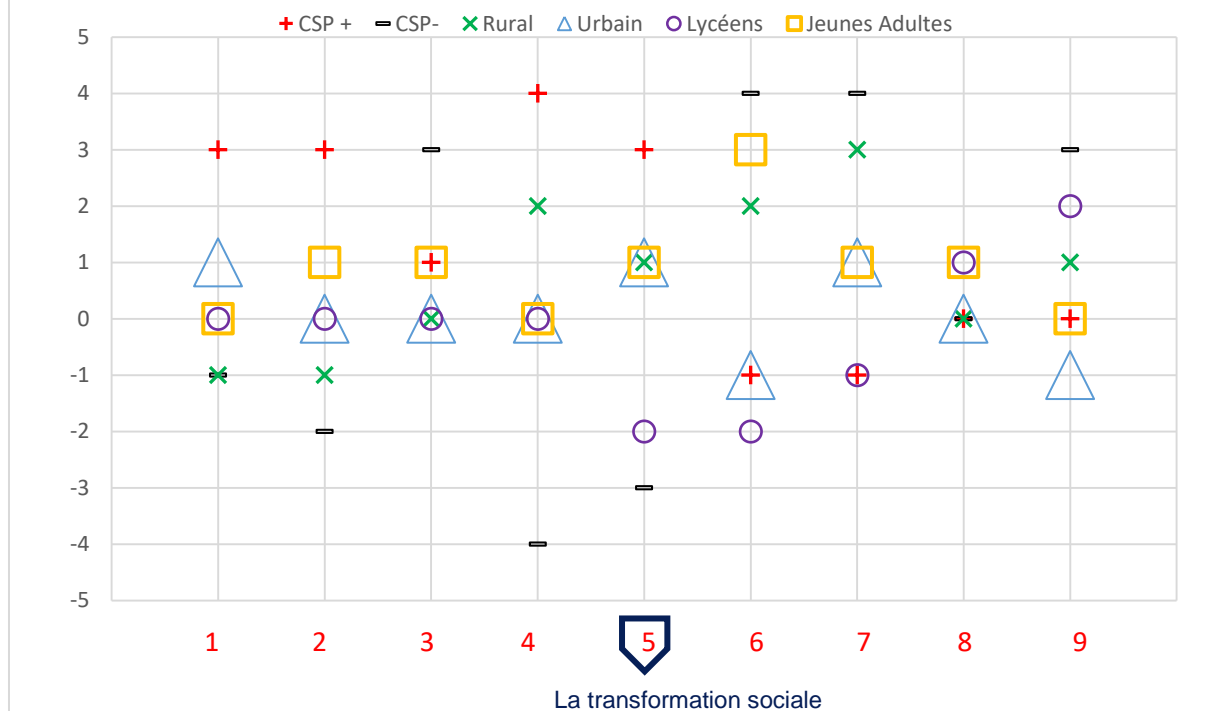
Profil idéal-typique :

Pendant longtemps, C. s'est déclaré « touché » par des causes sans avoir le sentiment de pouvoir « changer les choses ». Il pense que beaucoup d'actions « ne servent à rien mis à part se donner bonne conscience » et que « les choses devraient changer en profondeur ». Un de ses amis lui indique qu'il participe à une action « coup de poing » et C. pense que ce type d'action est plus efficace car « elle sort du cadre ». Il participe à cette action qui revêt une forte intensité physique et prend une place prégnante dans son récit d'expérience. Il renouvelle ce type d'action qui renforce la cohésion de son groupe de pairs et dont les méthodes lui semblent efficaces en matière de transformation sociale.

Observations :

- La transformation sociale est possible dans la mesure où elle s'éloigne du cercle des pratiques instituées ;
- La transgression induite par une pratique à forte intensité porte une valeur intrinsèque de transformation sociale. Autrement dit, transgresser, c'est déjà transformer,
- La confrontation est une garantie d'efficacité de l'action ;
- Le renforcement des réseaux de sociabilité par l'action est un amplificateur des pratiques d'engagement ;
- Plus l'enjeu de transformation sociale est fortement perçu, plus l'homogamie sociale est forte.

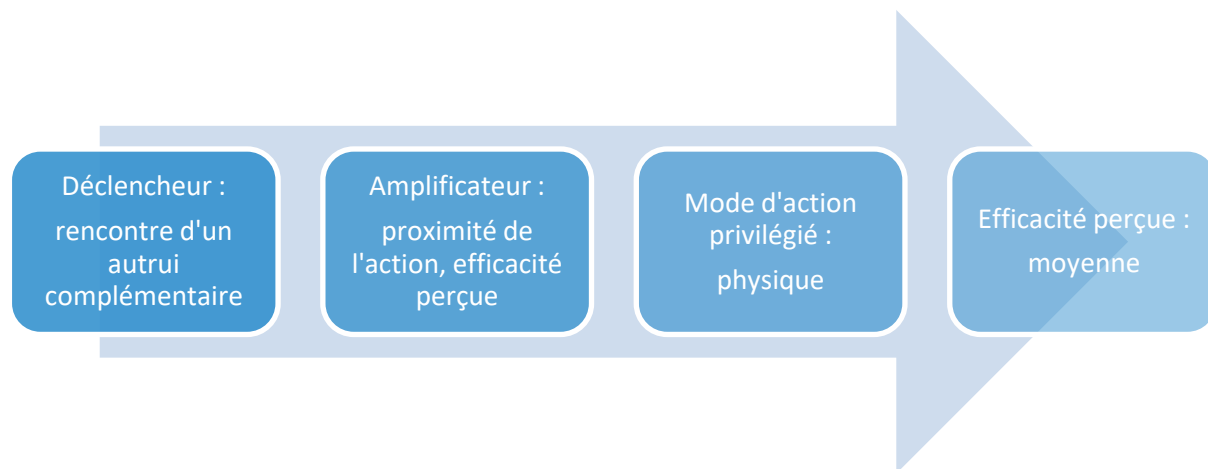
ANALYSE MULTIVARIEE DES TRAJECTOIRES DE L'ENGAGEMENT



La trajectoire relative à la transformation sociale comme moteur de l'engagement se caractérise par :

- Une surreprésentation majeure des CSP +
- Une surreprésentation des urbains, des ruraux et des jeunes adultes
- Une sous-représentation des lycéens
- Une sous-représentation majeure des CSP -

Trajectoire 6 : Moteur de l'engagement : l'insertion



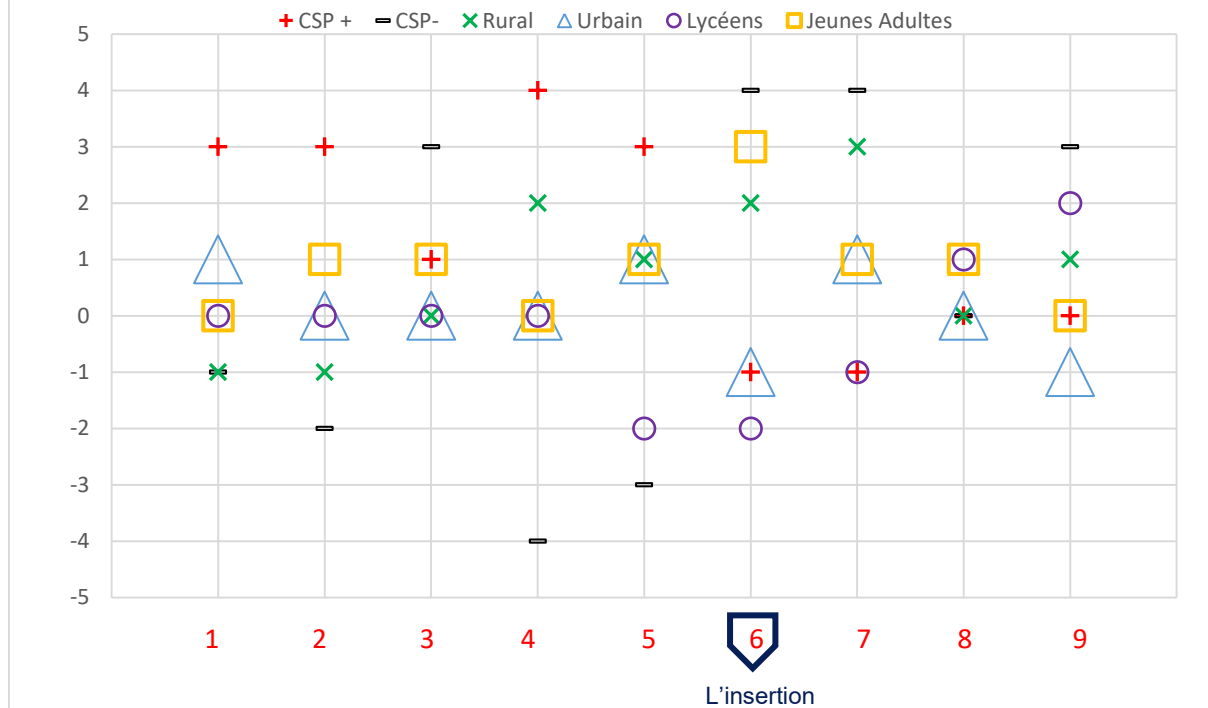
Profil idéal-typique :

Après un échec universitaire, N. ne parvient pas à se projeter dans une autre formation. Elle s'inscrit, comme beaucoup de jeunes, dans une période de latence. Elle sait qu'un engagement bénévole est un plus dans son CV. Cette dimension plus stratégique ne l'empêche pas d'être réellement touché par des causes. Ne sachant pas comment s'y prendre, elle s'appuie sur le réseau familial qui la met en lien avec une association locale qui propose des cours d'alphabétisation non loin de chez elle. Elle se dit qu'elle pourrait se rendre utile socialement tout en se forgeant une expérience. Dans le sillage de cette expérience, elle découvre les autres activités de l'association et se dit que des possibilités d'emploi pourraient lui être offertes en lien avec « une expérience qui fait sens ».

Observations :

- La pratique bénévole est perçue comme une action valorisée socialement ;
- Les catégories les plus aisées optimisent leurs expériences d'engagement comme un atout supplémentaire de leur parcours quand les plus relégués y parviennent plus rarement.
- La pratique d'engagement répond également à une recherche de valorisation institutionnelle ;
- Le déclenchement de la pratique est conditionné par l'opportunité locale et le réseau de sociabilité ;
- Si l'expérience peut participer à la construction de sens, l'insertion demeure la question centrale.

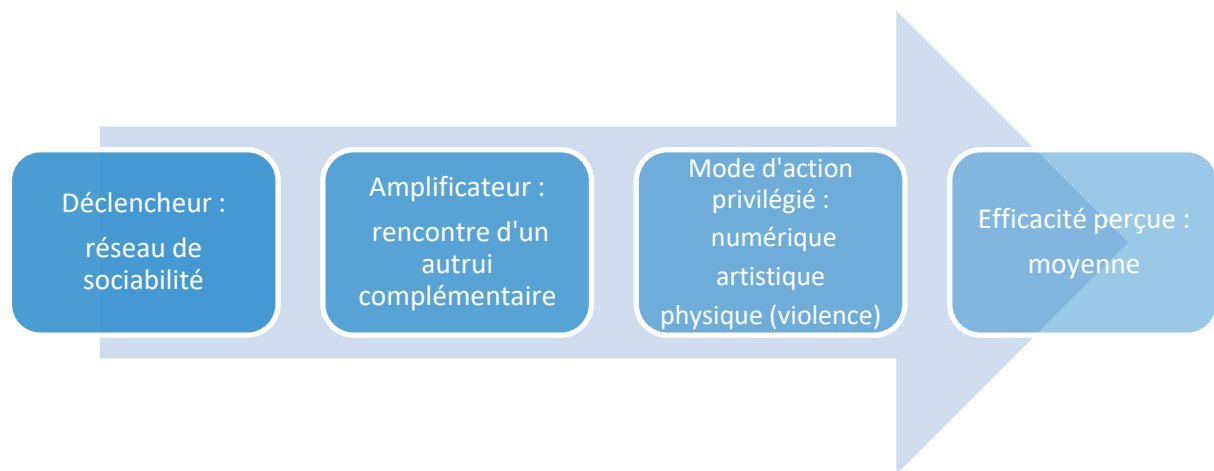
ANALYSE MULTIVARIEE DES TRAJECTOIRES DE L'ENGAGEMENT



La trajectoire relative à l'insertion comme moteur de l'engagement se caractérise par :

- Une surreprésentation majeure des CSP – et des jeunes adultes
- Une surreprésentation des ruraux
- Une sous-représentation des lycéens, des CSP + et des urbains

Trajectoire 7 - Moteur de l'engagement : la reconnaissance



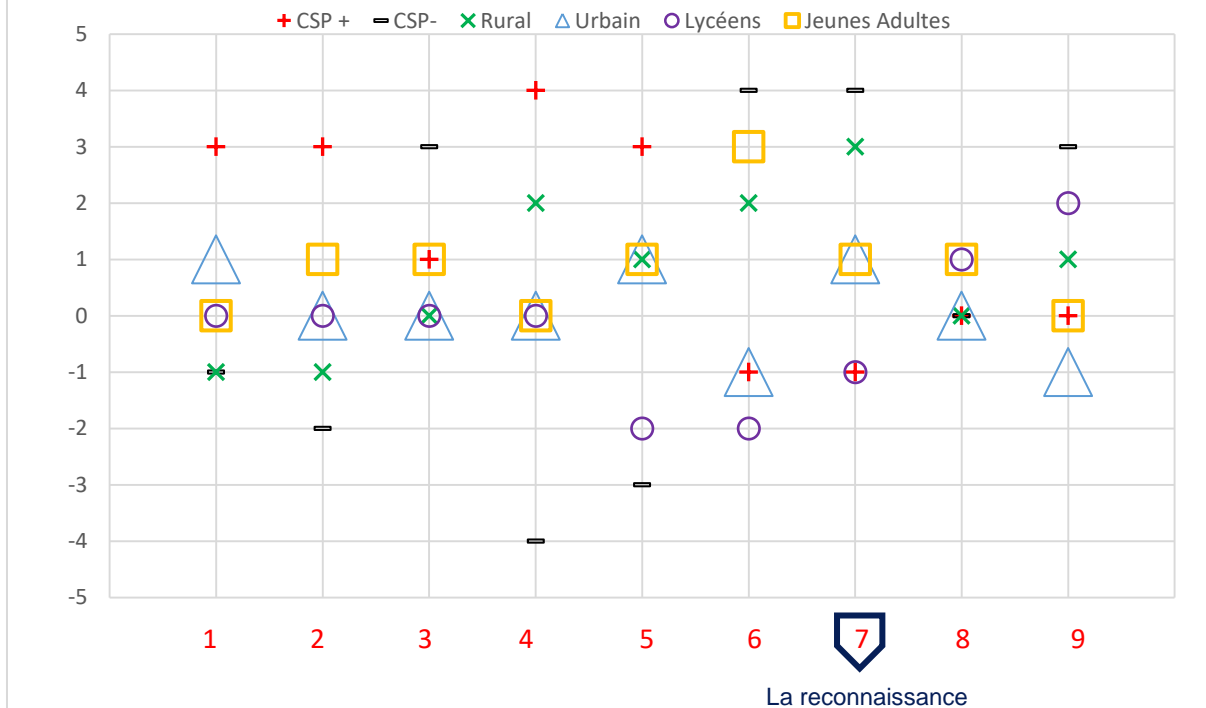
Profil idéal-typique :

K. se décrit au quotidien victime de discriminations et de racisme. Il se décrit comme appartenant à un quartier relégué duquel « on peut difficilement sortir ». Il lui paraît impossible d'échapper au regard extérieur qui le renvoie toujours à son origine ethnique, « à sa condition de jeune de quartier ». Ses engagements ne sont pas centrés sur des causes globales mais sur sa capacité à être reconnu parmi les siens mais également parmi la société en pouvant acquérir de la « notoriété et gagner de l'argent ». Ses amis vivent exclusivement dans le même quartier et expriment leur revendication sur le numérique via des vidéos ou des clips. Les démarches associatives ou les relais institutionnels sont perçus par K. comme « hypocrites », quelque part comme les instruments de la bonne conscience pour rendre supportable la relégation. Avec ses amis, il participe à la production de clips de rap qui raconte la vie de son quartier.

Observations :

- Cette trajectoire ne concerne pas uniquement les quartiers relégués mais englobe tous les mouvements dont la « quête » est la reconnaissance, les mouvements LGBT par exemple ;
- L'engagement s'inscrit alors dans un processus de « conscientisation » de sa position sociale de « dominé ».
- La nécessité de « donner à voir » induit une forte propension à mobiliser les leviers artistiques pour interpeller sur le manque de reconnaissance ;
- Ce type de trajectoire peut déboucher sur des actions violentes à l'encontre d'un système qui ne permet pas au jeune de se sentir reconnu.

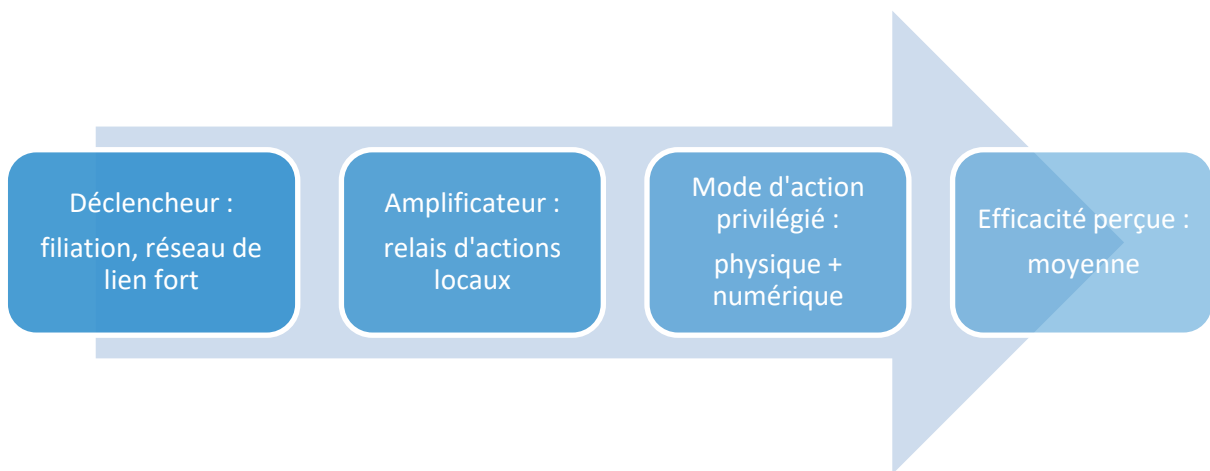
ANALYSE MULTIVARIEE DES TRAJECTOIRES DE L'ENGAGEMENT



La trajectoire relative à la reconnaissance comme moteur de l'engagement se caractérise par :

- Une surreprésentation majeure des CSP – et des ruraux
- Une surreprésentation des urbains et des jeunes adultes
- Une sous-représentation des CSP + et des lycéens

Trajectoire 8 : Moteur de l'engagement : l'affirmation d'une culture familiale



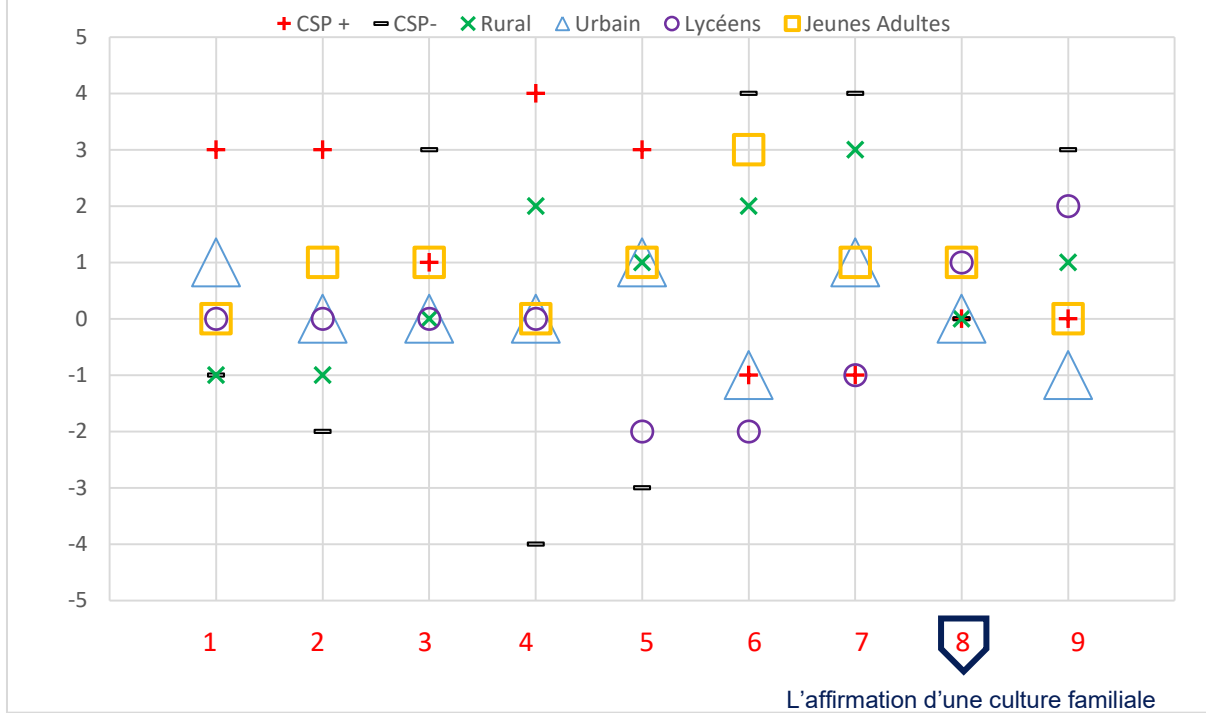
Profil idéal-typique :

S. est une fille de militants très impliqués dans le milieu associatif et politique local. Elle déclare « avoir baigné dans des engagements multiples ». Elle privilégie des modes d'action qu'elle estime plus innovants mais déclare s'inscrire dans le sillage d'une tradition familiale. S. s'est saisie de la possibilité d'investir un local pour créer un mouvement jeunesse et une radio-libre locale visant à relayer des actions de solidarité. Elle pense que le changement global passe par un changement local et privilégie les possibilités d'agir « à proximité. »

Observations :

- La famille transmet un héritage militant, plus particulièrement dans le maintien des piliers traditionnels « action collective, pratique physique et dépassement de soi. »
- Les différences générationnelles s'observent en matière d'organisation de l'action, d'utilisation des outils numériques. Néanmoins, plus que les pratiques, ce sont les causes défendues qui diffèrent et l'importance accordée à l'une ou à l'autre.
- La reproduction sociale transpire également à travers les pratiques d'engagement.

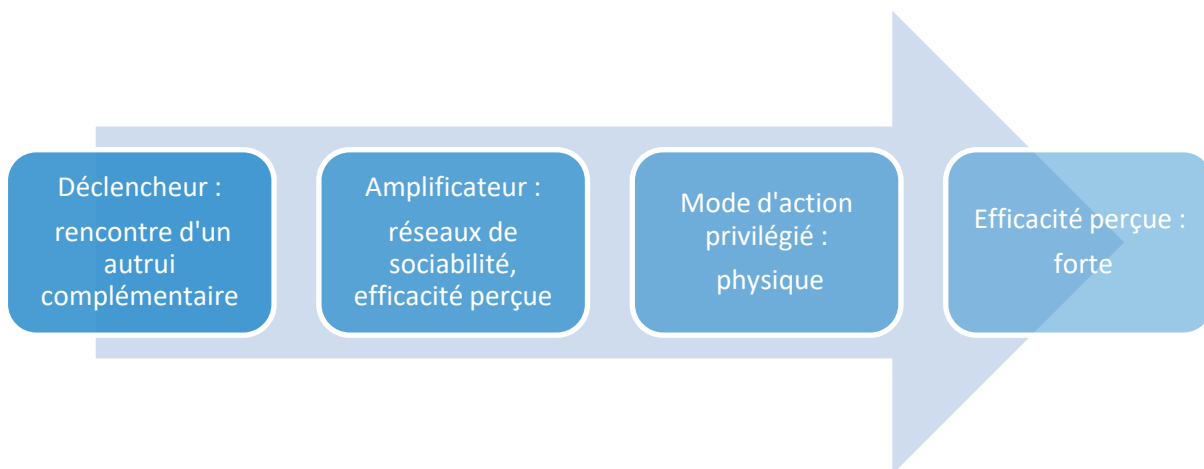
ANALYSE MULTIVARIEE DES TRAJECTOIRES DE L'ENGAGEMENT



La trajectoire relative à l'affirmation d'une culture familiale comme moteur de l'engagement se caractérise par :

- Une surreprésentation relative à l'âge (lycéens et jeunes adultes)
- Une représentation neutre relative à l'origine sociale (CSP + et -) et au territoire (urbains et ruraux)

Trajectoire 9 - Moteur de l'engagement : la transformation locale

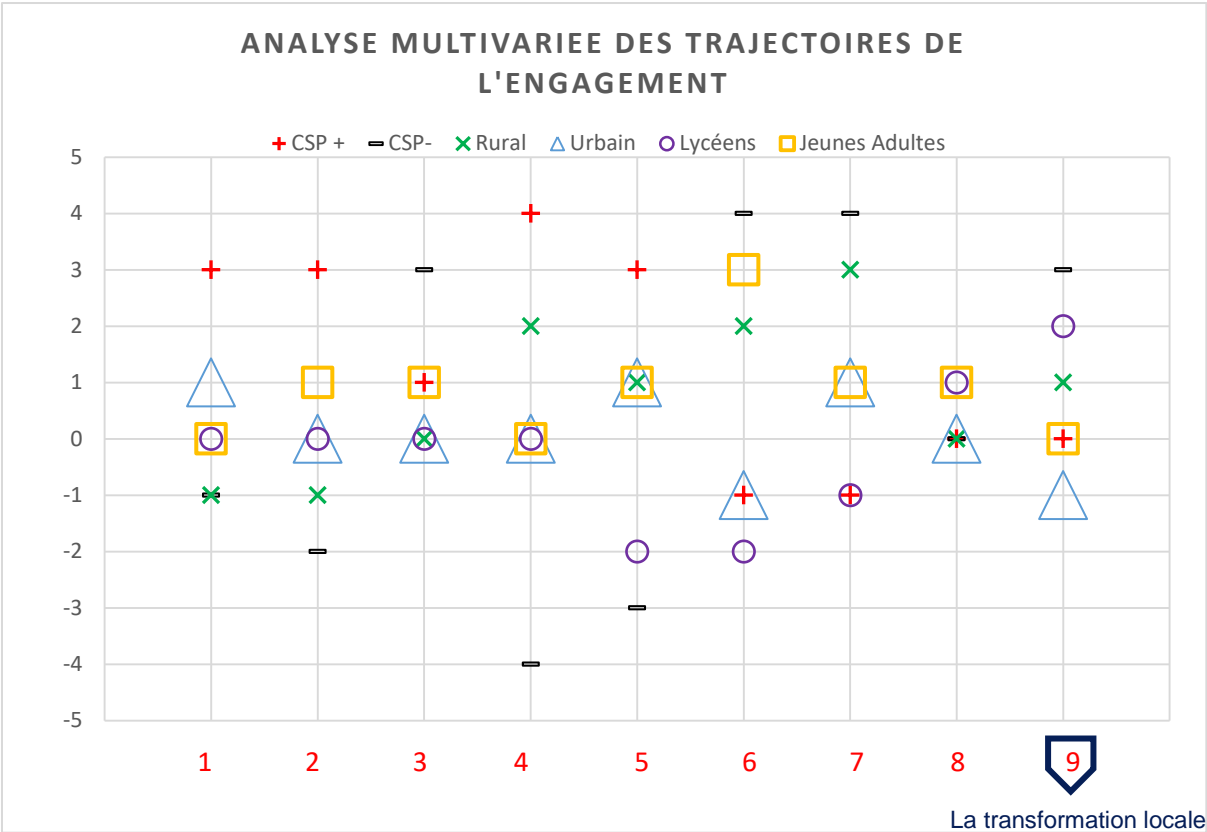


Profil idéal-typique :

D. pense que des améliorations peuvent être portées dans son village qui ne propose « pas assez de choses pour les jeunes ». Une rencontre avec un animateur sportif local l'incite à monter un projet d'espace sportif local avec un terrain multisport et des rampes de glisse. En lien avec trois amis, il porte le projet devant la municipalité. D. pense que le changement local est concret et permet d'agir réellement en apportant des réponses qui changent le quotidien. Il ne relie pas ses pratiques à des « grandes causes » qui lui semblent plus abstraites.

Observations :

- La pratique d'engagement n'est pas toujours reliée à un enjeu sociétal plus global ;
- La transformation locale dépend fortement de l'efficacité perçue et des réseaux de sociabilité.



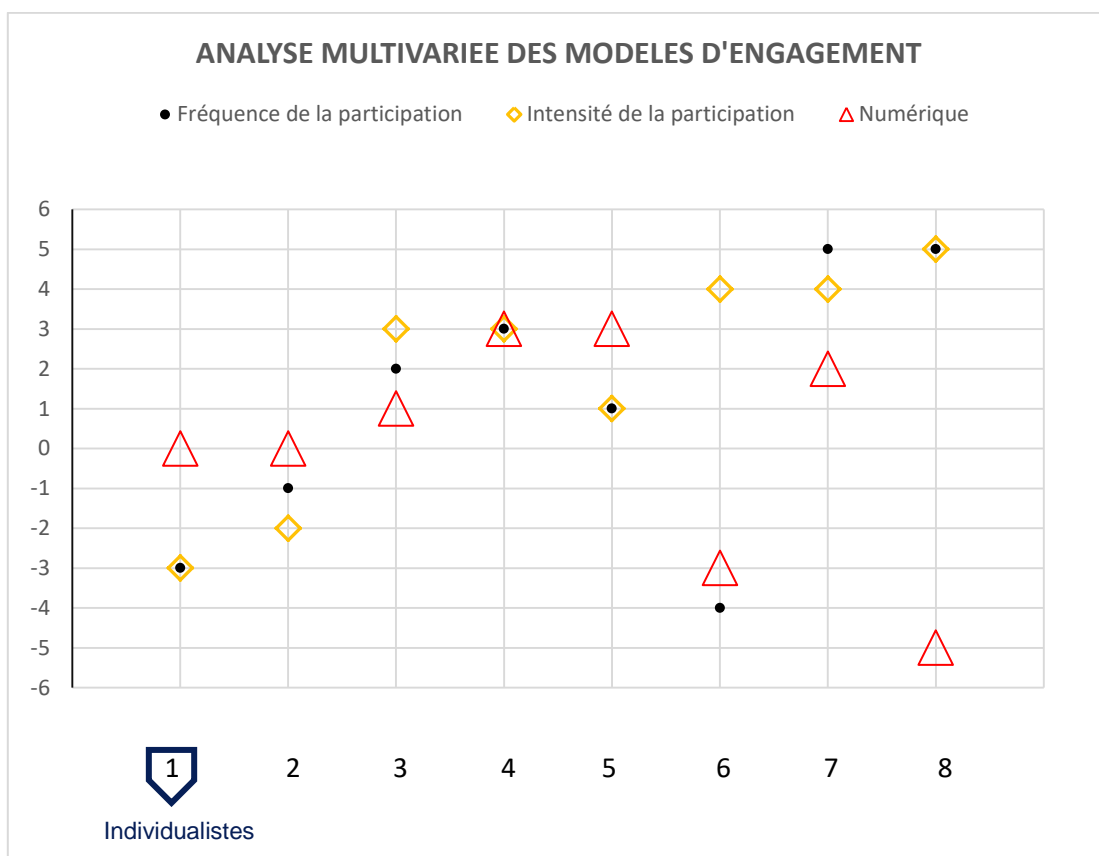
La trajectoire relative à la transformation locale comme moteur de l'engagement se caractérise par :

- Une surreprésentation majeure des CSP –
- Une surreprésentation des lycéens et des ruraux
- Une sous-représentation des urbains
- Une représentation neutre des CSP + et des jeunes adultes

5. Essai de catégorisation

Cette partie vise à construire des catégories idéales-typiques de jeunes engagés qui viennent compléter les modélisations présentées plus haut. Cette fois-ci, c'est la typologie du jeune engagé qui prime plutôt que la trajectoire. Cette modélisation est donc complémentaire à celle des trajectoires en s'appuyant sur une autre méthode de construction. La première construction s'était attachée à pointer les récurrences et les liaisons en matière de pratiques, la seconde s'intéresse aux profils des jeunes eux-mêmes. Là encore, les modèles demeurent des catégories abstraites qui permettent de mieux repérer un ensemble complexe.

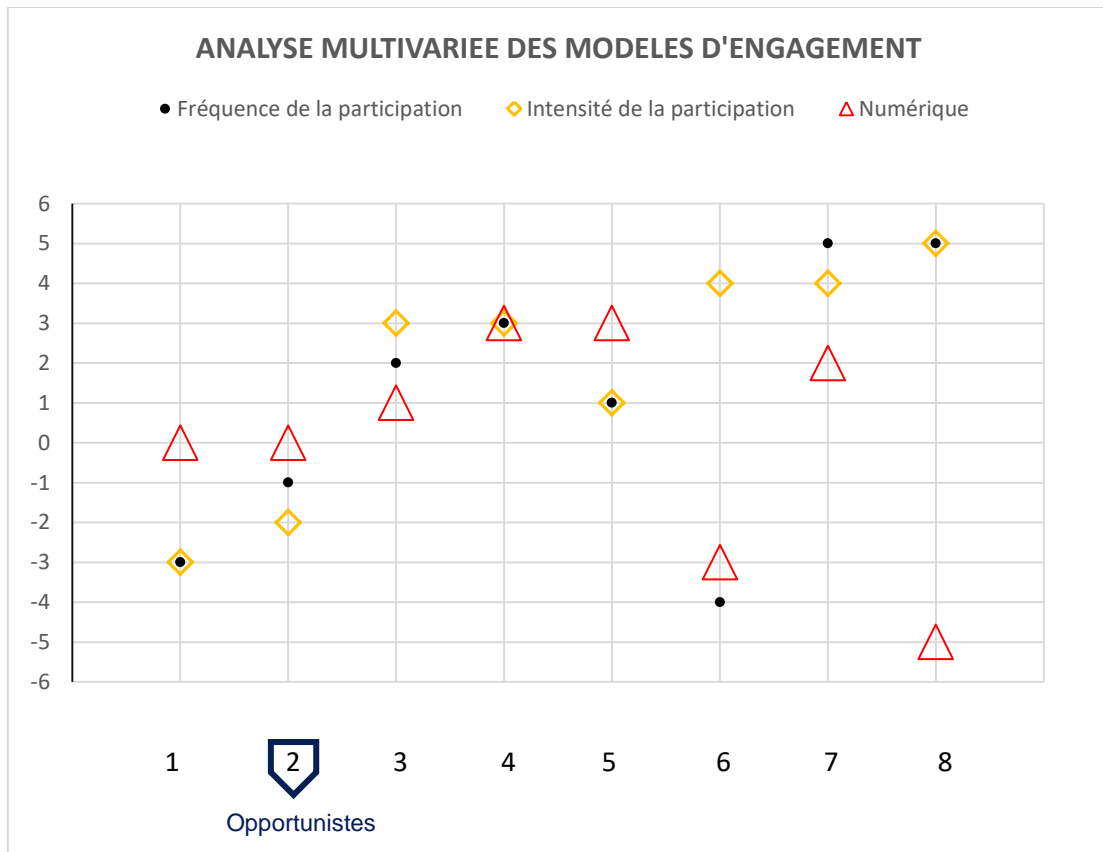
1. **Les individualistes** : s'inscrivent dans des pratiques centrées sur le soi et conçoivent l'engagement à partir de leurs actions quotidiennes. Ils peuvent néanmoins être touchés par des thématiques mais cela ne génère pas de mobilisation à l'échelle physique et collective. La participation numérique et les attitudes civiques sont rapidement traduites comme un engagement.



Les pratiques des individualistes se caractérisent par :

- Une très faible participation (fréquence et intensité)
- Une représentation neutre du numérique comme pratique d'engagement

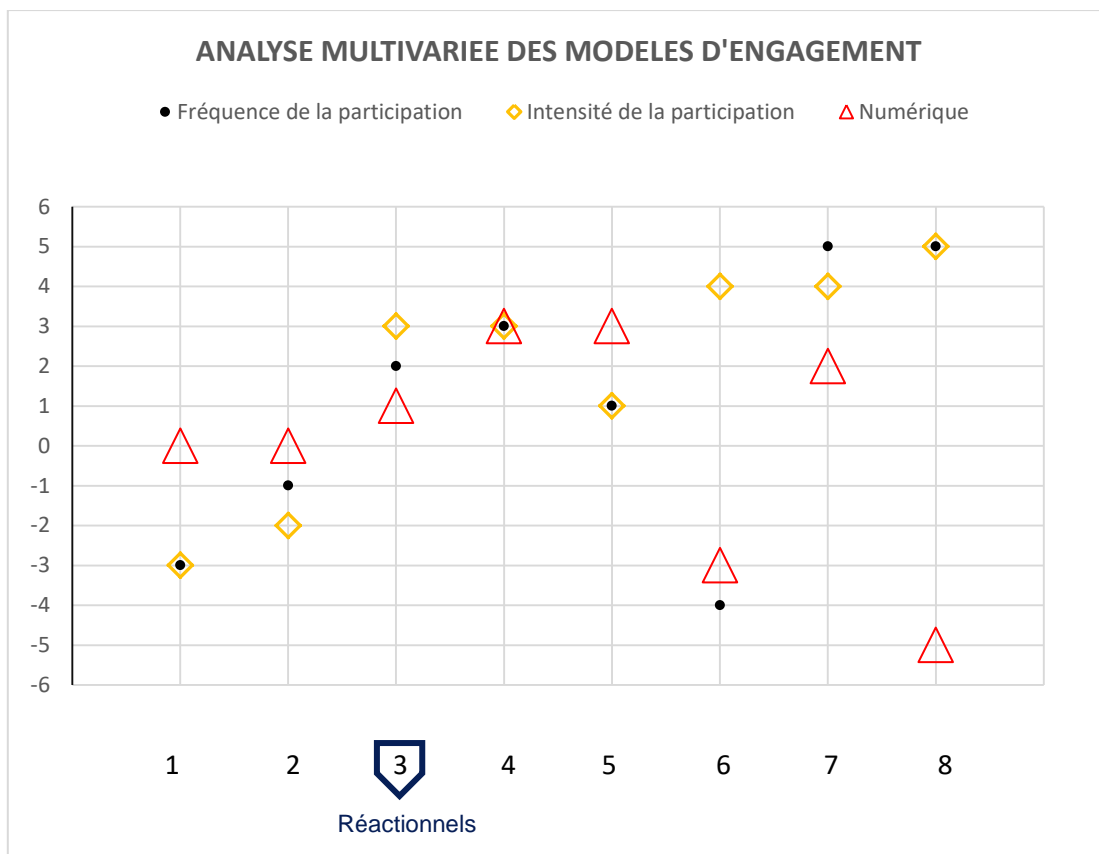
2. **Les opportunistes** : s'inscrivent dans des pratiques que le quotidien permet de saisir. Ils peuvent participer à des mouvements d'action ou de contestation qui constituent autant de rendez-vous sans être relié à une identité de « jeune engagé » mais plutôt de « jeune capable de s'engager ». Le numérique est un relais ponctuel possible (exemple : pétition). Leur mobilisation reste ponctuelle malgré des possibilités saisies.



Les pratiques des opportunistes se caractérisent par :

- Une participation faible et peu intense
- Une représentation neutre du numérique comme pratique d'engagement

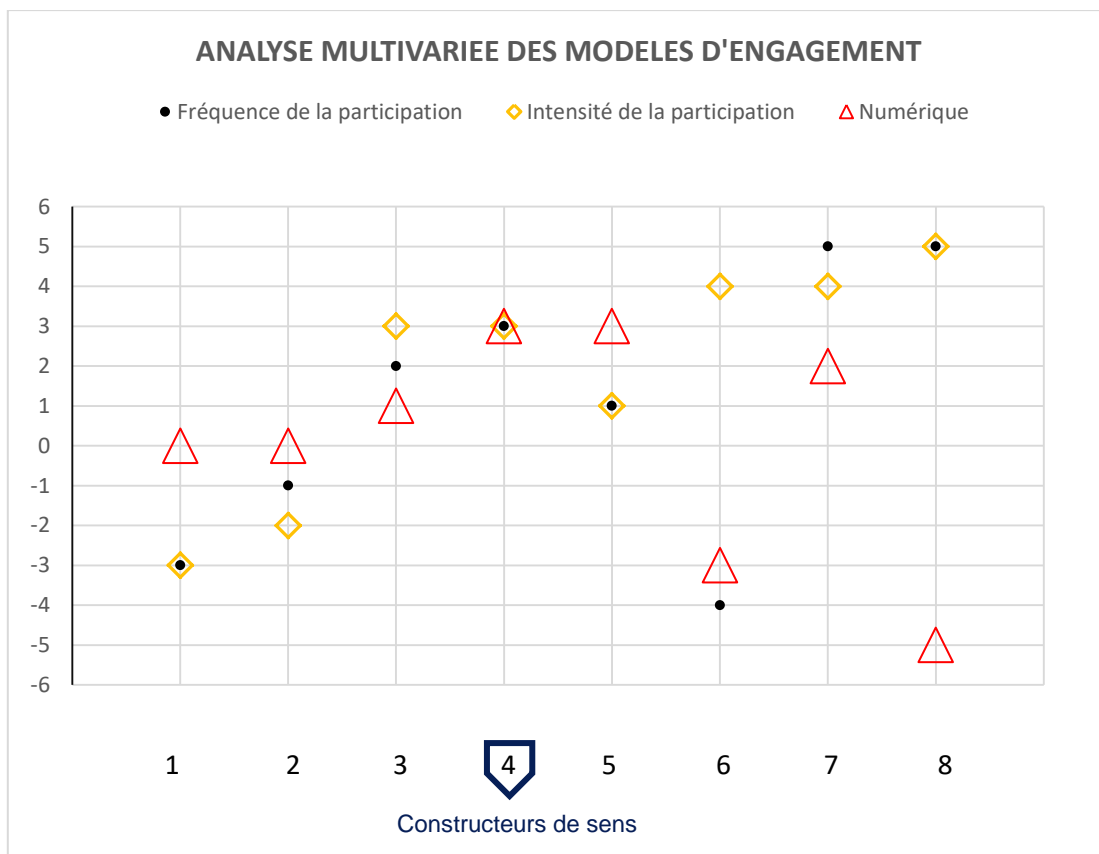
3. **Les réactionnels** réagissent plus qu'ils n'élaborent une stratégie d'engagement. Ils réagissent le plus souvent à un évènement perçu comme « insupportable » et qui nécessite de marquer une forme de réprobation collective. Cet engagement n'est pas forcément suivi dans le temps et le numérique permet de s'organiser plus que de structurer l'engagement. Internet est aussi le lieu de l'expression de l'indignation. Les réactionnels s'expriment par le refus, la défiance ce qui peut générer des actions de haute-intensité.



Les pratiques des réactionnels se caractérisent par :

- Une participation très intense
- Une participation fréquente
- Une représentation neutre du numérique comme pratique d'engagement

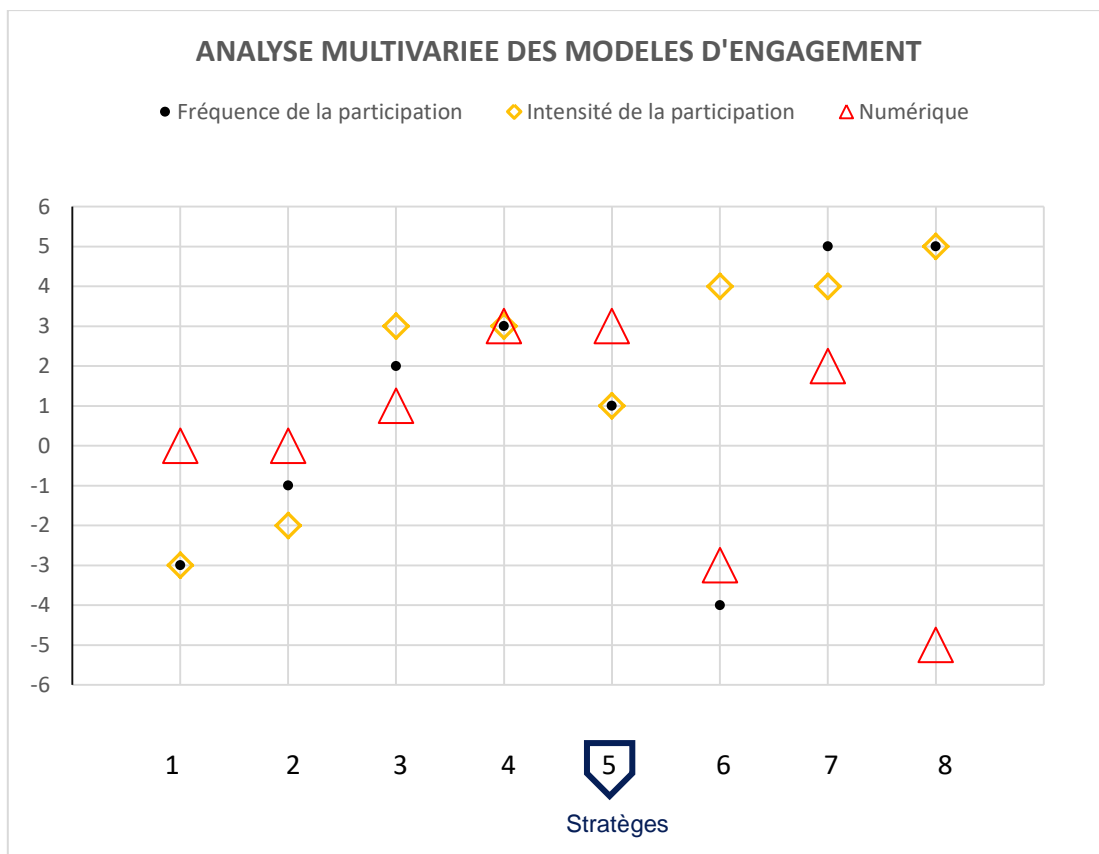
4. **Les « constructeurs de sens »** : construisent au fil des expériences d'engagement des identités en valeurs qui permettent une mise en cohérence de l'ensemble de leurs initiatives. Leurs expériences peuvent être au final relayées ou structurées par des expériences associatives plus classiques. Ils peuvent aussi relayer des informations numériques et sélectionner des sujets d'intervention qu'ils activent comme des prolongements d'eux-mêmes. Sur cet aspect, certaines actions « naturelles » ne sont pas décrites comme des pratiques d'engagement. Ils illustrent également la traduction d'une émotion en action en lien avec son expérience personnelle (engagement devient constituant de soi).



Les pratiques des « constructeurs de sens » se caractérisent par :

- Une participation très intense et très fréquente
- Une surreprésentation majeure du numérique comme pratique d'engagement

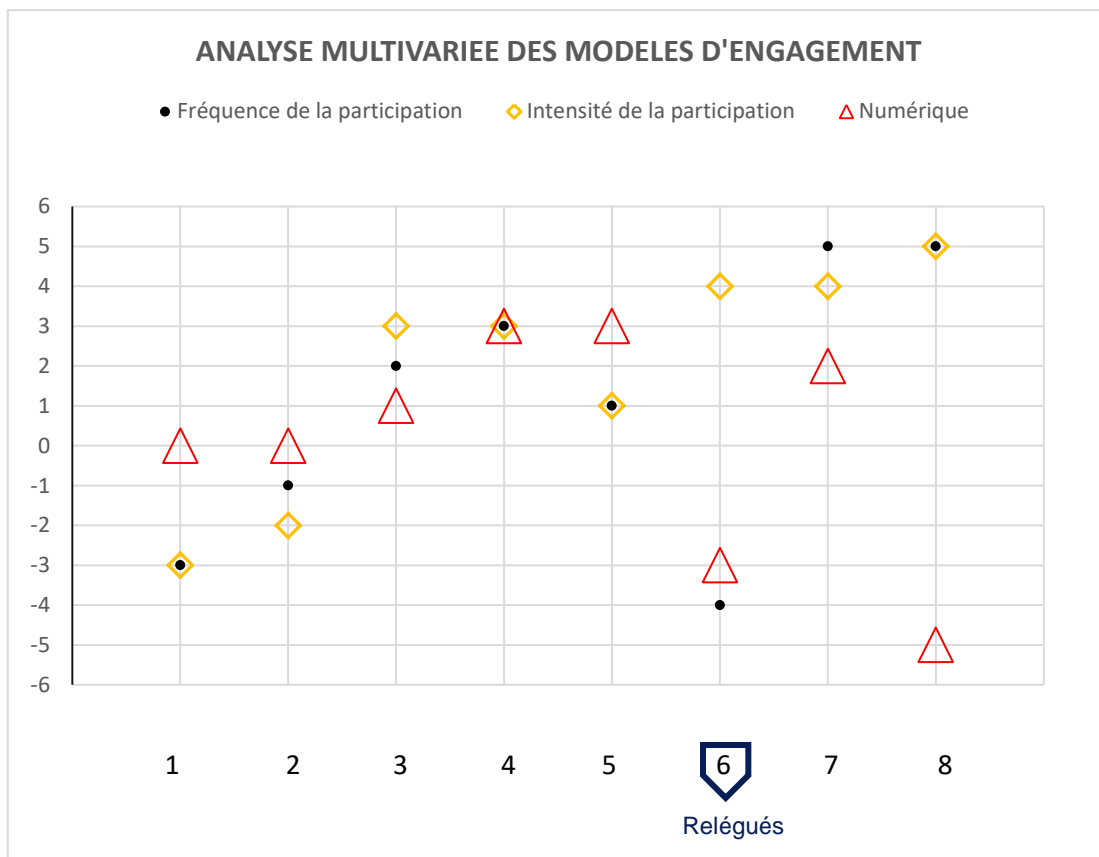
5. **Les stratèges** intègrent la dimension conviction comme un levier d'optimisation de leur trajectoire personnelle. Plus en capacité d'intégrer les dimensions institutionnelles, ils savent en activer les leviers. Ils sont plus actifs sur le numérique et peuvent relayer des initiatives militantes. Ils sont aussi en capacité de digérer voire de détourner des politiques et des dispositifs publics au service de leur stratégie personnelle en y assignant leur propre sens qui peut différer de la communication institutionnelle. Les stratèges intègrent donc une dimension stratégique dans un engagement qui doit « servir à quelque chose » souvent relayés par les politiques institutionnelles



Les pratiques des stratèges se caractérisent par :

- Une participation intense et fréquente
- Une surreprésentation majeure du numérique comme pratique d'engagement

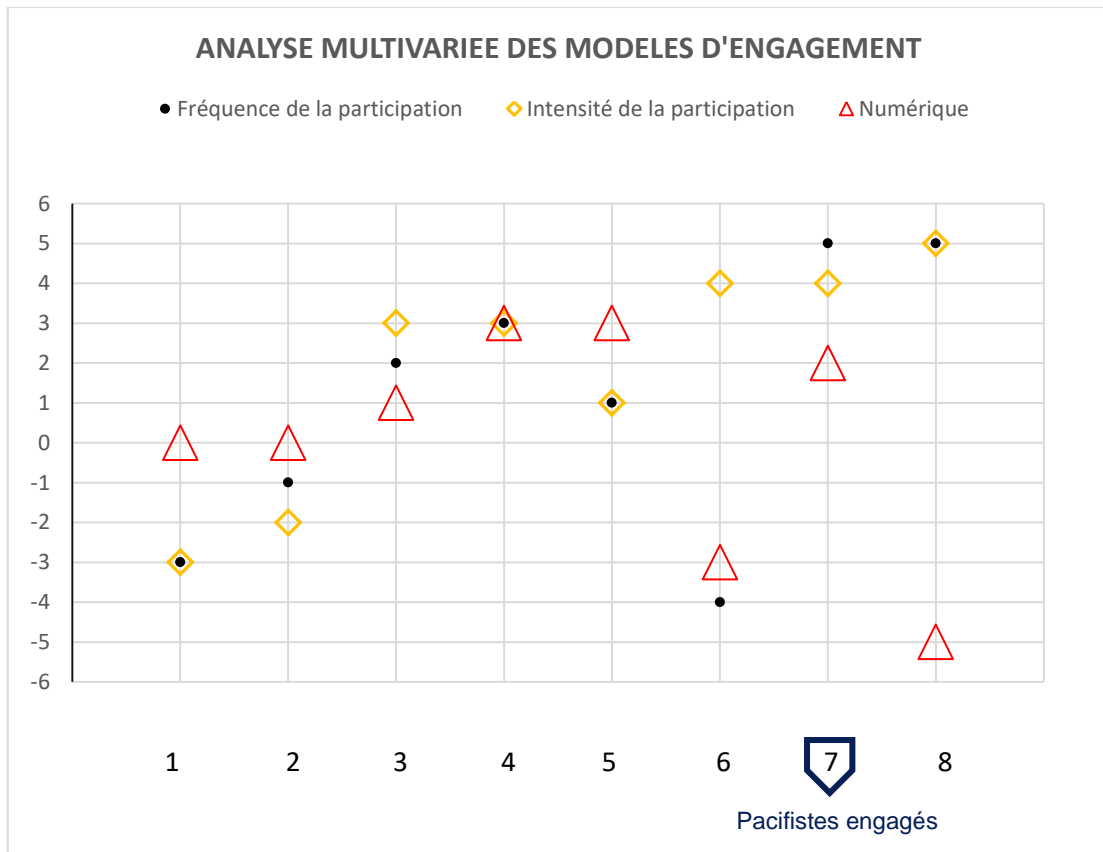
6. **Les relégués** : s'inscrivent dans des logiques de reconnaissance et adoptent des comportements constitutifs d'une réaction face au sentiment d'être méprisé socialement. C'est donc « leur vie » qui est décrite comme un engagement qui peut passer par des formes artistiques et/ou par des comportements déviants.



Les pratiques des relégués se caractérisent par :

- Une participation très intense
- Une participation très peu fréquente
- Une sous-représentation majeure du numérique comme pratique d'engagement

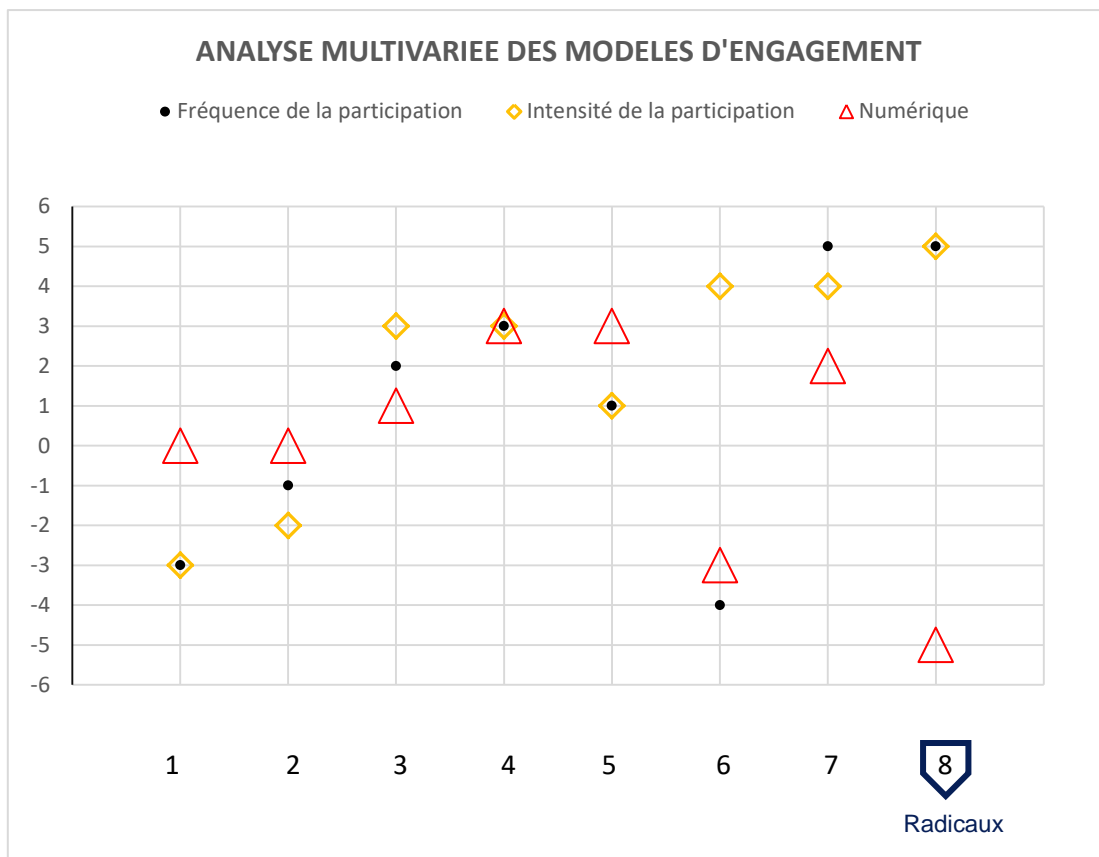
7. **Les pacifistes engagés** : s'inscrivent dans des démarches non violentes et plus structurées visant à modifier les comportements par le biais d'actions concrètes et positives. Ils s'inscrivent dans la pure lignée des actions de désobéissance civile. Le numérique est un outil central du développement de leur communication. Ils pensent une réforme du système par la société civile.



Les pratiques des pacifistes engagés se caractérisent par :

- Une participation très intense et très fréquente
- Une surreprésentation du numérique comme pratique d'engagement

8. **Les radicaux** : s'inscrivent dans un engagement alternatif mais structuré, violent physiquement ou symboliquement dans une logique de renversement sans projet alternatif partagé. Ils regroupent notamment des jeunes insérés dans des métiers liés au social ou à l'humain. Ils ne sont pas présents sur la toile.



Les pratiques des radicaux se caractérisent par :

- Une participation très intense et très fréquente
- Une sous-représentation majeure du numérique comme pratique d'engagement

SYNTHÈSE 6 : LES MODÈLES D'ENGAGEMENT

Les principaux moteurs de l'engagement sont : l'affirmation du non, l'affirmation du « je » social, le prolongement d'une expression personnelle, le renforcement d'un ou plusieurs réseaux de sociabilité.

Les déclencheurs de l'action sont multiples et dépendent des logiques d'interaction en lien avec les expériences de vie. La proximité et l'opportunité sont les deux déclencheurs essentiels (déclencheurs individuels) en lien avec les réseaux de sociabilité (déclencheurs collectifs) mais aussi principaux amplificateurs. Le repérage des déclencheurs et des amplificateurs est une clé essentielle de compréhension de la trajectoire.

L'intensité varie en fonction des dimensions physiques et collectives des pratiques. Mais l'engagement est d'abord la convergence entre l'affirmation d'un rejet, l'expérience personnelle et les attitudes civiques. La bascule « collective » et « physique » n'est pas majoritaire.

Les catégorisations permettent de mettre en évidence, des niveaux de participation hétérogènes en termes de fréquence et intensité.

Les catégories permettent de distinguer :

- Une forte intensité de la participation par les réactionnels, les constructeurs de sens, les relégués, les pacifistes engagés et les radicaux.
- Une faible intensité et fréquence de la participation par les individualistes et les opportunistes.
- Une forte fréquence de la participation par les constructeurs de sens, les pacifistes engagés et les radicaux.
- Une forte utilisation du numérique par les constructeurs de sens, les stratèges et les pacifistes engagés.
- Une faible utilisation du numérique par les relégués et les radicaux.

C. Synthèse des principaux enseignements

SYNTHÈSE 7 : LES 10 PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DE L'ÉTUDE

Enseignement 1 : Les jeunes sont plutôt concernés qu'engagés. Très majoritairement « touchés » par une cause, ils agissent en majorité individuellement. Dans leurs pratiques, ils font preuve de pragmatisme et cherchent à obtenir des résultats concrets (efficacité) et rapides (efficacité). Néanmoins, il existe un gap entre la volonté d'engagement et sa réalité au-delà de l'expérience individuelle.

Enseignement 2 : Les attitudes civiques sont le premier niveau d'engagement

Les attitudes civiques s'inscrivent sur des espaces courts dans une logique « faible coût/bénéfice potentiel » avec une faible intensité et une logique d'action plus individuelle et périphérique.

Les attitudes civiques s'expriment plus :

- Par la consommation dont les pratiques sont reliées à des causes globales. Les modes de consommation occupent une place centrale dans l'engagement des jeunes. La somme d'attitudes civiques peut alors constituer un engagement. Mais les jeunes eux-mêmes ne définissent pas tous les attitudes civiques comme un « véritable » engagement.
- Via le numérique qui permet des engagements ponctuels : relayer une information, poster une story, signer une pétition par exemple.
- Sur la base de « gestes » quotidiens et de relations à la famille et aux pairs.

Enseignement 3 : L'individualisation trouble les repères classiques de l'engagement

- Les pratiques d'engagement sont étroitement liées au prolongement d'une expérience personnelle. Cet aspect trouble les repères classiques fondés sur la dimension physique et collective.
- Les engagements individualisés et donc éclatés laissent une part prépondérante à l'émotion comme source des dynamiques d'engagement. L'engagement devient une réaction émotionnelle.

Enseignement 4 : Les causes sont mobiles, les pratiques évoluent peu, les temps changent

- Les formes d'engagement ne varient pas. Les causes défendues ont évolué mais la structure de la contestation évolue peu. Ce sont le rapport au temps et à la dimension collective (centralité des attitudes civiques) et à la construction de l'action (plus inductive) qui évoluent.
- Les engagements traditionnels perdurent à travers les approches les plus radicales avec pour caractéristique de s'éloigner des cadres institués. Les tensions entre les formes traditionnelles et les formes nouvelles ne se contredisent pas forcément et peuvent s'amalgamer.
- Les nouvelles formes d'engagement ne débouchent pas sur de nouvelles pratiques mais sur un « réagencement des pratiques ». Le lien est rompu entre la sphère politique instituée et l'existence d'un monde associatif alternatif.

Enseignement 5 : l'engagement n'est pas toujours lié à une cause précise

- Les thématiques qui engagent sont intrinsèquement liées au rôle des pairs et au contexte de déploiements des pratiques (logique hic et nunc). On peut s'engager « pour le groupe » plus que pour « une cause ». Dans ce cas, la cause fait sens mais n'est qu'un moteur de mobilisation secondaire.
- L'engagement n'est pas porté par une volonté de transformation sociale dans une majorité de cas. C'est l'impact local et personnel qui est mesuré par les jeunes.

Enseignement 6 : Les mouvements sont défiants mais pas si alternatifs

- L'association en tant que telle n'est pas perçue comme un organe institué à condition qu'elle ne soit pas rattachée à une logique de dispositifs (Centre sociaux et fédérations d'éducation Populaire notamment) susceptible de « récupérer » les jeunes et qu'elle s'inscrive dans une perspective « antisystème ».
- Les jeunes engagés privilégient toujours des modes d'organisation traditionnels avec moins de formalisme juridique et d'adhésion sur la durée. Ils ne fuient pas les associations et posent des échelles à leurs pratiques d'engagement en fonction de critères classiques : organisation collective, participation physique et implication personnelle (centralité + intensité).
- Les collectifs maintiennent des structures organisationnelles à revendication horizontale mais conservent des logiques de décision assez stratifiées.

Enseignement 7 : Les engagements physiques sont plus radicaux

La radicalité ne s'exprime pas systématiquement par de la violence mais peut également revêtir des aspects ludiques qui participent de l'attractivité de certains collectifs.

Enseignement 8 : Le numérique joue un rôle de relais mais ne participe plus d'une identité de l'engagement des jeunes. Le rapport au numérique est paradoxal :

- C'est le premier outil de transmission de l'engagement de faible intensité
- C'est un lieu de transmission, diffusion, relais d'information, mais qui suscite une méfiance de la part des plus engagés. Un sentiment d'engagement fort via le numérique est en inadéquation avec les mobilisations physiques qui sont préférées par les plus radicaux.
- C'est un outil devenu sociétal qui ne caractérise plus la jeunesse en matière d'engagement

Enseignement 9 : Les pratiques d'engagement sont des vecteurs d'homogamie sociale et de relégation

- Les jeunes issus des catégories favorisées manifestent un sentiment d'engagement plus important et sont plus nombreux à s'inscrire dans des dynamiques de mouvements collectifs. Tandis que les jeunes issus des catégories défavorisées manifestent plus de scepticisme quant à la transformation suite à une action collective et remettent moins en cause le système. Les jeunes issus de catégories défavorisées s'engagent plus par le biais de pratiques culturelles et artistiques.
- Les moteurs de l'engagement sont socialement marqués mais les causes et les types de déploiement des actions le sont également.
- Les groupes de jeunes les plus engagés développent des pratiques d'entre soi qui nourrissent indirectement la relégation sociale.

Enseignement 10 : L'engagement est un outil repéré en matière d'insertion sociale

- L'engagement pour une cause est perçu comme « bien vu socialement », valorisant au sein du parcours personnel et utile à l'insertion future.
- Certains jeunes intègrent des dynamiques d'engagement dans le but de trouver un emploi.
- L'activité professionnelle est une forme d'engagement pour certains jeunes notamment dans le secteur du « care » et l'animation socio-culturelle. Ces derniers revendiquent leur engagement au quotidien dans le cadre de l'exercice de leur métier.

CONCLUSION

Cette conclusion vise moins à synthétiser une nouvelle fois les grands enseignements de l'étude qu'à proposer une clé de lecture critique à destination des différents acteurs des politiques publiques en lien avec les questions de « jeunesses ». Dès lors qu'elle s'écarte du champ de l'analyse sociologique pour évoluer vers point de vue critique, l'interprétation appartient aux auteurs dans un souci de confrontation des idées et de débat qui réintroduit ipso facto des dimensions plus subjectives dans la construction partagée de préconisations. Car si le sociologue vient objectiver la réalité sociale qui vient de se produire, il n'est pas compétent pour prédire ce qu'il va se passer, pas politique pour décider de ce qu'il faut faire, pas technicien pour décliner les intentions en actions. Pour autant, ce type d'étude doit permettre de nourrir les différents protagonistes des politiques jeunesses en s'appuyant sur des interprétations construites à l'écart des logiques d'acteurs, des théories consentis et des postures d'autolégitimation.

Dans ce cadre, nous avons choisi de mettre en perspective cinq types de problématiques qui doivent interroger les politiques publiques. Elles concernent la légitimité de l'Institution et des acteurs en charge du déploiement de l'action publique, la clarification de ses intentions, son positionnement structurel, la manière dont elle renforce la stratification sociale et l'enjeu d'appropriation de nouveaux cadres de connaissances partagés.

A. Une problématique de légitimité des institutions et des acteurs de terrain : pour les jeunes l'institution n'est ni crédible ni légitime en matière d'engagement

Nous avons vu comment les dynamiques d'engagement se sont complexifiées, les systèmes de valeurs perçus comme dominant sont perpétuellement remis en causes, les sociétés contemporaines se caractérisent par l'augmentation des conflits d'idées et donc des valeurs qu'ils soulèvent. Autrement dit les valeurs sont de plus en plus floues et de moins en moins partagées. La légitimité de l'Institution ne va pas de soi dans un contexte de distance plus ou moins marquée vis à vis des cadres institués au sens large, de la démocratie représentative en particulier. Cette distance peut même devenir une défiance réelle lorsqu'un citoyen se positionne dans une logique de lutte face à l'élite politique, à l'organisation d'un système, à la mise à distance de certains au profit d'autres. L'étude a confirmé le mouvement des formes traditionnelles vers des formes radicales à la ceinture d'un système d'action, comme un « effet de bord » de l'individualisation des pratiques d'engagement. Autrement dit et schématiquement, ce qui est central devient plus individuel quand le collectif s'exprime à la périphérie sous des formes plus radicales sans être nouvelles pour autant. Cela montre que de nouvelles mécaniques mal lues et maîtrisées par la sphère publique se substituent aux cadres

traditionnels jusqu'alors maîtrisés et intégrés au système de construction d'un ordre social légitime. Les acteurs des cadres institués sont aujourd'hui pointés de manière négative par les jeunes, les animateurs, les éducateurs, les travailleurs sociaux qui sont perçus à l'échelle globale comme les agents d'un système peu en prise avec les problématiques et les difficultés quotidiennes et très peu crédibles en matière d'accompagnement d'actions d'engagement. Pire, ils sont perçus par les jeunes les plus en difficulté comme les agents d'un système hypocrite. Cet aspect participe d'un sentiment d'abandon et affaiblit le pouvoir d'agir au cœur d'un système auquel on ne croit plus.

Dans ce contexte, déclamer « la fin de l'engagement des jeunes » aurait ceci de pratique qu'il placerait l'action publique dans la position de celle qui doit reconstruire du collectif pour des jeunes qui ne veulent pas/plus ou ne peuvent pas/plus construire des dynamiques communes qui font sens. Si le discours sur la fin de l'engagement demeure dans les représentations de la société civile, les politiques de jeunesse ont néanmoins intégré « l'engagement autrement ». Le « plus » ou le « moins » d'engagement n'est plus un débat. Plus précisément il ne peut plus l'être tant les moteurs et les cadres d'expression ont changé en même temps que la place de l'individu dans une société complexifiée. La question centrale devient : « Qui est légitime à agir et/ou à s'engager et/ou à accompagner cet engagement ? ». Les politiques de jeunesse ont peut-être moins intégré que les jeunes « veulent et peuvent » et, qu'en dépit de la désillusion forte à l'égard du système politique en général, en dépit d'une tension forte entre l'exacerbation de « soi » et le besoin de commun, ils participent pleinement et intensément à la vie sociale, autrement, à distance des associations classiquement positionnées pour relayer leur engagement.

Pris dans la tenaille des contradictions publiques qui font naviguer les individus entre injonction à la responsabilité individuelle et subordination à une offre politique qui ne fait plus sens, l'engagement des jeunes ne peut s'exprimer qu'ailleurs dans des sphères qui confèrent la possibilité d'une légitimité retrouvée. Au fond, il peut apparaître paradoxal voire incongru que l'Institution⁹², qui constitue par le rejet un des premiers moteurs de l'engagement, veuille être le relais légitime des formes nouvelles d'engagement. Cela peut aussi être analysé en creux comme la manifestation d'une volonté de reprise de contrôle des dynamiques militantes dans des cadres mieux maîtrisés. Quoi qu'il en soit, les logiques institutionnelles naviguent entre :

- La création d'un nouveau cadre institutionnel qui consiste à maintenir un rapport de pouvoir « désinstitutionnalisant » à partir des nouvelles formes d'engagement, artifice déconcertant dans la mesure où l'Institution continue d'en définir les modalités de suivi et d'évaluation. Se développe l'antienne « du cadre sans le cadre » ou du « aller vers » afin de capter des jeunes. Quelque part, il s'agirait pour l'institution de se séparer d'elle-même pour mieux se retrouver
- La légitimation portée par des évaluations intra-dispositifs dans une optique de « maintien » des structures institutionnelles préexistantes. Il s'agit à la fois de comprendre les évolutions tout en continuant de justifier ce qui est fait tel qu'il a toujours été fait : créer des dispositifs et

⁹² Prise ici une nouvelle fois sous l'angle de l'ensemble des actions de service public déployées et/ou financées par l'État. Le système est d'ailleurs envisagé de manière englobante par les jeunes.

les déployer en s'appuyant sur les collectivités et les fédérations et associations chefs de file « classiques ».

Se pose ici une dichotomie entre la dimension holistique de toute politique publique, vectrice de dynamiques multiples de normalisation, et le caractère intrinsèquement subversif de l'engagement. Se pose la question de la légitimité du contrôle du cadre d'action. Autrement dit et plus concrètement, l'engagement institué s'inscrit le plus souvent dans des cadres fixés au préalable desquels il apparaît difficile de déroger. Poser un principe « d'institution désinstitutionnalisée » revient donc à redéfinir les logiques de pouvoir de l'action légitime. Mais face au constat d'une mise en cause des principes même de la représentativité qui doit définir le cadre d'engagement ? Qui est légitime à agir et dans quel cadre ?

La dernière question est la suivante : « Qui est légitime à s'engager ? » et quels messages sont jugés sur une échelle symbolique plus pertinents ou plus acceptables que d'autres. En filigrane se pose la question très politique de la reconnaissance du pouvoir intellectuel des jeunes dans le sillage des travaux de psychologie sociale et de sociologie notamment (Woods 1980, Duru-Bellat 2007). Outre l'acceptation intellectuelle partagée d'une « place » accordée aux jeunes en fonction de thématiques venues d'en haut, il est autre chose de se mettre en capacité de positionner les jeunes au sein des hauts rouages de la prise de décision, au cœur des propositions et des réformes essentielles de l'organisation sociale.

Ces questions sont au centre même du dispositif SNU (Service National Universel) qui vise à (ré)imposer une légitimité d'État sur les questions d'engagement et d'intérêt général. Il est trop tôt pour évaluer ce que générera ce dispositif en trois étapes (séjour de cohésion, mission d'intérêt général, engagement). Si la verticalité de la proposition n'exclut pas des réussites pour capter et relayer des dynamiques d'engagement, on imagine mal comment une telle disposition pourrait séduire les jeunes les plus engagés qui sont aussi les plus radicaux dans leur rejet des élites. Par contre, des jeunes plus en difficulté pourraient être séduits par une possibilité nouvelle, avec le risque que cette énième initiative devienne un nouveau maillon de la chaîne, une étape de plus d'un parcours institutionnel sans issues probantes pour les plus défavorisés au bénéfice des plus « stratèges ».

B. Une problématique de clarification des intentions publiques : l'Institution ne sait pas choisir entre soutenir l'émancipation collective et accompagner l'insertion individuelle

L'activisme des politiques publiques à déployer vers les jeunes le paradigme d'une citoyenneté active, au sein de laquelle l'engagement doit prendre toute sa place, masque mal, au-delà de ses louables intentions et des volontés manifestes, la difficulté à capter et à relayer les dynamiques d'engagement. Pourtant, les cadres institués ne sont pas forcément rejetés par tout un pan de la jeunesse, certains s'en saisissent et souhaitent en faire partie, ce qui n'empêche pas de développer par ailleurs un

discours critique. À l'inverse, les politiques jeunesse peinent à prendre en compte que des pratiques associatives plus ou moins formelles se développent à distance de leurs viseurs.

La dissonance entre un jeune qui peut être « satisfait d'un accompagnement à un moment donné de son parcours » et le maintien d'un discours global de défiance provient d'une dissonance fabriquée par l'Institution elle-même. D'une part, les modes d'action légitimes ne sont pas encore (re)connus. D'autre part, les cadres institués produisent une dissonance dans un même mouvement, entre des pratiques à forte visée de personnalisation (accompagnement des jeunes, autonomisation, solutions individualisées) et l'ambition affichée de « refaire société » en encourageant les pratiques « collectives et citoyennes ». À la défiance s'ajoute la confusion sur les intentions⁹³ : accompagner les individus (logiques de soi) ou générer des dynamiques collectives (logiques du commun). Nombreux répondront que les deux aspects sont complémentaires, artifice théorique efficace qui peut se déployer sans bien mesurer la dissonance du message institutionnel. Car ce double message, peu lisible de manière concrète pour un jeune, ajoute au trouble de la « place » des jeunes, en fonction de l'objectif qui consiste à franchir les différentes étapes de l'intégration sociale d'une part (posture individualisée), en fonction d'un autre objectif qui consiste à trouver une place de « citoyen » en prenant part à des dynamiques collectives de l'autre.

Dans les méandres d'intention peu clarifiées, entre le « sur-mesure » et le « commun », se greffent des problématiques supplémentaires. La notion d'engagement s'intrique elle-même avec celle d'action publique et entraîne avec elle l'idée « d'acteur » qui participe de la construction du monde dans lequel un individu, un jeune, vit, sans en être un simple spectateur mais en reliant chacune de ses actions individuelles à une ou plusieurs connotations sociales⁹⁴. Cela entraîne une séparation nette des « espaces de valeurs » circonscrits dans des sphères atomisées, ce qui contrarie les initiatives publiques cherchant à « capter des publics » et à les faire agir ensemble. L'hétérogénéité des moteurs de l'action et le développement protéiforme des pratiques complexifient encore les initiatives de mise en commun.

C'est d'ailleurs l'une des raisons qui explique que les politiques publiques de la jeunesse reposent sur l'individualisation des problèmes et des réponses portées, « pour mieux prendre en compte ». En découle la définition de « publics cibles » qu'il faut savoir accompagner. En résumé, les jeunes doivent être à la fois gestionnaires de leurs propres problématiques et agir en citoyen tout en répondant à des attentes institutionnelles dissonantes, produits du maquis des règles d'âge, de mesures, de thématiques et de dispositifs. À l'engagement « distancié » s'ajoute l'engagement « troublé » qui entretient la confusion entre ce qui est de l'ordre de l'individuel et du collectif, entre la participation et l'insertion, entre un soi incertain et un collectif improbable. Pour autant, nous avons vu que l'affirmation de soi n'est pas incompatible avec la défense de causes collectives allant dans bien des cas au-delà des seules problématiques personnelles rencontrées par les plus engagés.

⁹³ Il s'agit ici des intentions institutionnelles « lisibles » et non du déploiement de pratiques observées

⁹⁴ L'intrication entre pratiques de consommation et pratiques d'engagement décrite dans cette étude illustre bien cela

Mais face à l'incapacité à appréhender l'individualisation des processus d'engagement et sans parvenir à se déprendre des cadres de référence traditionnels, la dimension composite des politiques publiques de la jeunesse devient un facteur aggravant. Ces dernières couvrent des réalités différentes, des dispositifs multiples dont personne ne sait plus dresser la liste exhaustive, des plans et des mesures empilées⁹⁵. L'harmonisation de l'édifice constitué au fil du temps rend difficile les réformes de fond pour agir en transversalité et de manière opérante, à cheval entre différents secteurs de l'action publique. Outre la dimension thématique, le découpage des âges (par exemple 12-20 ans pour les MDA, 16-25 ans pour les missions locales, 18 ans pour la majorité civile, 25 ans pour accéder au RSA adulte etc.) peut certes permettre de scander des trajectoires attendues en fonctions d'intentions fixées politiquement, moins d'agir réellement sur la globalité d'un parcours et donc d'y intégrer la question de l'engagement. Or c'est bien de la capacité à s'adapter à la complexité d'un parcours et non l'inverse (que le jeune s'adapte à la complexité d'un système) que dépend la capacité d'une pratique instituée à nourrir des pratiques d'engagement, intrinsèquement porteuses de sens (Becker 2009). La problématique tient donc dans la possibilité de développer des actions réellement innovantes en ce sens qu'elles modifient structurellement l'organisation des politiques jeunesse afin que la transversalité devienne une réalité possible et opérante.

C. Une problématique de positionnement structurel relative à l'engagement : l'Institution est coincée entre l'individualisation et la radicalité

Elle est la conséquence des deux phénomènes concomitants et observés dans cette étude. Entre l'hyper-individualisation des formes d'engagement d'un côté et la radicalisation des causes collectives de l'autre, les pratiques « instituées » peinent à trouver leur place au sein de cette structure toute nouvelle de l'engagement. Toutes les formes d'engagement définissent elles-mêmes un spectre important de modalités d'action non instituées qui donne à voir en global une vision double de l'engagement. L'engagement s'inscrit soit dans des formes collectives de radicalité à visée de transformation sociale (cas minoritaires) soit dans des formes individualisées (cas majoritaires) qui ne permettent pas de fixer les supports et les formes de participation.

Dans ce cadre, les initiatives publiques ne captent que faiblement et temporairement les dynamiques d'engagement des jeunes (sans qu'une mesure réelle de l'impact sur le parcours ne soit la plupart du temps réalisée⁹⁶). Les succès interviennent parfois sur des durées courtes dans une confusion entre le déclencheur et le moteur de l'action. Le plus souvent, la capacité à déclencher une action ne découle pas sur une harmonisation possible des moteurs de l'action. Ainsi des jeunes peuvent se retrouver en réaction à un évènement local, ce qui n'induit pas qu'ils s'inscrivent dans les mêmes

⁹⁵ P. Loncle, op.cit. p 10.

⁹⁶ L'évaluation existe mais se centre sur les objectifs d'un dispositif peu relié à des outils longitudinaux.

trajectoires d'engagement. De l'autre côté, la population la plus engagée inscrit son action « contre » ou à rebours des pratiques instituées sans pour autant se déprendre de la pratique associative classique. Si l'on pousse jusqu'au bout la posture critique, les politiques publiques se saisissent d'opportunités pour alimenter le cercle « justificatoire » de leur impact en lien avec leur volonté d'agir mais ne pénètrent pas des cercles d'action dont les pratiques ne diffèrent pas vraiment des pratiques dites traditionnelles. Au fond c'est moins les pratiques que la distance aux institutions qui change.

Les jeunes captés par les institutions semblent au final pouvoir se catégoriser en 3 catégories : les relégués coincés dans les injonctions contradictoires de l'accompagnement, les constructeurs de sens en capacité de se saisir des leviers institutionnels pour construire du sens et les stratèges qui épousent une logique plus utilitariste.

D. Une problématique de mixité sociale liée à l'individualisation des problématiques sociales : à force de psychologiser, l'Institution ne socialise plus

La famille demeure le plus souvent le principal vecteur de transmission de l'engagement, mais c'est le sens ou la nécessité de l'engagement qui sont transmis, beaucoup plus que les modalités et les contenus. Mais si des ruptures générationnelles s'expriment, la principale rupture demeure sociale. Les plus relégués ne rejettent pas l'ensemble du système en valeurs, au contraire, ils regrettent de ne pas être mieux intégrés au système. De l'autre côté, les logiques de transformation les plus politisées et les plus radicales regroupent majoritairement des jeunes des catégories moyennes ou supérieures.

Les premiers portent les fardeaux d'un capital symbolique négatif et doivent progressivement se constituer comme acteurs responsables de la détresse de leur existence. Ils déploient chaque jour des formes d'expression et de mobilisation qui participe d'une forme d'engagement, mais ils sont à la fois éloignés des causes et des pratiques « légitimes ». Par exemple, ils sont sans cesse renvoyés à la notion de projet car le discours dominant suppose que nous aurions tous une même capacité de nous mobiliser autour de la notion de « projet ». Or, tout cela dépend très largement de la position que l'on occupe dans l'espace social. De fait, plus on s'élève dans la hiérarchie sociale et plus la notion d'engagement pour des causes « nobles » semble s'accroître, plus les jeunes sont défavorisés, moins ils sont intégrés dans l'oligarchie des nouveaux mouvements sociaux, intégrés la plupart du temps à des positions de subordonnées dans des mouvements alternatifs qui n'ont d'horizontal que le discours.

Le concept d'estime de soi constitue alors un nouveau prêt-à-penser qui permet de mettre en place de rendre plus acceptable la relégation sociale. Les plus pauvres ne peuvent pas, les plus pauvres n'ont pas confiance. Mais derrière le cynisme absolu de ces traitements des plus défavorisés se cache, malgré les bonnes intentions et les convictions qui animent ces professionnels, une situation d'impuissance à proposer des filières d'engagement qui fassent sens. Plus exactement, les jeunes

défavorisés qui ont affaire aux différents professionnels peuvent se trouver, à moment donné et pour une partie d'entre eux, dans une forme « d'instabilité stable » qui est au fond la résultante d'un réseau institutionnel qui consiste à faire circuler les individus d'une structure à l'autre, ne sachant précisément pas quoi en faire mais porté par le souci de dire que l'on essaie d'en faire quelque chose. Affiliés simultanément ou successivement à des dispositifs institutionnels, ils circulent d'une étrangeté à l'autre, d'un endroit à l'autre, où l'on pense à leur place que leurs « carences » – préalablement définies pour eux depuis l'extérieur – les empêchent de répondre aux exigences du citoyen de demain.

De manière générale, ces représentations misérabilistes des jeunes en difficulté doivent interroger collectivement les acteurs de la jeunesse. Mais tout un verbiage psychologisant a colonisé les discours des acteurs. Ce mode de pensée en termes de psychologie commune est profondément ancré dans les cerveaux et se manifeste comme un prêt-à-penser qui donne à voir d'une certaine manière la réalité sociale des individus ; perceptions situées au plus loin des préoccupations de ces derniers. Cependant, l'exercice de ce mode d'interaction entre l'institution et le jeune permet de mettre en place et de maintenir une façon de gouverner la précarité sans que la critique n'émerge des plus relégués.

Les formations à grand succès sur « l'empowerment » proposées aux professionnels sont exemplaires de ce mode de pensée et du traitement libéral des individus. L'empowerment – le « pouvoir d'agir » – a été utilisé par des mouvements sociaux états-uniens dans les années 1970 et adopté à la même époque par des féministes défendant de nouvelles pratiques de développement dans les pays du sud. Cette notion a connu un succès important depuis les années 1990 dans différents champs : économique, social et politique notamment. Cet octroi de plus de pouvoir aux individus pour pouvoir agir sur les conditions sociales, économiques, politiques, etc. participe au contraire d'un processus de stratification et de contrôle des pauvres. Sous couvert de rétablir une symétrie entre les professionnels et les jeunes – rendre moins surplombante la prise en charge des bénéficiaires –, l'empowerment permet aux politiques publiques de se déresponsabiliser en faisant peser sur les individus les répercussions de l'incapacité politique à générer du commun. Ainsi, une chape de plomb sémantique s'installe : le projet, le contrat, le parcours individualisé, etc. deviennent les maîtres mots des interventions des professionnels. Les individus sont de plus en plus tenus pour responsables de leur situation.

L'engagement illustre donc des mécanismes de stratification sociale avancés et propose peu de porosité entre les classes sociales. D'un côté, l'individualité va contre l'identité collective et s'inscrit dans une démarche apparente d'ouverture, de l'autre, les causes et les manières de s'engager sont socialement marquées. Autour, l'institution se rassure avec des pratiques menées sous une rhétorique de « l'ingénierie de projet » et du « travail partenarial ».

E. Une problématique de partage de la connaissance : les représentations demeurent

L'engagement d'aujourd'hui, envisagé par le prisme des représentations « classiques » voire « traditionnelles » peut participer de la construction de raccourcis dangereux : jeunesse perdue, peu engagée, zapping, individualiste.... Mais la représentation bien qu'erronée d'une baisse de l'engagement n'est pas seulement la conséquence d'une nostalgie subjective des formes traditionnelles de l'action (ouverture des discours, résistance des pratiques). Elle est mesurable selon les critères et ce sont ces mêmes critères qui justifient toutes les perceptions possibles. Sous toutes les formes classiques, le volume d'engagement est faible (mais pas plus faible) malgré quelques tentatives peu convaincantes de démontrer le contraire. Mais les formes traditionnelles sont toujours bien présentes comme le maintien de principes de verticalité moins assumés mais toujours aussi réels. Le débat doit donc être repositionné à l'aune de la compréhension des nouveaux cadres de référence et des nouveaux enjeux qu'ils proposent aux politiques publiques. Il existe schématiquement deux manières d'observer les nouvelles formes d'engagement : par le prisme de la comparaison aux « anciennes formes » ou par l'analyse propre de nouvelles logiques à défaut de nouvelles pratiques. Avec l'hypothèse que la première se renforce dans une logique « en tension » avec la seconde. Pour cela, l'originalité de cette étude est qu'elle a permis d'analyser les pratiques d'engagement dites « nouvelles » ou « non instituées » pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire au-delà d'un cadre comparatif imposé aux formes traditionnelles. Pour la bonne raison que ce qui est nouveau est aussi souvent traditionnel. L'appropriation collective d'un certain nombre de résultats de recherche semble indispensable pour rompre avec la diffusion de concepts dont l'efficacité sémantique a pour corollaire la neutralité de l'impact sur des possibles changements.

Deux exemples concrets illustrent ses propos. Le premier concerne la place de l'émotion, registre qui n'est pas pris en compte par les politiques publiques alors qu'il constitue un des principaux déclencheurs de l'action. Le plus souvent, l'analyse des moteurs et des déclencheurs n'entrent pas dans la complexité de la construction du sens des actions et s'en tient à des constats trop englobants qu'il est pourtant nécessaire de déconstruire. Le second concerne la révolution numérique qui n'a qu'une influence très faible en tant que moteur de l'engagement. Le numérique n'est pas un facteur mais un vecteur potentiel d'engagement plus utilisé dans des organisations structurées déjà militantes. Le maintien de prérogatives des cadres classiques est masqué par le développement de nouveaux supports qui donnent l'illusion d'une existence sociale et identitaire émancipé des logiques de stratification sociale.

Derrière les nouveaux cadres d'engagement se pose donc pour les acteurs des politiques publiques la nécessité de se former à la compréhension des pratiques des jeunes, en matière d'engagement mais également de manière globale. Cela demande un effort considérable de déconstruction des catégories professionnelles de pensée et de positionnement collectif sur le rôle que doivent jouer les cadres institués autour des questions d'engagement des jeunes.

Ce rapport se conclut dans un contexte de crise sanitaire inédit dans l'histoire contemporaine. S'il est trop tôt pour en tirer des conclusions sociologiques hâtives, quelques observations viennent faire écho aux résultats de ce rapport et peut-être le conforter. Ce moment si singulier a permis de mesurer comment le registre de l'émotion s'inscrit dans les manières de faire et penser, comment la réaction émotionnelle supplante dans un premier temps l'action rationnelle, comment la solidarité spontanée qui a conduit à applaudir les soignants sur les balcons fut une réaction avant tout. Dans un monde de plus en plus normatif, « l'engagement émotionnel » semble ne pas concerner seulement les jeunes et devenir la condition première de l'impulsion d'une dynamique collective. Là où le commun ne se définit plus vraiment, où l'horizon ne dessine plus que des incertitudes et où le passé immédiat se trouble, la mobilisation devient une mobilisation de l'instant, une éruption, un exutoire, une manière de réagir dans le présent et de construire un bout de sens, un instantané de cohésion. Plus que de sa jeunesse, c'est certainement le propre de la société toute entière qui fait porter à certains pans de sa population des inflexions dont elle refuse la paternité.

Remerciements :

Un grand merci à Alexis Kerdoncuff et Laurent Galazzo pour leur regard et leur aide à l'organisation du terrain ;

Merci à toute l'équipe d'Empowernantes, particulièrement à Yoann pour sa disponibilité et pour le chemin partagé ;

Merci à Yannick Chanson de son implication pour rencontrer des jeunes en milieu rural ;

Merci à Valérie Dao-Duy et Luc Primard de m'avoir accompagné dans l'analyse, d'avoir lu et suggéré, de m'avoir aidé à améliorer chacune des étapes de la construction de ce rapport. Tous ces échanges ont été riches de sens.

Un immense merci à tous les jeunes rencontrés.

Retrouvez l'ensemble des supports de restitution de l'étude en flashant le QR code



www.etude-engagement-jeunes-44.fr